

**LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850**



Jabaliya, bande de Gaza, 4 février 2025 / photo Omar Al-Qattaa

**2025**

**Palestine / 8 mars / syndicats /  
1<sup>er</sup> mai / Panama / Etats-Unis / Iran /  
Kurdistan / Serbie / Ukraine**

**origine de l'ICR / congrès du PCR /  
origine de LO / congrès du NPA-R /  
LO et Israël / LFI, social-impérialiste /  
FIT-U et péronisme**

**COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €**





## CoReP

### LIBÉRATION DES 10 000 OTAGES PALESTINIENS !

Le 15 janvier, sous le patronage du Qatar, de l'Égypte et des Etats-Unis, un cessez-le-feu est conclu entre le gouvernement israélien et le Hamas. Il est prévu en 3 phases :

L'accord n'évoque même pas un État palestinien croupion, comme l'ONU en 1948 ou les accords d'Oslo de 1994. En effet, si la résistance armée n'a jamais cessé à Gaza, Nétanyahou a marqué des points importants pendant quinze mois.

Il a accéléré la colonisation de la Cisjordanie. Il a interdit la presse internationale dans la bande de Gaza qu'il a détruite méthodiquement, hôpitaux inclus. Il a entravé les interventions humanitaires et en particulier celles de l'agence de l'ONU qui nourrit, soigne et instruit les réfugiés palestiniens (UNWRA). Depuis le 7 octobre 2023, l'armée sioniste a tué 266 salariés de l'UNWRA.

Israël a affamé et terrorisé la population de Gaza : 1,9 million de personnes déplacées (90 % de la population), au moins 10 000 prisonniers massivement torturés, au moins 45 936 morts et 109 274 blessés. Il emprisonne, et torture systématiquement, environ 10 000 Palestiniens.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a attaqué à plusieurs reprises les diplomates et les responsables militaires iraniens en Syrie. En janvier, Israël a détruit ce qui restait de l'armée syrienne (300 bombardements) et a envahi le territoire de la Syrie au-delà du Golan déjà occupé.

En outre, Israël a décimé le Hezbollah, a bombardé le Liban et occupe toujours une partie de son territoire. Malgré l'accord de cessez-le-feu conclu au Liban en novembre sous l'égide de la France et des Etats-Unis, Israël a encore bombardé le 3 janvier le sud du Liban.

Les ministres fascistes israéliens et des députés du Likoud crient à la trahison tandis que le Hamas prétend avoir remporté une victoire.

Nétanyahou déclarait avoir deux buts : libérer les captifs israéliens, éradiquer le Hamas. En réalité, il ne souciait aucunement des otages. Quant à liquider le Hamas, les exactions israéliennes ont probablement soudé une partie de la population palestinienne à la résistance armée, malgré sa direction bourgeoise, cléricale et réactionnaire.

Le cessez-le-feu, si Israël le respecte, va soulager la population de Gaza. Mais rien n'est réglé.

La bourgeoisie israélienne, quel que soit le gouvernement qui la représente, ne peut changer sa nature coloniale, expansionniste, raciste et belliciste. L'armée redouble son offensive en Cisjordanie. Israël restera le fer de lance dans la région des puissances impérialistes (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie...) qui le financent, l'informent et l'arment.

Les 4 millions de Palestiniens restent soit exilés dans d'autres pays, soit victimes de l'apartheid en Israël, soit confinés dans des bantoustans (Gaza, Cisjordanie) à la merci de l'armée sioniste. Le Fatah est discrédité à cause de sa capitulation à Oslo, de sa corruption, de sa collaboration avec les États-Unis et Israël. Les organisations de l'OLP qui s'étaient dissociées à juste titre du Fatah (FPLP, FDLP) sont aujourd'hui satellisées par les islamistes. Or, le Hamas et le Jihad ne peuvent changer leur nature bourgeoise et cléricale qui les empêchent de s'adresser à la classe ouvrière. Le gouvernement Hamas de Gaza est désormais géographiquement isolé de l'Iran et il dépendra plus que jamais du financement de la Turquie ou des monarchies du Proche-Orient qui trahiront les Palestiniens, comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie l'ont fait au 20<sup>e</sup> siècle. La bourgeoisie turque a acheminé le pétrole et le gaz à Israël pendant le génocide, elle est l'ennemie des Kurdes et reste membre de l'OTAN. Les régimes du Golfe sont les exploiters féroces des travailleurs immigrés (incluant les Palestiniens), ils sont les alliés des Etats-Unis, ils ont interdit les manifestations de soutien aux Gazaouis, ils vont reprendre les négociations avec Israël qui étaient très avancées en 2023.

Pour en finir avec l'oppression des Palestiniens, il faut en finir avec l'État sioniste. Il faut donc s'adresser aux travailleurs des pays impérialistes ; il faut mobiliser les travailleurs de toute la région (arabes, turcs, perses, kurdes, juifs...). Seuls des partis révolutionnaires, une internationale prolétarienne peuvent accomplir cette tâche historique.

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Départ de la marine de guerre américaine de la Méditerranée ! Droit au retour des réfugiés ! Palestine unifiée, démocratique, laïque et multilingue ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

22 janvier 2025



## CoReP

# CONTRE LA DOUBLE EXPLOITATION CAPITALISTE ET LA RÉACTION PATRIARCALE

## 8 MARS

Dans les États économiquement avancés qui s'affichent encore partisans de « l'égalité » et de la « démocratie », les femmes restent victimes de multiples inégalités. En Allemagne, les femmes travaillant à temps plein ne gagnent en moyenne que 86 % du salaire de leurs collègues masculins ; au Japon, seulement 60 %. En Chine, il est impossible pour les femmes travailleuses de dénoncer les discriminations ou les violences conjugales. L'État indien tolère les agressions sexuelles quotidiennes et même les viols.

Partout, les clergés obscurantistes, les groupes fascistes, les gourous masculinistes, les partis fascistes se rejoignent pour diviser les travailleurs, annuler les droits gagnés par les femmes, soumettre au joug patriarcal. Aux États-Unis, les Églises chrétiennes mènent une croisade contre le droit à l'avortement. Il est interdit dans plusieurs États. Zuckerberg (Meta/Facebook...) vante désormais « l'énergie masculine » et Musk (X/Twitter, Tesla, SpaceX...), qui vient d'être nommé ministre par Trump, fait depuis plusieurs années en public des plaisanteries obscènes et dégradantes à l'égard des femmes, des homosexuels et des personnes transgenres. L'État russe dépénalise la violence conjugale et entrave le droit à l'avortement. Parlant de l'Ukraine, le mafieux Poutine a dit le 7 février 2022 : « *Que ça te plaise ou non, ma jolie, faudra supporter* ».

À Gaza, pendant plus d'un an de destruction systématique du territoire et de terreur imposée à la population par Israël avec l'appui des États impérialistes occidentaux, les femmes et les enfants ont été les premières victimes de la famine. Elles ont subi cruellement le manque d'anesthésiants et de médicaments délibérément bloqués par l'armée sioniste. Israël emploie les mêmes méthodes en Cisjordanie. Des centaines de Palestiniennes, emprisonnées et maltraitées dans les prisons israéliennes, servent d'otages à l'État sioniste.

À cause des guerres ou des réseaux criminels, en RD Congo, au Tchad, à Haïti, en Libye, en Birmanie/Myanmar, au Nigéria, au Soudan, en Ukraine... les femmes sont massivement victimes de violences sexuelles.

En Afghanistan, le gouvernement des Talibans (un mouvement pachtoune mis sur pied avec l'aide des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Pakistan dans les années 1980) a pris plus de 100 décrets contre les femmes. Dans les campagnes, le résultat est de livrer les fillettes des paysans pauvres à la concupiscence des paysans riches, des seigneurs ou du clergé ; dans les villes, les Talibans interdisent aux femmes citadines l'accès à l'emploi, à l'enseignement, aux loisirs.

En Syrie, les femmes du Rojava sont sous la menace de l'armée turque et de ses auxiliaires islamistes de l'ANS. Les autres, particulièrement celles de la minorité alaouite, sont méfiantes envers le pouvoir islamiste de HTC/HTS.

En Iran, la répression frappe particulièrement les femmes des minorités ethniques et de la classe ouvrière. Dans les monarchies salafistes du golfe Arabo-persique, même les citoyennes restent soumises à la tutelle et à l'inégalité juridique, alors que les travailleuses immigrées qui servent de personnel domestique aux bourgeoises sont privées de tout droit.

L'assujettissement des femmes est exacerbé par la division de la société humaine en classes. Toutes les religions justifient le patriarcat et l'inégalité de genre. Sans épargner les femmes des classes exploiteuses (esclavagistes, nobles, capitalistes...), l'oppression frappe au maximum celles des classes exploitées (esclaves, serves, prolétaires...). Alors que les femmes des classes dominantes sont déchargées des contraintes du travail et peuvent jouir de loisirs, les femmes des classes dominées subissent une double contrainte : travailler, comme les hommes exploités, pour les exploités ; assurer l'essentiel des tâches ménagères, des soins des enfants et des vieux.

Comme tous les opprimés, les femmes résistent, se révoltent. Dans les classes dominantes, comme souveraines, savantes, abbesses, entrepreneuses, etc. elles améliorent leur sort sans mettre en cause les autres inégalités. Dans les classes subalternes, elles négocient avec leurs compagnons et elles participent massivement aux luttes des exploités, comme lors de la révolution de France en 1789-1792, de Saint-Domingue-Haïti en 1791-1804...

Le capitalisme hérite de l'oppression de genre et parfois la renforce. Mais il jette aussi les bases pour en finir : d'une part, le développement des sciences et des techniques permet de maîtriser la natalité et d'automatiser une partie des tâches domestiques... ; d'autre part, il engendre la classe ouvrière qui a intérêt à renverser l'ordre ancien et à créer une société débarrassée de la pénurie et de toute oppression.

Cette tâche historique nécessite la mobilisation des femmes prolétaires au sein des organisations mixtes du mouvement ouvrier (assemblées, syndicats, parti révolutionnaire, conseils) et sous la forme de structures spécifiques laissées à leur choix comme les clubs féminins et l'Union des femmes durant la Commune de Paris en 1871, l'Internationale socialiste des femmes qui a lancé en 1907 la journée internationale du 8 mars, le Jenotdel de l'URSS créé en 1919 par le Parti bolchevik et dissout par Staline en 1930...

*En marchant main dans la main avec le parti ouvrier, les travailleuses sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent.* (Clara Zetkin, juillet 1889)

De même que la préservation de l'environnement de l'espèce humaine ne peut être confiée aux partis bourgeois « écologistes », l'émancipation des travailleuses ne peut pas être menée par les dirigeantes politiques de la bourgeoisie (Meloni en Italie, Sheinbaum au Mexique, Frederiksen au Danemark, O'Neill en Irlande du Nord...), ni par les mouvements « féministes » aux mains de bourgeoises ou de petites bourgeoises qui veulent opposer toutes les femmes à tous les hommes.

Si les ouvrières, les employées, les domestiques, les payannes pauvres, les étudiantes... ne veulent pas servir de marchepied aux exploiters et leurs représentantes politiques, qu'elles s'en séparent ! Nous devons préserver ou constituer des organisations indépendantes des États bourgeois et de leur ONU, des partis capitalistes et des associations féminines interclassistes.

Rien n'empêche les partis « progressistes » et les mouvements « féministes » de se joindre à nous pour lutter, en pratique, réellement, pour telle ou telle mesure concrète. Mais les communistes avancent, elles, un programme complet :

Égalité juridique totale des femmes dans tous les pays. Séparation complète de la religion et de l'État ; suppression de tout financement public des clergés.

Garantie de l'emploi et congé maternité pour les femmes enceintes. Fin des emplois précaires. Égalité salariale complète entre les hommes et les femmes. Répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction du temps de travail sans baisse des salaires, jusqu'à l'élimination du chômage.

Logement décent et accessible pour toutes les travailleuses, en particulier pour les femmes fuyant la violence conjugale ou élevant seules des enfants.

Récupération automatique du pouvoir d'achat perdu en raison de l'inflation. Salaires, prestations sociales et pensions de retraites permettant à tous les travailleuses de vivre décemment, y compris celles ayant travaillé pour leurs maris (paysans, commerçants, etc.) ou ayant été exclues du salariat pour accoucher et élever des enfants.

Expropriation des cliniques privées, des maisons de retraite et des services de soins capitalistes. Services publics gratuits et de qualité, permettant d'assurer les trajets domicile-travail, la garde des enfants, les soins aux malades et aux personnes dépendantes.

Élimination immédiate de toute religion dans les écoles. Système scolaire unique, public, laïc, gratuit et mixte. Éducation sexuelle scientifique basée sur le consentement des partenaires, la liberté sexuelle et l'amour, quelle que soit leur orientation.

Interdiction de toute mutilation génitale. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par le système de santé publique. Système de santé universel, gratuit et laïc. Prise en compte et traitement médical adéquat des pathologies et maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Interdiction de la gestation pour autrui (« mères porteuses »).

Liberté pour les travailleuses et les travailleurs, les réfugiées et les réfugiés, les jeunes en formation de franchir librement et en toute sécurité les frontières étatiques.

Autodéfense des femmes contre la violence sexiste. Fin de la justice sexiste, épuration de tous les juges réactionnaires. Pour un système judiciaire démocratique et non sexiste dans lequel les juges peuvent être élus et révoqués par les conseils de travailleuses et de travailleurs.

Contre le colonialisme sioniste en Palestine, étasunien au Panama, en Ukraine ou au Groenland, russe en Ukraine, chinois au Xinjiang, indien au Cachemire...

Fin du militarisme, rupture des alliances militaires impérialistes (OTAN, AUKUS, OTSC...), dissolution des armées permanentes, armement mixte du peuple.

Organisation communiste mondiale des femmes en lien avec la future internationale ouvrière révolutionnaire.

Gouvernement des travailleuses et des travailleurs dans chaque pays, premier pas vers le communisme mondial sans classe, sans exploitation, sans oppression.

8 mars 2025



## CoRep

# POUR DES TENDANCES COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS DE MASSE

## 9 MARS

Au contraire de la classe dominante, les travailleurs salariés et leurs familles ne sont rien sans les organisations qu'ils édifient pour assurer leur solidarité, résister au patron et à l'État bourgeois. La classe capitaliste a depuis longtemps saisi le danger que représentent des syndicats qui limitent l'exploitation sur le lieu de travail. Par conséquent, les patrons essaient en permanence d'affaiblir les syndicats :

- tantôt en réprimant les militantes et les militants classistes,
- tantôt en associant des responsables à la concertation et à la cogestion, ce qui permet aux responsables syndicaux d'échapper à l'exploitation et parfois de s'enrichir.

Les États bourgeois s'emploient à compléter les pratiques patronales et à systématiser ces méthodes :

- la pression et la répression avec tous les moyens juridiques, policiers, militaires dont ils disposent contre les militants combattifs,
- l'intégration au moyen de toutes sortes d'organismes étatiques qui offrent des sinécures aux bureaucrates ; il arrive d'ailleurs que d'anciens bureaucrates syndicaux participent à des gouvernements bourgeois (Lula au Brésil).

Comme l'a établi l'Internationale communiste, la nature des appareils qui coiffent la plupart des syndicats n'est pas différente de celle des partis dits réformistes. Il s'agit de deux formes de la bureaucratie ouvrière. Que l'appareil syndical opportuniste soit lié aux partis ouvriers bourgeois ou directement à des partis de la bourgeoisie, c'est un agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

En règle générale, les bureaucraties syndicales s'adressent plus aux hommes qu'aux femmes, aux nationaux qu'aux étrangers, aux qualifiés qu'aux précaires. Certains appareils ne syndiquent qu'une profession (« syndicalisme de métier »). Certaines confédérations

s'ouvrent aux organisations de policiers comme s'ils étaient des travailleurs comme les autres. Tous les appareils « réformistes » corrompus font confiance à l'État national et prêchent le pacifisme... aux exploités. Les bureaucraties syndicales répandent le poison du chauvinisme : patriotisme, protectionnisme, discrimination des travailleurs étrangers, fermeture des frontières...

En temps de croissance économique, les directions syndicales et les partis réformistes s'attribuent le mérite des concessions que les prolétaires arrachent à la bourgeoisie. En temps de récession, les mêmes chefs syndicaux acceptent de négocier les licenciements, les baisses de salaires, les attaques contre les acquis sociaux. À chaque crise, ils trahissent la classe ouvrière. Les bureaucrates canalisent la combattivité dans des arrêts de travail de quelques heures ou d'une journée ou des mouvements séparés et isolés, catégorie par catégorie, site par site, entreprise par entreprise. Puis ils accusent les masses de la responsabilité des défaites qu'ils ont causées.

Les bureaucraties politiques et syndicales, comme couches parasitaires du mouvement ouvrier, appellent à s'en remettre à des élections, à des référendums, à un sauveur suprême. Quand la pression de la base se fait trop forte ou quand des luttes éclatent spontanément, les directions syndicales s'emploient à empêcher la grève de masse, la grève générale, la grève de tous les exploités en même temps. En effet, la grève générale affaiblit et menace le capitalisme national. Elle pose la question : quelle classe qui doit gouverner le pays ?

Au Niger, les directions syndicales ont subordonné en 2023 le prolétariat à la junte militaire. En France, les directions syndicales liguées (CFDT, CGT, FO, SUD, UNSA, FSU...) ont empêché en 2023 la grève générale pour défendre le droit à la retraite (avec l'aide du PS, du PCF, de LFI flanqués de LO, des NPA, de RP...) et causé une grave défaite. Au Bangladesh, les direc-

tions syndicales n'ont pas secouru en 2024 le mouvement étudiant. En Grande-Bretagne, les directions syndicales britanniques (affiliées au TUC mais concurrentes) ont empêché en 2024 la grève générale pour l'augmentation générale des salaires (avec l'aide non seulement du Parti travailliste, mais aussi du SWP, du SP, du RCP...). En Argentine, les directions syndicales (CGT, CTA) ont empêché la grève générale contre Milei (avec l'aide non seulement du PCA, mais du PTS, du PO, du MST, du NMAS...) si bien que le gouvernement a imposé une austérité brutale au prolétariat et annulé des conquêtes sociales.

Pour que le prolétariat puisse accomplir ses tâches historiques, alors qu'il est une classe dominée et exploitée, il doit disposer de son parti, distinct de tous les autres partis, comme l'a affirmé clairement la résolution de 1872 de l'AIT (1re Internationale). Le parti est la forme la plus consciente de l'auto-organisation des exploités. Sans parti révolutionnaire expérimenté et reconnu intervenant en leur sein, les autres types d'organisation (coopératives, mutuelles, syndicats, conseils) sont affaiblis, intégrés au capitalisme ou impotents. Les communistes constituent le courant du mouvement ouvrier qui exprime consciemment à tout moment les intérêts généraux des travailleurs, la fraction qui défend le programme de la révolution et de l'internationalisme.

Comme l'ont affirmé explicitement l'IC et, à sa suite, la 4e Internationale, aucune organisation communiste ne peut se tenir à l'écart des syndicats de masse, sous prétexte que leur direction est corrompue par la classe exploiteuse et qu'elle est autoritaire, qu'elle bafoue la démocratie ouvrière. L'une des tâches les plus importantes des organisations qui combattent à l'échelle mondiale pour la révolution socialiste est de travailler à l'intérieur des syndicats de masse pour briser l'influence de leur bureaucratie, ouvertement quand c'est possible, clandestinement si c'est nécessaire. Il ne peut être question de mener une révolution à la victoire sans que cette tâche ait été menée à une certaine échelle.

Or, peu d'organisations s'y appliquent, depuis la destruction de l'Internationale communiste par la bureaucratie stalinienne de l'URSS dégénérée. Un des traits de l'opportunisme généralisé est de pactiser avec l'appareil syndical, de s'y intégrer. Le centrisme se refuse à combattre les appareils corrompus et traîtres, à agir au sein des syndicats de masse contre la collaboration de classe, contre la négociation des attaques patronales et gouvernementales, contre la cogestion, pour l'auto-organisation et l'autodéfense contre les briseurs de grève, la police, l'armée, les bandes fascistes.

Les révisionnistes appellent les masses à appuyer les diversions des bureaucrates, leurs tentatives de freiner la lutte : grèves limitées, grèves éclatées, référendums, vote pour les fronts populaires ou même des partis

bourgeois... Les centristes ne s'opposent à une direction syndicale que pour s'aligner sur une autre. Par exemple, dans les années 1980, en France le PCI (aujourd'hui PT & POI) a scissionné la FEN au compte de FO, LO et la LCR (aujourd'hui NPA et RP) ont aidé le PCF à la scissionner pour fonder la FSU.

Le syndicat ne peut pas servir les intérêts des travailleuses et des travailleurs s'il est contrôlé par l'État bourgeois, le patron ou un parti bourgeois.

- Indépendance du syndicat !
- Pas d'arbitrage obligatoire de l'État en cas de grève !
- Aucune immixtion de l'État dans son fonctionnement !

Le syndicat ne peut pas servir à la fois le capital et le travail. Rupture avec tous les organismes de cogestion des entreprises et de concertation permanente avec le patronat et le gouvernement !

Le syndicat doit accorder la plus grande importance aux couches les plus exploitées et opprimées : secteur informel, chômeurs, étrangers, femmes, minorités nationales ou religieuses...

- Mêmes droits pour tous les travailleurs !
- Protection des femmes travailleuses !
- Syndicalisation des chômeurs et du secteur informel !

La multiplication des syndicats, réformistes mais concurrents, affaiblit le prolétariat.

- Un seul syndicat démocratique et classiste dans chaque entreprise !
- Une seule fédération démocratique et classiste dans chaque branche de l'activité !
- Une seule confédération démocratique et classiste dans chaque État !
- Une seule internationale syndicale, démocratique et classiste !

Les syndicats sont généralement aux mains d'une fraction qui ne tolère pas qu'on mette en cause son monopole sur l'organisation et sa pratique de collaboration de classe.

- Le syndicat, contre les bonzes syndicaux, doit devenir un cadre de front unique élémentaire. Démocratie syndicale !
- Droit de tendance !
- Responsables élus et révocables ! Indemnité au niveau du salaire moyen des travailleurs concernés des permanents du syndicat !
- Rotation des responsables !
- Expulsion des traîtres !

Partout, et surtout dans les États où le taux de syndicalisation est faible ou ceux dans lesquels il y a division syndicale, les communistes révolution-

naires doivent oeuvrer, quand la lutte de masse éclate, à déborder les anciennes directions, à permettre le contrôle de la lutte par l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

- Assemblées générales qui décident !
- Élection des comités !
- Piquets de grève et autodéfense des manifestations, des grèves, des locaux !
- Centralisation des comités !

L'activité des fractions communistes au sein des syndicats de masse ne peut être séparée de l'action révolutionnaire générale au sein des entreprises et des administrations.

Il n'y a qu'un programme, le même dans les syndicats que dans l'ensemble de la société. C'est un programme contre la bureaucratie corrompue, contre l'agence de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Ce programme comprend des revendications économiques et démocratiques élémentaires, mais aussi des revendications transitoires qui débouchent sur la dictature du prolétariat, le socialisme mondial. Car, sans révolution sociale, la bourgeoisie détruira l'environnement et déclenchera une 3<sup>e</sup> guerre mondiale.

9 mars 2025

## LA 4<sup>E</sup> INTERNATIONALE ET LES SYNDICATS, JUILLET 1936



La 4<sup>e</sup> Internationale s'est donnée pour tâche de conduire les travailleurs de tous les pays jusqu'à la victoire finale du socialisme. Elle s'efforce donc ardemment d'être en contact le plus étroit possible avec les travailleurs et adopte pleinement le principe bolchevik : un communiste doit travailler là où se trouvent les masses. Les organisations de la classe ouvrière les plus puissantes du point de vue numérique sont les syndicats réformistes. L'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes de toutes les organisations et de chaque membre de l'Internationale est de travailler à l'intérieur de ces syndicats pour briser l'influence de la bureaucratie réformiste et mener en grand nombre les syndiqués.

Les organisations de la 4<sup>e</sup> Internationale luttent pour tirer de leur isolement les rares syndicats indépendants qui existent encore et pour les amener à se réunifier avec les organisations de masse réformistes. C'est seulement ainsi qu'il sera possible aux révolutionnaires qui appartiennent encore aux syndicats indépendants de s'implanter solidement dans la grande masse des travailleurs et d'exercer sur eux une influence révolutionnaire. [...]

Pour les organisations de la 4<sup>e</sup> Internationale, l'unité syndicale n'est pas l'unité avec la bureaucratie réformiste. Il faut mener partout une lutte sévère contre l'unité des bureaucraties. C'est seulement dans cette lutte que pourra s'accomplir et prendre corps la véritable unité syndicale : l'unité et la solidarité de la classe ouvrière dans son combat contre l'exploitation capitaliste et contre le système capitaliste dans son ensemble. Les bureaucrates syndicaux de tout type ont intérêt au maintien de la société capitaliste. Aussi, la lutte contre le système capitaliste nécessite-t-elle, par-dessus tout, la lutte contre la bureaucratie syndicale, dont l'objectif est de contenir les élans révolutionnaires des masses, de freiner la préparation des luttes et de dévoyer les luttes elles-mêmes. Quand la bureaucratie exige des travailleurs qu'ils respectent l'ordre et la discipline, elle leur demande tout simplement de ne pas enfreindre « l'ordre et la discipline » de la société capitaliste et de l'appareil d'État bourgeois. Cela a été prouvé encore au cours de la récente vague de grèves et d'occupations d'usines en France. [...]

L'antagonisme qui existe entre les espoirs et la volonté des masses révolutionnaires, d'une part, et les intérêts de la bureaucratie syndicale, de l'autre, est insurmontable. Il ne reste que deux solutions : ou bien, grâce à la pression des masses, les manœuvres bureaucratiques et la bureaucratie elle-même sont balayées, éliminées, ou bien la force conjointe de la bureaucratie syndicale et de l'appareil d'État bourgeois parvient à saboter, à briser la force révolutionnaire des masses. Dans cette situation, il est du devoir de toutes les organisations de la 4<sup>e</sup> Internationale de se placer, sans retard et avec la dernière énergie, au côté des masses révolutionnaires, de s'unir à elles et de les aider à lutter contre le sabotage et la trahison de la bureaucratie. Les fractions syndicales de la 4<sup>e</sup> Internationale ont pour tâche d'organiser la résistance des syndiqués contre la bureaucratie réformiste, d'indiquer aux travailleurs l'issue révolutionnaire et de les diriger sur la voie de la révolution. Dans la situation actuelle, où les bureaucraties réformistes et staliniennes s'enlisent dans le marécage du social-patriotisme et de la collaboration de classes (les fronts populaires), la tâche de préparer le renversement de l'ordre capitaliste revient à la 4<sup>e</sup> Internationale. Il dépend, au premier chef, de leur travail présent et futur que les masses travailleuses commencent à avancer sur le chemin de la révolution ou soient étranglées par la bureaucratie [...].

*Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale, t. 1, p. 190–196*



## CoReP

# SI TU VEUX LA PAIX, PRÉPARE LA RÉVOLUTION !

## 1 MAI

### L'offensive de l'impérialisme américain

L'impérialisme américain qui était hégémonique au sein du système capitaliste mondial au sortir de la seconde guerre mondiale est en déclin face à ses concurrents, notamment l'impérialisme chinois. Se ralliant à Trump, une fraction de la bourgeoisie étasunienne a donc décidé d'employer la manière forte, de ne plus s'embarrasser de l'ordre du monde.

*L'ordre mondial d'après-guerre n'est pas seulement obsolète : il est désormais une arme utilisée contre nous. Huit décennies plus tard, une nouvelle fois, nous sommes appelés à créer à nouveau un monde libre à partir du chaos. Ce ne sera pas facile. Et cela sera impossible sans une Amérique forte et confiante qui s'engage dans le monde en plaçant à nouveau nos intérêts nationaux fondamentaux au-dessus de tout. (Marco Rubio, secrétaire d'État, 15 janvier 2025)*

Il le fait brutalement, bousculant ses anciens alliés et piétinant la souveraineté des pays plus faibles : guerre commerciale tous azimuts, revendications territoriales, recherche d'un accord avec l'impérialisme russe sur le dos des Ukrainiens et pillage de l'Ukraine, soutien total à Israël pour le massacre et l'expulsion des Palestiniens. Cette politique internationale agressive est doublée à l'intérieur par des attaques massives et coordonnées contre les migrants, contre les travailleurs de la fonction publique, contre la santé publique et la sécurité sociale, contre les libertés publiques, les droits des femmes, des minorités, etc., contre la protection de l'environnement, contre la prévention des catastrophes, contre les universités, la science et la recherche...

### Un enjeu majeur de la lutte des classes au cœur des États-Unis

Pour les communistes internationalistes, c'est la mobilisation de toute la classe ouvrière américaine, ralliant les minorités opprimées et une majorité de la jeunesse étudiante qui peut vaincre, sur la ligne : Pas touche aux immigrés, aux droits syndicaux, aux minorités, aux droits des femmes, aux étudiants, aux services publics, à la sécurité sociale à toutes les libertés publiques, etc. ! Pour la défense active de l'environnement contre les intérêts prédateurs des grandes entreprises d'hydrocarbures, d'armement, de produits chimiques, de services technologiques, etc.

Contre la militarisation des frontières ! Maintien de l'aide militaire à l'Ukraine ! À bas le projet de traité colonial pour s'emparer des richesses de l'Ukraine ! Plus une arme, plus un dollar pour Israël ! Pour la fermeture de toutes les bases militaires américaines à l'étranger et le retour au pays de tous les soldats, navires et avions. Pas un dollar pour maintenir la domination militaire impérialiste américaine dans le monde.

Aucune prétention territoriale ou menace d'annexion sur le Groenland, le Canada, Panama ! Rupture des syndicats et des organisations d'opprimés avec les partis bourgeois (Parti démocrate, Parti républicain, Parti vert...) ! Front uni des travailleurs pour organiser et centraliser la résistance. Autodéfense ouvrière des manifestations, des grèves, des assemblées ouvrières et étudiantes contre les flics et les fascistes ! Pour ouvrir cette perspective de combat, il est urgent que se regroupent aux États-Unis les militants qui cherchent à constituer un parti ouvrier révolutionnaire.

### La tentative de dépeçage de l'Ukraine entre l'impérialisme russe et l'américain

Du côté russe, Poutine a mis en place une économie de guerre au détriment de la population laborieuse. Il renforce la répression. Le prolétariat russe n'a aucun intérêt à affronter son voisin ukrainien. Il pourrait arrêter la guerre impérialiste que mène sa bourgeoisie. Il lui manque une organisation révolutionnaire qui renoue avec le Parti bolchevik de 1917, qui donne la direction du combat contre Poutine. Libération de tous les opposants à la guerre, libertés démocratiques ! Retrait des troupes russes, restitution des territoires conquis à l'Ukraine ! Soldats du front, tournez vos armes contre vos généraux, imposez l'arrêt immédiat des hostilités !

Les révolutionnaires sont inconditionnellement pour le droit à l'Ukraine de se défendre contre l'agression de la Russie. Mais le gouvernement de Zelensky mène la guerre avec les méthodes de la bourgeoisie compradore, mêlant idéologie chauvine, affairisme, servilité envers l'impérialisme américain, passe-droits, restrictions des libertés démocratiques et pressions de toutes sortes sur le prolétariat. Libertés démocratiques y

compris pour les soldats, abrogation de la législation anti-ouvrière de Zelensky, annulation des privatisations ! Formation militaire, armement des travailleurs et direction de la guerre et des négociations de paix sous le contrôle des organisations ouvrières et de paysans ! Appel au prolétariat russe, à l'internationalisme prolétarien pour arrêter la guerre !

### **Israël reprend le génocide à Gaza**

Israël ne s'embarrasse même plus de la fiction des accords d'Oslo qui lui ont permis, sur la base de la capitulation de l'OLP, de poursuivre sa colonisation tout en s'abritant derrière le mirage de la création de deux États. Son objectif, c'est l'annexion complète de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le massacre et l'expulsion des Palestiniens, l'occupation militaire permanente du Golan syrien et du Sud Liban. Les États impérialistes occidentaux continuent de livrer des armes à Israël qui a repris les bombardements de la population gazaouïe, les massacres de civils et les destructions, après avoir à nouveau coupé tout accès de l'aide alimentaire et détruit la dernière centrale électrique qui permettait d'assurer la désalinisation de l'eau. Front unique ouvrier pour organiser le boycott des livraisons d'armes à Israël et tout type de soutien logistique ! Il n'y aura pas de paix en Palestine sans le démantèlement de l'État sioniste, sans une Palestine démocratique, multiethnique, plurilingue, laïque et socialiste. Pour le gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient ! Voilà la perspective pour le prolétariat palestinien comme pour le prolétariat juif qui doit rompre avec le sionisme.

### **La guerre commerciale précipite la crise économique mondiale et préfigure les affrontements armés**

Trump a déclenché la guerre commerciale, exacerbant les contradictions avec les autres bourgeoisies et au sein de la classe dirigeante américaine. Le résultat est une politique économique chaotique axée sur les hausses de taxes douanières qui vont immanquablement précipiter la dislocation des chaînes internationales d'approvisionnement, une diminution de la production mondiale et des échanges internationaux, un regain d'inflation. L'impérialisme chinois, déjà en surproduction, qui se voit pratiquement interdire le marché américain avec 145 % de taxation, va inévitablement se lancer dans une concurrence encore plus féroce pour écouler ses marchandises. C'est avant tout le prolétariat, dans les métropoles impérialistes comme dans les pays dominés, qui va en faire les frais. Tous les réformistes qui ne remettent nullement en cause le capitalisme mais préconisent avec leur bourgeoisie la défense des productions nationales (ou régionales) par l'instauration de barrières tarifaires ne font qu'encourager cette marche à la crise. La guerre économique précède la guerre tout court.

Le militarisme a impact écologique dévastateur. Les générations futures risquent non seulement la destruction immédiate de vies humaines, les mutilations et les traumatismes psychiques causés par la violence, la destruction de logements, d'infrastructures et de terres agricoles, mais aussi des pollutions durables.

Partout, pour financer les dépenses militaires, les classes dominantes durcissent leurs attaques contre la classe ouvrière, contre tous les acquis sociaux, contre les services publics, contre la majorité des couches de la petite-bourgeoisie. Nationalisme et protectionnisme, xénophobie et racisme, cléricisme et fondamentalisme religieux, masculinisme et hostilité aux droits des femmes, haine des minorités (religieuses, ethniques, sexuelles), poursuite de la destruction de l'environnement, complotisme et obscurantisme antivaccin... sont les étendards de la réaction. Les partis bourgeois traditionnels deviennent de plus en plus réactionnaires, ils sont eux-mêmes concurrencés par l'émergence de partis fascistes, voire fascistes. Les partis ouvriers bourgeois qui se disaient réformistes ne peuvent plus assurer de réformes significatives. Le sort des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes...) et des minorités ethniques (Noirs aux États-Unis, Turcs en Allemagne, Arabes en France, Alaouites en Syrie, Cachemiris en Inde...) tend à s'aggraver.

### **L'ennemi principal est dans notre pays**

Les travailleuses et les travailleurs produisent toutes les richesses de la société à partir de la nature. Ils ont la possibilité d'empêcher la catastrophe. À la xénophobie, au racisme, au nationalisme et au protectionnisme, opposons la liberté totale de circulation et d'installation pour tous les migrants, la suppression des frontières, l'internationalisme prolétarien et la construction du socialisme mondial ! Ni union nationale, ni union sacrée autour des gouvernements bourgeois et de leurs budgets militaires ! Front unique ouvrier de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière contre les budgets militaires ! Aucune voix de député pour le budget militaire !

Guerre à la guerre impérialiste ! Il est possible de mettre fin à tout ce système pourri, de limiter la crise de l'environnement et d'empêcher la guerre mondiale si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour prendre la tête de la lutte contre toutes les oppressions, pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, pour instaurer des gouvernements ouvriers basés sur les conseils.

### **Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !**

1<sup>er</sup> mai 2025



**CoReP**

## LA CLASSE OUVRIÈRE DES ÉTATS-UNIS SE MOBILISE CONTRE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION DE TRUMP

**18 JUIN**

### L'agressivité de la politique anti-immigrés de Trump

Depuis le début de sa campagne présidentielle en 2015, Donald Trump a placé au centre de son discours politique une attaque contre la population immigrée, qu'il accuse d'être responsable de la criminalité, du trafic de drogue, du chômage et de la décadence sociale aux États-Unis. Sous le slogan de « tolérance zéro » et avec la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique, sa première administration (2017-2021) a mis en oeuvre l'une des politiques d'immigration les plus inhumaines de l'histoire moderne des États-Unis à ce jour.

Des expulsions massives, la séparation de plus de 5 000 enfants de leur famille, la criminalisation du franchissement des frontières et l'expansion des pouvoirs de détention et d'expulsion de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, agence de police douanière et de contrôle des frontières que les migrants surnomment « la Migra ») ont donné le ton de son premier mandat.

Cependant, ces mesures avaient généré une riposte sociale importante. En 2017, de grandes manifestations se sont étendues à des villes comme Los Angeles, Chicago, New York et Washington, sous des slogans tels que Gardez les familles unies et Aucun être humain n'est illégal. La mobilisation a conduit à l'émergence de réseaux de « sanctuaires », dans lesquels des gouvernements locaux, des associations civiles, des réseaux de quartier, des églises ou des universités organisent la protection des immigrés persécutés par l'ICE. Et à la suite de cette résistance, qui a réussi à bloquer certains décrets présidentiels et partiellement l'action policière, pendant le premier mandat de Trump, « seulement » 1,1 million d'expulsions ont été atteintes, alors que son prédécesseur du Parti démocrate (Obama, 2009-2017) avait procédé à 3 millions d'expulsions.

Biden et Obama ont tous deux renié leur promesse électorale de légaliser massivement la population de 11 à 12

millions de immigrés sans papiers qui sont un élément essentiel du système productif américain.

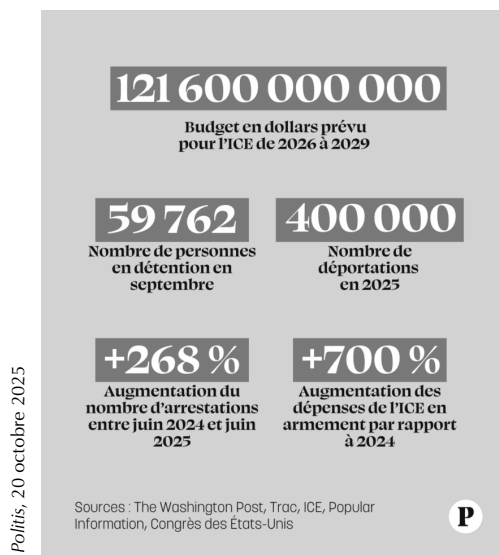
Par exemple, le ministère du travail estime qu'entre 2020 et 2022, 42 % des 1,1 million de travailleurs employés dans l'agriculture n'avaient pas de permis de travail. D'autres études établissent que la proportion moyenne de travailleurs sans papiers dans la construction est de 25 %, et entre 10 et 17 % dans les secteurs de services tels que l'hôtellerie, le nettoyage, l'entretien et le jardinage.

Depuis la nuit même de sa deuxième investiture, le 20 janvier 2025, Trump développe une politique anti-immigration nettement plus agressive que celle de son premier mandat :

Il a déclaré une « urgence à la frontière sud », qualifiant la pression migratoire d'« invasion », ce qui lui permet d'accélérer la construction du mur et le déploiement militaire dans les zones frontalières. Dans le même temps, il a demandé au Pentagone (ministère de l'armée) d'élaborer des plans pour déployer des troupes et la Garde nationale dans la logistique, le soutien et d'éventuelles tâches de détention.

Il a décrété la « plus grande opération d'expulsion de l'histoire des États-Unis », annonçant l'utilisation de la loi contre les ennemis de l'étranger et l'application possible de la loi contre l'insurrection pour soutenir les rafles nationales avec une expulsion immédiate. Pour renforcer encore l'atmosphère de terreur générée par ces raids, il a révoqué le 22 janvier les directives de 2011 qui interdisaient les arrestations d'étrangers dans des zones sensibles telles que les palais de justice, les écoles, les églises et les hôpitaux, ou lors de funérailles et de mariages.

Il a gelé les demandes d'asile et rendu délinquant tout immigré sans papiers qui ne s'enregistre pas en tant que tel, ainsi que toute personne qui l'a aidé à rester aux États-Unis.



Il a signé un décret visant à mettre fin au droit constitutionnel à la citoyenneté de naissance pour les enfants d'immigrants sans papiers. Cette ordonnance est actuellement bloquée par les tribunaux.

Il a donné à l'ICE le pouvoir d'expulser directement, sans aucun contrôle judiciaire, et exige des quotas d'expulsion (3 000 par jour !). Le chef des déportations, Tom Homan, le « tsar des frontières », a chiffré début juin à environ 200 000 expulsions depuis l'investiture. Sont particulièrement ciblés par la Migra les membres d'organisations syndicales et politiques ainsi que ceux qui ont simplement manifesté leur solidarité avec le peuple palestinien.

Il a révoqué la protection juridique des immigrants qui sont venus légalement aux États-Unis dans le cadre des programmes de l'administration Biden, soit quelque 600 000 en provenance d'Haïti et du Venezuela. Selon les mots du Conseil américain de l'immigration, il d'agit de « la plus grande interdiction d'immigrants de l'histoire des États-Unis ».

Les arrêtés sont jetés dans les 130 centres de détention pour étrangers, de véritables prisons gérées, pour la plupart par des entreprises à but lucratif, dont le degré de surpopulation est bien décrit par un détenu salvadorien.

*Dans un local prévu pour 40 personnes, il y en a plus de 100 et il n'y a pas de lits. Nous dormons par terre. Ce sont des camarades malades ici et les médicaments ne sont pas admis. (CNN, 26 mars)*

Ensuite, ils sont déportés soit au Centre de confinement du terrorisme (Cecot) du Salvador, la plus grande prison du continent, soit vers des pays qui n'ont souvent aucun lien avec l'origine des personnes, y compris des pays en guerre. Par exemple, des Cubains et des Vietnamiens envoyés au Soudan du Sud.

### Les travailleurs immigrés s'autoorganisent et des manifestations éclatent

La brutalité des rafles menées par l'ICE et la menace d'une expulsion imminente constituent un saut quali-

tatif dans les conditions de vie difficiles de cette importante fraction de la classe ouvrière aux États-Unis, qui souffrait déjà quotidiennement –sous toutes les présidences– d'une grande insécurité de l'emploi, des salaires les plus bas, de l'absence de droits, de la violence et du racisme institutionnels.

Ce sont des actions calculées de terreur sociale qui font partie de tout un programme politique de division et d'attaque contre le prolétariat, qui comprend la réduction de la population protégée par la sécurité sociale (Medicaid), la réduction des subventions pour nourrir les familles nécessiteuses (affectant 42 millions de personnes !), l'attaque contre les pensions de retraite des fonctionnaires fédéraux ou l'élimination du ministère de l'éducation, alors que les dépenses se multiplient pour renforcer les dispositifs et les pouvoirs de la police à tous les niveaux, que le budget militaires s'envole pour préparer de guerres impérialistes et que des baisses d'impôts historiques sont programmées pour les plus riches du pays.

Des manifestations massives contre la politique d'immigration de Trump ont éclaté à Los Angeles, en Californie, dans l'un des États les plus dépendants (avec le Texas, la Floride, le New Jersey et New York), de la main-d'oeuvre immigrée. Certes, le fait que le gouverneur de Californie appartienne au Parti démocrate a été une grande incitation pour l'administration Trump à renforcer le nombre et l'agressivité des actions de l'ICE et à décréter l'envoi inhabituel de soldats de la Garde nationale (un corps militaire d'État) et même des marines, à la plus grande frayeur des manifestants, à la plus grande humiliation du gouvernement démocratique et une preuve que l'objectif est d'écraser toute résistance, toute riposte, toute objection aux mesures réactionnaires.

Mais vouloir n'est pas nécessairement pouvoir. La lutte des classes existe. Depuis le 4 juin, l'opposition aux rafles qui s'est propagée en quelques jours à travers le pays, a montré une grande solidarité de la part des travailleurs, sans-papiers ou non, étrangers ou non, ainsi que des jeunes des lycées. Des milliers de personnes manifestent dans les rues, se heurtent à la police, exigent la libération des détenus aux portes des commissariats, recourent à diverses associations, dont certaines ayant une longue expérience de la résistance à l'ICE et à la brutalité policière, entraînant même avec elles à de nombreuses reprises certains niveaux des syndicats, en particulier en Californie, où les travailleurs migrants ont un poids important à la base et aux niveaux inférieurs de l'appareil. En Californie du Sud, une coalition d'autodéfense communautaire a vu le jour, regroupant 60 organisations, dont l'Union du quartier et le réseau d'intervention rapide du comté d'Orange. Le 23 février, ils avaient

déjà réussi à empêcher deux opérations de l'ICE et du FBI dans les quartiers populaires de l'Alhambra et de la vallée de San Fernando.

Avec ces précédents, le 7 juin, les manifestants, face à des forces répressives armées jusqu'aux dents, ont réussi à expulser l'ICE de Paramount et de Copton. Une victoire inouïe qui a encouragé de nouvelles manifestations et des affrontements plus généralisés avec la police dans tout le pays au cours de la semaine suivante, en particulier à New York, San Francisco, Boston, Austin.

Depuis le 8, Los Angeles est une ville militarisée sur ordre direct de Trump et en dépit des décisions du gouverneur démocrate Gavin Newsom, qui dénonce « l'ingérence fédérale » parce qu'il prétend avoir suffisamment de forces de police pour empêcher les manifestations. 4 000 soldats de la Garde nationale et 700 marines sont déployés pour soutenir les forces douanières et policières. L'ensemble du centre est déclaré « rassemblement illégal » par la police, avec l'avis que les rassemblements de trois personnes ou plus seront considérés comme un délit et un motif d'arrestation immédiate. Malgré tout, le dimanche 8 juin et les jours suivants, les manifestations se sont succédées, incorporant dans les revendications la revendication de la liberté des détenus, parmi lesquels se trouvait David Huerta, président du SEIU de Californie, l'un des syndicats les plus puissants de l'État. Le 11 juin, le maire démocrate Bass a en outre décrété un couvre-feu nocturne, qui à ce jour, le 17 juin, reste en vigueur, bien que réduit au centre-ville de Los Angeles depuis le 16.

Trump, tout au long de la semaine, multiplie les déclarations incendiaires contre les immigrés, exigeant une

augmentation des rafles et des déportations dans toutes les grandes villes gouvernées par le Parti démocrate, avertissant le 11 juin que le déploiement fédéral de la Garde nationale à Los Angeles n'est que « le premier d'une longue série » et menaçant à nouveau d'appliquer la loi sur l'insurrection. Peu après, vendredi 13 juin, sous la pression des capitalistes de l'agroalimentaire et de l'hôtellerie, il ordonne « de suspendre toutes les enquêtes/opérations d'application de la loi dans les lieux de travail agricoles (y compris les usines d'aquaculture et de conditionnement de viande), les restaurants et les hôtels en activité », pour les réactiver quatre jours plus tard. La ligne désormais classique de Trump, que l'on voit avec les tarifs douaniers : inflexible dans ses attaques contre la population laborieuse, mais incapable de maintenir un minimum de cohérence face aux contradictions au sein de la classe capitaliste.

### **Le problème de la soumission des organisations ouvrières à la bourgeoisie impérialiste, par l'intermédiaire du Parti démocrate**

Le 14 juin, Trump a célébré son 79<sup>e</sup> anniversaire et, en outre, le 250<sup>e</sup> anniversaire de l'armée américaine, avec un défilé militaire exceptionnel, qui n'a pas réussi à devenir le spectacle de masse de ses rêves. Ce jour-là, plus de 2 000 manifestations avaient été organisées contre le président dans tous les États sous le slogan No Kings (Aucun roi). La participation a été extraordinairement massive, en particulier à New York et à Los Angeles, au total peut-être un million de personnes. À cette occasion, les mani-



festations dans contre les rafles et les déportations s'étaient apaisées à cause de l'arnaque qui empêche traditionnellement la classe ouvrière américaine d'avoir une existence politique indépendante de son bourreau de classe.

Les organisateurs de « No Kings Day », les mêmes que ceux des grandes manifestations « Hands Off » du 5 avril 2025, sont une coalition interclassiste de plus de 100 formations qui comprend des syndicats puissants tels que la Fédération américaine des enseignants, mais qui restent sous la direction politique d'Indivisible (fondé en 2016 lors du premier mandat de Trump) et du 50501 Movement (fondé en 2025 pour le second mandat), des organisations de masse directement liées au Parti démocrate, un parti responsable de millions d'expulsions et complice de la répression des manifestations actuelles. En outre, le PD est un complice du génocide palestinien et globalement un agent impérialiste indiscernable du Parti républicain. Pour cette raison, le mouvement « No King » faisait exclusivement référence à la « dérive autoritaire » de Trump et à la « défense de la démocratie américaine ». En attendant que le Parti démocrate gouverne à nouveau, on l'a compris. C'est pourquoi, dans les manifestations, seuls des groupes spontanés, bien que parfois très nombreux, ont brandi des banderoles et des proclamations contre l'ICE, contre la politique d'immigration et les déportations, y compris la libération de Mahmoud Khalil, l'étudiant propalestinien en attente d'expulsion.

Cette soumission au Parti démocrate, dont elles financent même les candidats, s'inscrit dans la politique traditionnelle des directions des deux principales confédérations syndicales aux États-Unis (AFL-CIO et SOC). Le noeud coulant autour du cou de la classe ouvrière est complété par les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), près de 100 000 membres, incorporés dans le cadre du Parti démocrate et dirigés par la députée Ocasio-Cortez. Les DSA et leur allié, le sénateur Sanders, parlant au nom des travailleurs et des opprimés, détournent les luttes vers le cadre parlementaire et le respect de l'ordre bourgeois :

*Tout allait bien [sic !] jusqu'à ce que Trump décide de déclencher des rafles violentes sans raison dans des écoles primaires, des zones commerciales et des espaces publics tranquilles. (Alexandria Ocasio-Cortez, 11 juin)*

*Tout le monde voit tout ce chaos se dérouler à Los Angeles, et nous devons vraiment exiger des comptes du gouvernement qui a décidé de déclencher intentionnellement ce chaos. C'est le gouvernement Trump qui en est l'auteur. (Alexandria Ocasio-Cortez, 12 juin)*

À l'époque de Biden, « tout allait bien » selon la députée... mais pas pour les millions de travailleurs étrangers. La représentante de « la gauche » le dit clairement : les manifestations contre l'ICE, contre les déportations, contre les violences policières, contre les

détentions, tout cela n'est que « chaos », et c'est le problème de Trump.

La lutte contre la barbarie croissante de la politique d'immigration, contre toutes les attaques contre les conditions de vie déjà précaires de l'ensemble des classes populaires, contre la réaction politique raciste, cléricale, sexiste, homophobe, militariste développée par l'administration Trump, ne peut se développer qu'en rompant tous les liens politiques avec les deux grands partis de la bourgeoisie, républicain et démocrate. Pour que les immenses mobilisations, qui auront sans doute lieu, ne deviennent pas des soupapes de secours et ne portent pas leurs fruits et génèrent des victoires, il faut qu'il y ait une union effective des opprimés derrière l'ensemble de la classe ouvrière (avec ou sans papiers), dans un front uni de combat qui rassemble les revendications de tous et surtout de sa fraction la plus vulnérable.

Contre la politique d'immigration de Trump et de tous les présidents précédents :

Pour la libération de tous les détenus et le retour de tous les expulsés.

Pour la régularisation de tous les travailleurs immigrés, avec tous les droits de la citoyenneté.

Pour la dissolution et le désarmement de l'ICE. Pour la fermeture immédiate de tous les centres de détention, y compris la base de Guantánamo (et sa restitution à Cuba).

Contre la militarisation des populations de l'intérieur et des frontières, à bas le mur à la frontière avec le Mexique.

Pour l'auto-organisation et l'autodéfense des ouvriers et de tous les opprimés, indépendamment de toutes les organisations bourgeoises :

Renforcer, élargir et centraliser les organisations d'autodéfense des immigrés.

Création et centralisation de comités de solidarité et d'autodéfense contre les déportations et la terreur policière, appelant à la grève dans tous les établissements, toutes les entreprises, toutes les branches d'activité qui sont la cible de divisions racistes et de brutalités policières.

Lutter contre la soumission des bureaucrates syndicaux et des organisations d'immigrés ou de Noirs aux deux partis bourgeois, celui qui envoie la garde nationale et les marines et celui qui envoie la police pour réprimer violemment les manifestations.

Pour la construction d'un parti ouvrier de masse indépendant, qui lutte pour unifier toute la classe et tous les opprimés avec elle. Un parti qui se bat pour renverser la bourgeoisie américaine avec sa politique anti-ouvrière et réactionnaire à l'intérieur et impérialiste à l'étranger. Un parti qui s'unit dans la lutte pour le socialisme avec l'ensemble de la classe ouvrière mondiale à travers une internationale ouvrière révolutionnaire.

18 juin 2025



CoRep

## ARRÊT DES BOMBARDEMENTS AMÉRICAINS ET ISRAËLIENS SUR L'IRAN !

23 JUIN

Dans la nuit du 21 au 22 juin, des avions de l'armée américaine ont attaqué plusieurs installations nucléaires iraniennes. Il s'agit d'une agression impérialiste cordonnée délibérée, préméditée. Il s'agit de la prolongation de la guerre israélienne contre l'Iran qui a débuté le 13 juin. Comme dans la bande de Gaza, les principales victimes sont les populations civiles de Téhéran, Tabriz, etc. dont bon nombre de femmes et de travailleurs qui ont manifesté, fait grève ces dernières années contre le régime réactionnaire clérical.

L'objectif de ces agressions combinées est d'empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. Les États-Unis autorisent, par contre, l'Inde, le Pakistan et Israël à la détenir. L'impérialisme américain s'en est servi contre la population civile de deux villes au Japon en 1945. Au-delà, il s'agit de reconfigurer, au compte de la puissance régionale israélienne et de la plus forte puissance impérialiste, l'équilibre des forces au Proche-Orient.

Les attaques actuelles sont liées au terrorisme de masse et à l'épuration ethnique qu'Israël conduit dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, à son immixtion au Liban et en Syrie et à la longue escalade contre l'Iran accompagnée de multiples opérations terroristes contre des physiciens, des gouvernants, des généraux, des diplomates... Les États-Unis ne sont pas un « médiateur », n'agissent pas comme une « puissance stabilisatrice » mais sont une force impérialiste plongée dans la rivalité inter-impérialiste mondiale. Par conséquent, l'État étasunien profite de sa supériorité militaire pour tenter de consolider son emprise sur la région et ses ressources. Depuis des décennies, Israël est son poste avancé, quelle que soit l'aile du sionisme aux commandes d'Israël, peu importe le parti qui occupe la Maison blanche.

Le sionisme ne se réduit pas au partenariat avec l'impérialisme dominant. C'est un projet colonial depuis sa conception, confirmé dès la proclamation d'Israël et la première Nakba de 1948, conduites par le Parti travailliste et la centrale syndicale Histadrouth. Israël poursuit ses propres buts, tout en constituant un atout pour les États-Unis face aux risques de révolution sociale du Proche-Orient et aux ambitions des puissances rivales (Chine, Russie...) dans la région.

L'impérialisme, ses guerres et ses crimes, ne sont pas un accident de l'histoire, mais une phase inévitable du capitalisme. À notre époque, les principaux États bourgeois se partagent la planète, les groupes capitalistes transnationaux s'appuient sur eux pour garantir les débouchés, les ressources et des zones stratégiques. Ils recourent pour cela à tous les moyens à leur disposition, dont les droits de douane, l'espionnage, la menace, la guerre...

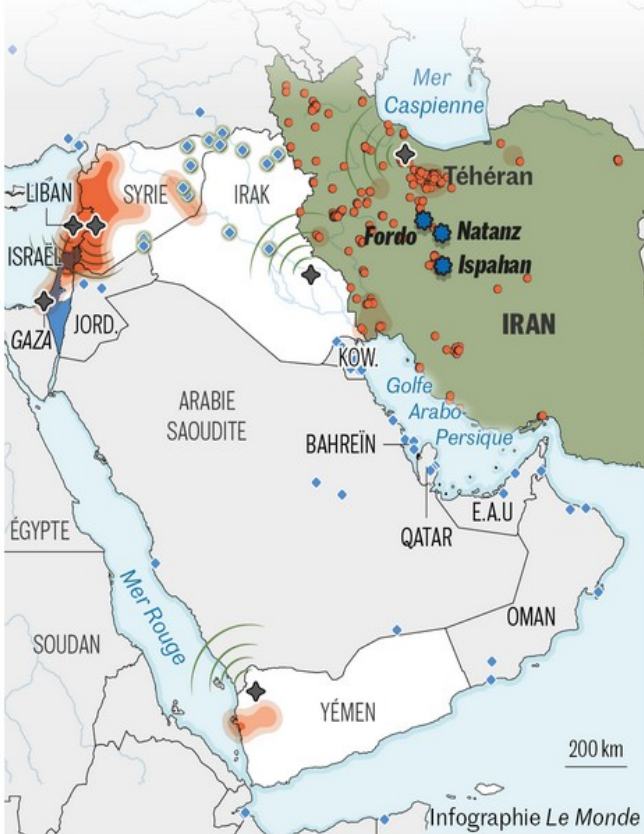
La classe dominante perse se révèle incapable de préserver réellement l'indépendance du pays, sans parler de libérer la Palestine, parce qu'elle redoute encore plus les masses laborieuses que les puissances impérialistes. Tant la pression militaire sur les impérialismes occidentaux (exercée par l'enrichissement de l'uranium) que le prétendu « Axe de la résistance » (basé sur la religion) viennent d'échouer.

Les communistes internationalistes sont toujours du côté des masses opprimées (prolétaires, femmes, travailleurs du secteur informel, paysans pauvres, étudiants, minorités nationales...) contre la bourgeoisie perse, qu'elle soit monarchiste ou théocratique.

Cependant, les travailleurs de tous les pays rejettent la prétention de l'État bourgeois américain de

- 📡 Actions des forces de l'« axe » après le 7-Octobre
- Présence militaire des Etats-Unis
- 🎯 Frappes ciblant des forces américaines
- 🇺🇸 Frappes américaines du 21-22 juin

- 🔴 Attaque du 7 octobre 2023
- 🔴 Frappes israéliennes depuis le 7 octobre 2023
- 🔴 Principales frappes israéliennes en Iran, depuis le 13 juin



décider qui peut accéder à l'arme nucléaire ou qui doit gouverner l'Iran. Comme les expériences antérieures de l'Irak, de la Libye et de l'Afghanistan l'ont montré, les interventions militaires des puissances impérialistes occidentales n'ont pas assuré la libération et la démocratie, mais la réaction et le chaos.

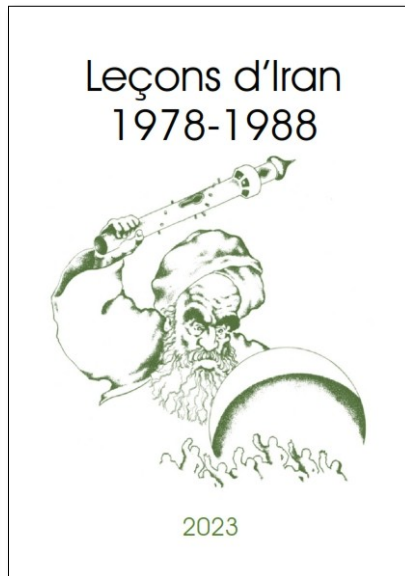
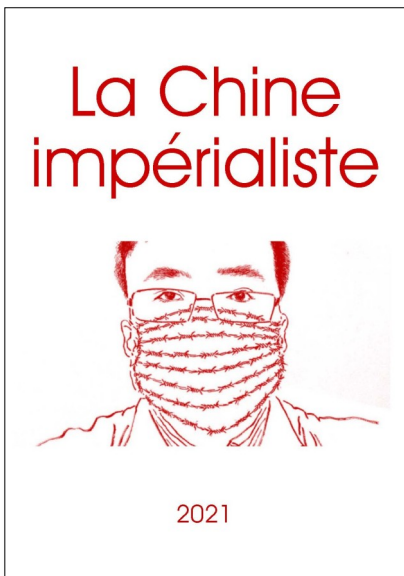
Dans tous les cas d'une attaque impérialiste (sanction, blocus, bombardement, etc., les communistes internationalistes se situent aux côtés de la nation opprimée, se prononcent pour la défaite militaire de l'agresseur, sans donner pour autant de soutien politique au régime.

Dans le monde entier, y compris aux États-Unis et en Israël, front unique ouvrier pour :

- Non à toute agression sioniste et étasunienne contre l'Iran !
- Arrêt du génocide à Gaza ! Troupes sionistes, hors de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie !
- Levée du blocus de la bande de Gaza par Israël et l'Égypte ! Fin du blocus de l'Iran et de Cuba !
- Retrait de toutes les troupes impérialistes du Proche-Orient et de la mer Méditerranée ! Fermeture de toutes les bases américaines, britanniques, françaises et russes !
- Bloquer les fournitures d'énergie et d'armement à Israël ! Les travailleurs de Casablanca et de Tanger (Maroc), de Gênes et de Salerne (Italie), de Fos (France) montrent la voie.

Pour sauver les travailleurs migrants et les réfugiés, pour arrêter les guerres réactionnaires contre l'Iran, la bande de Gaza, l'Ukraine..., pour en finir avec l'oppression nationale (Palestiniens, Kurdes, Cachemiris...), la classe ouvrière doit prendre le pouvoir à la minorité capitaliste qui entraîne le monde dans le militarisme, la catastrophe écologique et la barbarie.

23 juin 2025





## CoReP

# À BAS MULINO, SA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE DE VENDU À L'IMPÉRIALISME ! GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN !

## 11 JUILLET

### Deux mois de grèves illimitées dans tout le pays

Depuis le 23 avril, se déroule une lutte de classe colossale à Panama. Dès ce moment, les syndicats enseignants et, quelques jours plus tard, le grand syndicat de la construction (SUNTRACS), celui des ouvrières et ouvriers des bananeraies (SITRAIBANA), ceux de la santé, des communautés indigènes et les étudiants ont mené une grève illimitée et des mouvements en défense de trois revendications qui unifient la lutte contre les décisions du gouvernement et du président :

Pour l'abrogation de la loi 462 qui détériore la Caisse de sécurité sociale (CSS), reporte l'âge de la retraite, réduit le montant des pensions et entame une privatisation du système de retraites, dans la ligne des désastreuses mesures appliquées au Chili, au Mexique, au Salvador, au Pérou...

Contre l'accord du 10 avril signé par le gouvernement de Mulino avec celui des États-Unis, qui accorde la priorité et la gratuité à la marine de guerre étasunienne. En outre, le protocole autorise « les troupes, les officiels et les entrepreneurs américains à utiliser les installations et le territoire pour l'entretien, les manoeuvres, les visites, les dépôts, l'aménagement des propriétés étasuniennes ». En réalité, cela revient à réinstaller trois bases militaires (la base navale Rodman, la base aérienne de Howard et le fort Sherman) autour du canal et met à disposition du Pentagone et de ses opérateurs la totalité du territoire du pays. Si on ajoute les forces armées dont disposent déjà les États-Unis sur place, cela fait du petit Panama (4,5 millions d'habitants) un pays occupé par l'impérialisme nord-américain.

*Le ministre de la défense des Etats-Unis Hegseth a déclaré que, actuellement, il y a deux croiseurs de la*

*marine, deux cotres des garde-côtes, des avions de chasse F-18, une compagnie de marines et un millier d'autres soldats actifs à Panama. (Nodal, 10 avril 2025)*

Contre la réouverture de la mine de cuivre à ciel ouvert du district de Donoso, exploitée par le capital canadien et fermée à la suite du soulèvement populaire de 2023 ; contre la construction d'un barrage géant sur le Río Indio, prévu pour couvrir les besoins croissants du canal dont les écluses fonctionnent à l'eau douce, devenue rare alors que le pays connaît une sécheresse sans précédent depuis 2023. Le barrage détruirait des nombreuses communautés villageoises et indigènes, causant une catastrophe écologique.

José Raúl Mulino, un politicien bourgeois madré, n'a le poste de président tout-puissant d'un régime présidentieliste que depuis un an, après avoir été élu avec seulement 34,2 % des voix. Auparavant, il avait été ministre de l'intérieur durant 15 ans et, à ce titre, responsable du massacre de manifestants ouvriers et indigènes à Bocas del Toro, en juillet 2010. Il a accédé à la présidence comme dauphin politique de l'ex-président Ricardo Martinelli, magnat multimillionnaire qui vit en exil en Colombie, suite à une condamnation à 10 ans de prison pour corruption.

Le rapport de soumission de Mulino est de notoriété publique depuis le début. À l'investiture de son gouvernement, Panama parafa le protocole d'entente MoU concernant les migrants avec le gouvernement Biden. En échange d'un pourboire de 6 millions de dollars, Mulino entama une collaboration avec les expulsions à partir des aéroports des États-Unis et verrouilla militairement les trajets de migrants par la zone de marais et de forêts de Darien, à la frontière colombienne. Durant l'année précédente, en 2023, on estime qu'un demi-million de personnes y étaient passées, poussées par le désespoir, lors de leur périple vers les États-Unis. Il en

a résulté une crise humanitaire, des dizaines de milliers d'immigrants se trouvant bloqués sans ressources dans une zone pauvre.

Nous avons déjà analysé de développement des grèves et la réponse brutale du gouvernement dans une déclaration du 24 mai. À la date où nous écrivons, après deux mois et demi de répression féroce, le mouvement ne s'est pas éteint mais il n'a pas non plus obtenu de victoire, en dépit de la fermeté et de l'organisation d'une lutte qui rassemble une importante fraction du prolétariat agricole et industriel, d'autres salariés, les paysans pauvres et la jeunesse scolarisée.

*« Ce sont les plus grandes manifestations en 30 ans », dit à DW l'analyste politique José Eugenio Stoute, « le gouvernement a perdu le contrôle de deux provinces, Bocas del Toro, aux mains des grévistes, et le Darien, à celles des indigènes. Dans la capitale, il y a des manifestations chaque jour ». (Deutsche Welle, 4 juin 2025)*

Des emprisonnés par centaines, deux morts et des centaines de blessés. Disparition de militants (dont 10 sont parfaitement établies), des traces de tortures sur les détenus mis en liberté. Licenciement, applaudi par Mulino, de 6 500 travailleuses et travailleurs de la multinationale étasunienne Chiquitas, dans la province de Bocas del Toro, avec lockout patronal à partir du 9 juin. La répression la plus féroce s'abat sur les masses et particulièrement sur leurs organisations.

Le 13 février, après un affrontement violent la veille entre la Police nationale et ouvriers du bâtiment syndiqués au SUNTRACS (dont le secrétaire général est Saúl Méndez), Mulino traita lors d'une conférence de presse le syndicat de « mafia » coupable de « tentative d'assassinat aveugle de policiers » et lui déclara une véritable guerre.

*Ces messieurs vont comprendre ce que signifie le poids de la loi, ainsi qu'un gouvernement décidé à ne pas tolérer l'anarchie pseudo-syndicaliste dans notre pays, que ce soit bien clair pour Saúl Méndez. (TVN, 13 juin 2025)*

Ainsi, le 12 mai, dès les premières semaines de la grève illimitée, l'exécutif a ordonné l'arrestation de toute la direction du syndicat, a fait perquisitionner le siège sans mandat de la justice, a bloqué tous les comptes bancaires (y compris les comptes personnels des dirigeants) et a fermé la coopérative du syndicat. Son secrétaire général est réfugié à l'ambassade de Bolivie depuis le 21 mai. Deux autres dirigeants, Genaro López et Jaime Caballero, sont toujours incarcérés. Quant à Erasmo Cerrud, il a demandé l'asile à l'ambassade du Nicaragua. Le « poids de la loi » et toutes sortes de falsifications et de fabrications policières s'abattent sur le SUNTRACS.

### **La direction du SITRAIBANA trahit la grève**

De même, le président et le secrétaire du syndicat des ouvriers de la banane SITRAIBANA ont subi la répression. À la différence que, le 12 juin, ils ont renié

les objectifs et affaibli l'unité, en passant un accord unilatéral avec l'Assemblée nationale (la chambre unique) qui ordonne de reprendre le travail et de lever les piquets aux Bocas del Toro, en échange d'un « régime propre aux travailleurs de la banane dans le cadre de la loi 462 » et d'une médiation parlementaire avec « l'entreprise Chiquita pour connaître sa situation et les possibilités de reprendre ses activités dans la zone ».

Décider la reprise dans le contexte du lockout de Chiquita est une reddition flagrante, au moment où, pour couvrir les besoins alimentaires des grévistes, il serait naturel d'exiger l'expropriation et la socialisation des installations abandonnées par le groupe multinational et de reprendre l'activité sous contrôle des travailleurs. Néanmoins, en dépit de l'accord pourri, les manifestations et les blocages ne cessèrent pas, ce qui obligea Mulino à décréter 9 jours plus tard un second « état d'urgence » d'un mois confiant la province à l'armée. Trois jours après la signature de l'accord par le président du syndicat, le 15 juin, le gouvernement l'arrêtait.

*L'arrestation arbitraire de Francisco Smith, président du SITRAIBANA, s'est produite à la sortie d'une réunion convoquée à l'Assemblée nationale de Panama. (Coordinadora Latinoamericana de Sindicatos Bananeros y Agroindustriales, 4 juillet 2025)*

Le 17 juin, Gilberto Guerra, le secrétaire du SITRAIBANA qui avait relayé le président à la tête du syndicat, était lui-même arrêté. Les deux furent pris en otage par le gouvernement, qui voulait s'assurer de l'application des accords signés, en isolant les dirigeants de la pression des masses qui contrôlaient alors la province.

Le conseil national du syndicat se désolidarisa des manifestations et les piquets.

*Conformément aux engagements passés avec des entités étatiques, nous avons accompli notre part afin que la paix règne dans nos communautés. (SITRAIBANA, Communiqué à la nation, 20 juin 2025)*

Abandonnant les masses à leur sort, la direction du SITRAIBANA laissait les mains libres au gouvernement pour qu'il décrêtât le jour suivant « l'état d'urgence » dans les Bocas de Toro. Ainsi, entre le 21 et le 30 juin, la province subit une fois de plus la militarisation, la suspension des garanties constitutionnelles, le blocus des aliments et des médicaments, les bombes lacrymogènes lancées d'hélicoptères, l'interruption des communications par téléphone et internet... et l'impunité pour les agissements des forces de répression envers les grévistes.

### **Les dirigeants du SUNTRACS détournent l'espoir des masses vers le parlement**

Ces événements ont constitué un point d'inflexion pour le mouvement. Du côté des masses ouvrières et

paysannes, elles ont subi la répression et la division provoquée par l'appareil du SITRAIBANA. Celle-ci sert de prétexte à des directions de syndicats de l'enseignement (ASOMOGREP, ASOPROF...) pour ouvrir à leur tour des négociations séparées avec le gouvernement. Si cela se poursuit, la défaite se profile.

Du côté de la classe capitaliste et de son gouvernement, la fatigue est palpable. Un tel soulèvement populaire et de telles grèves mettent à l'ordre du jour, objectivement, non seulement la question du gouvernement, mais celle du pouvoir. Le problème est qui ordonne et qui obéit... ou pas. Qui contrôle les villes, les villages, le réseau routier. Qui a besoin d'une production orientée vers la survaleur, la plus-value, et qui peut paralyser l'économie. Le temps passe et la bourgeoisie veut en finir avec une situation intenable.

Après deux mois et demi, en dépit de la désactivation du SITRAIBANA et de la répression, Mulino n'a pu soumettre le noyau du prolétariat organisé (représenté par le SUNTRACS) ni la majorité des organisations paysannes et indigènes. Les pertes économiques sont formidables. Une pression s'exerce au sein du parlement pour que le président retire une partie de la loi 462 de réforme de la sécurité sociale, afin de concéder au mouvement et permettre à ses directions de mettre fin aux grèves. Cela a déjà permis à l'appareil du SUNTRACS de centrer l'attention vers l'Assemblée nationale, au siège de laquelle il a convoqué des manifestations le 4 juillet et le 7 juillet avec moins de participants. C'est un faux espoir dans une chambre parlementaire qui a moins de pouvoir que le président, une diversion suscitée par les mêmes qui ont toujours refusé de renverser la marionnette de l'impérialisme nord-américain Mulino, son gouvernement, sa politique anti-ouvrière.

*Mulino a précisé explicitement que si une nouvelle loi d'amendement ou d'abrogation de la loi 462 était adoptée, comme celle proposée par le député Jairo Salazar, il ne la ratifierait pas, car pour lui, ce problème est déjà résolu. (TVN, 2 juillet 2025)*

## **À bas Mulino ! Gouvernement ouvrier et paysan !**

Dans cette gigantesque bataille de classe, dont la fin n'est pas encore écrite, le prolétariat et les travailleurs pauvres des villes et des campagnes ont disposé d'organisations syndicales et paysannes puissantes et très combattives. Mais, faute de direction politique révolutionnaire, les dirigeants n'ont pas été conséquents face aux besoins du mouvement. Au contraire, ils ont évité de le centraliser politiquement avec les mots d'ordre : À bas Mulino et son gouvernement pro-impérialiste, gouvernement ouvrier et paysan ! Ils ont refusé de structurer les grèves illimitées et les mouvements des provinces en une grève générale unifiée de toutes et tous. Le résultat est une dispersion des forces et une fragmentation sectorielle et géographique, facilitant la répression étatique et la pression patronale.

## **Former des comités de grève et des organes d'auto-organisation**

Une partie importante des masses en lutte n'est pas organisée au sein des syndicats et des autres organismes ouvriers, paysans, indigènes. Par conséquent, il est nécessaire de créer des comités élus démocratiquement dans les entreprises, les quartiers, les écoles, les villages ou les communautés. Ces conseils, composés de délégués révocables à tout moment, sont l'outil indispensable pour assurer le contrôle populaire du mouvement et pour que la classe travailleuse se prépare à devenir la nouvelle classe dominante et à prendre le pouvoir.

Sans de tels organes, la lutte est affaiblie par la répression, les négociations secrètes des bureaucrates et les concessions partielles. Seule la grève générale contrôlée par la base, organisant sa propre défense contre les forces policières et militaires peut libérer l'énergie sociale nécessaire pour battre le régime et ouvrir la voie du gouvernement ouvrier et paysan basé sur les conseils.

**À bas Mulino et son gouvernement !**

**Abrogation de la loi 462 ! Aucune privatisation de la sécurité sociale !**

**Révocation des accords avec les États-Unis contre les migrants transitant par le Panama ou pour l'accès au territoire de Panama ! Dehors, toutes les troupes nord-américaines !**

**Pas de réouverture de la mine de cuivre au Donoso ! Non au barrage géant sur le Río Indio ! Fin des projets qui détériorent l'environnement et les systèmes écologiques !**

**Annulation des mesures contre le SUNTRACS ! Libération immédiate et levée des poursuites judiciaires contre tous les syndicalistes, grévistes, manifestants !**

**Expropriation sans indemnité et socialisation des terrains et équipements abandonnés par le groupe Chiquita, sous contrôle des travailleurs !**

**Dissolution des Forces publiques qui servent de police et d'armée bourgeoises ! Remplacement par une milice indissolublement liée aux lieux de travail, aux quartiers populaires, aux communautés indigènes, aux universités !**

**Solidarité du mouvement ouvrier international avec la lutte ouvrière, paysanne et antiimpérialiste de Panama !**

**Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et la milice d'autodéfense ! Fédération socialiste d'Amérique latine et des Caraïbes !**

**Pour un parti révolutionnaire, membre d'une internationale ouvrière révolutionnaire, qui lutte pour un tel programme !**

11 juillet 2025



## CoReP

# L'ADIEU AUX ARMES DU PKK

## 18 JUILLET

*La bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes. (Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, février 1916, thèse 4)*

### Une « Turquie sans terreur » ou une capitulation du PKK ?

La nouvelle période que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, parti nationaliste bourgeois dont la branche syrienne se nomme PYD, la branche iranienne PJAK et la branche irakienne PÇDK) a déclaré le 11 juillet, suite à « la cérémonie d'incinération des armes » à Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien, ne signifie pas seulement que les armes vont se taire, mais revient aussi à une liquidation consciente d'une lutte historique.

Cette cérémonie ne signifie ni la paix, ni la solution à la question kurde. Au contraire, elle signifie le désarmement de la recherche de liberté du peuple kurde, la tentative de le rendre apolitique et de le placer sous le contrôle des États bourgeois turc et syrien. Ce nouveau stade était déjà déclaré lors du 12<sup>e</sup> congrès du PKK en mai 2025. L'adoption d'une ligne sans démocratie, sans armée et sans parti s'achève maintenant avec l'incinération des armes. Mais il ne s'agit pas seulement d'armes, ce qu'abandonne la guérilla est l'espoir de tout un peuple. Les mots d'ordre de lutte tels que la fédération », l'autonomie, l'indépendance ont été symboliquement brûlés et enterrés avec cette cérémonie.

Ce processus qui a été dirigé avec la coopération d'Erdoğan (président de la république, AKP), du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste), du

Parti d'action nationaliste (MHP, fascisant) et du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, paravent légal du PKK interdit comme le HDP qui l'a précédé) est un projet d'État. Son nom est « la Turquie sans terreur » mais quant à son contenu, il s'agit de la soumission militaire totale du peuple kurde, de sa neutralisation politique et de son intégration à l'État turc (et à l'État syrien).

### La liquidation du PKK est le fruit de la « raison d'État »

La cérémonie d'incinération des armes, même si elle apparaît au premier abord comme symbolique, est au fond une ingénierie de contreguérilla, c'est-à-dire une opération d'État d'ampleur.

*Nous –AKP, MHP et DEM– avons pris la décision d'avancer ensemble tous les trois sur ce chemin. Nous marcherons en faisant des pas les uns vers les autres. Si Dieu le veut, nous construirons ensemble, main dans la main, le siècle de la Turquie. (Erdoğan, Discours aux cadres de l'AKP, 12 juillet)*

La réalité est que l'incinération des armes n'est pas effectuée dans l'intérêt du peuple kurde mais afin d'ouvrir la voie aux plans régionaux de la bourgeoisie turque.

Ankara présente ce processus comme « la Turquie sans terreur ». Cependant, ce que l'État entend par « l'absence de terreur » est l'absence de lutte du peuple kurde, c'est-à-dire sa soumission. La lutte armée a été étouffée, les revendications nationales démocratiques ont été éteintes et le peuple est empêché d'être le sujet de la politique. Bref, une paix sans peuple et une nation sans armes.

Le processus de désarmement ne se limite pas à la politique intérieure turque. Sur la voie qui mène à la troisième guerre mondiale, l'État turc veut se dégager un espace de manœuvre. Dans ce cadre :

- l'espace de manœuvre militaire et politique de la Turquie au nord de la Syrie serait étendu,

- la présence militaire du PKK serait rendue inopérante,
- l'intégration du Rojava (Union des communautés du Kurdistan, KCK de Syrie) à la Turquie serait facilitée.

Öcalan (chef suprême du PKK, détenu par l'État turc) a décidé ce changement stratégique.

*Si la Turquie s'entoure des Kurdes du nord, elle peut revendiquer Mossoul et Kirkouk. (Öcalan, Plaidoirie lors de son procès, juin 1999)*

Par conséquent, il ne s'agit pas là « d'une transformation interne au PKK » mais de la déclaration par l'État bourgeois turc de son extension au détriment des peuples kurdes. Le fait que le KCK, le HDP, le DEM et, en général, les appareils bourgeois kurdes ne s'opposent pas réellement à ce processus montre à quel point la collaboration est profonde.

### Le PKK devient un sous-traitant de l'expansionnisme de la bourgeoisie turque

Le projet « Turquie sans terreur » fait partie du projet de bloc réactionnaire qu'Erdoğan tente de construire dans un cadre historique et idéologique bien plus large

*Nous avons décidé de renouer l'alliance entre Turcs, Arabes et Kurdes, l'essence des guerres de Malazgirt, de Jérusalem, de la libération nationale prend à nouveau forme... Damas est notre ville commune, Diyarbakır, Mossoul, Kirkouk, Alep sont nos villes communes... (Erdoğan, Discours aux cadres de l'AKP, 12 juillet)*

Erdoğan ne se limite pas à seulement la Turquie actuelle, il revendique des droits « historiques » sur les territoires de Syrie et d'Irak, sur la base du panislamisme, de l'appartenance à la religion musulmane. Et pour pouvoir mettre au point cette alliance, il fallait liquider et désarmer le PKK qui était la principale force d'autodéfense du peuple kurde en Turquie et en Syrie.

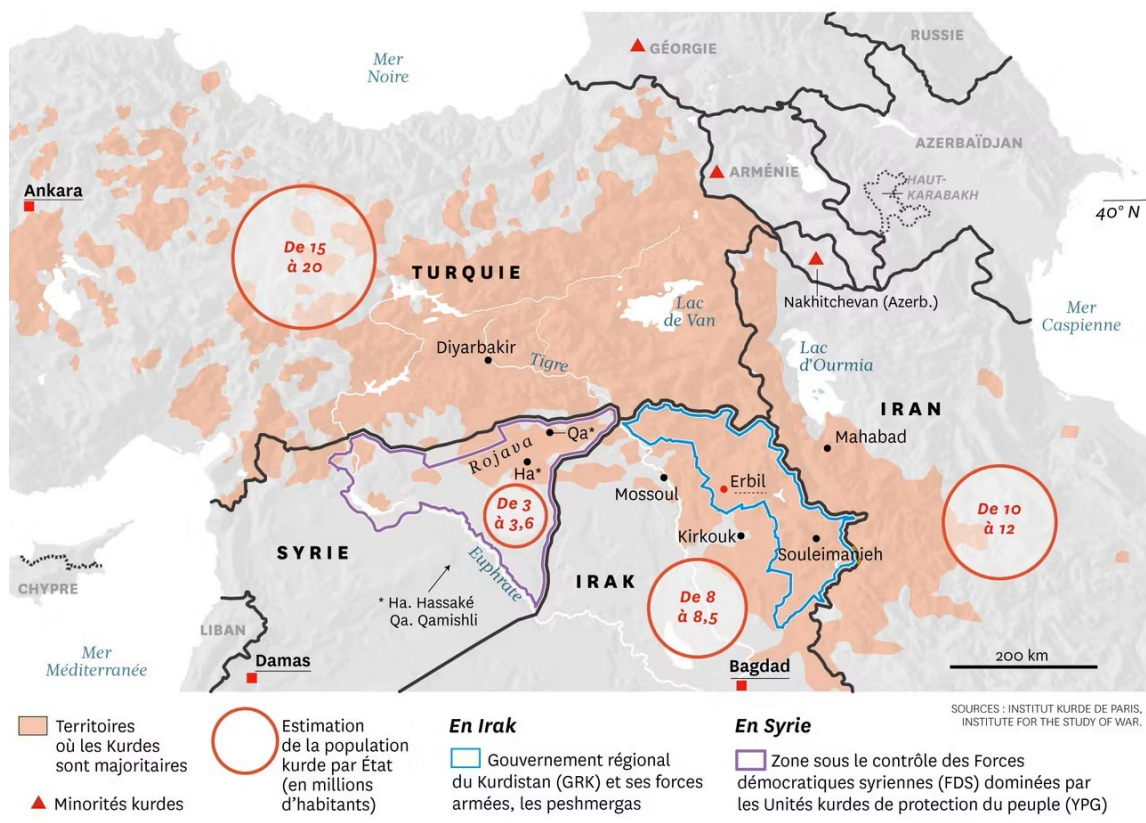
Les acteurs politiques kurdes ne se sont pas opposés à ce projet d'Erdoğan, voire s'y sont intégrés ouvertement. Aujourd'hui, le DEM n'est plus simplement parlementaire bourgeois, il s'intègre directement à la politique étrangère de l'État bourgeois.

Le but de la Turquie à travers cette alliance est net :

- créer un profil kurde compatible avec le gouvernement de l'Organisation de libération du Levant (HTC, ex- Al-Qaïda) et d'autres bandes islamistes de Syrie,
- rattacher le PÇDK du Kurdistan irakien à l'appareil sécuritaire turc,

et ainsi donner de la légitimité aux prétentions impérialistes de la Turquie sur des villes comme Mossoul et Kirkouk. Le peuple kurde reculerait sur ses droits historiques à l'autodétermination tandis que le terrain est préparé à l'expansionnisme régional de l'État capitaliste turc.

Avec l'accord Erdoğan-Bahçeli-Öcalan, le peuple kurde risque de se retrouver, en Turquie, en Syrie et



en Irak, soumis à « une nation, un drapeau, une oumma ». C'est la conséquence de la transformation du PKK-PYD-PÇDK-PJAK de mouvement petit-bourgeois guérillériste en sous-traitant bourgeois d'un projet contrerévolutionnaire.

### **La liquidation du PKK : l'aboutissement d'une faillite politique**

La décision du PKK « d'enterrer les armes » et son processus de liquidation n'est pas qu'une retraite militaire. Cela est également l'officialisation d'un effondrement idéologique et politique

C'est l'aboutissement d'un projet nationaliste kurde interclassiste né de 1973, exaspérant d'emblée le culte infantilisant, patriarcal et stalinien du chef (tout en mettant en avant les femmes dans les photos, dans sa communication). Le PKK-PYD s'est compromis jusqu'au cou en 2012 dans la collaboration au Rojava de Syrie avec Assad et avec les capitalistes arabes ou kurdes (comme Akram Kamal Hasu) ou des chefs tribaux ainsi qu'à partir de 2014 avec la puissance impérialiste dominante jusqu'à quémander une « paix digne » à l'État oppresseur turc. Cela n'empêchait pas la plupart des anarchistes et des centristes de vanter l'administration du Rojava (Union des communautés du Kurdistan, KCK de Syrie).

Le 12<sup>e</sup> congrès a officialisé le rejet du « marxisme-léninisme », de « l'internationalisme prolétarien ». Il condamne les peuples kurdes et les autres à une sorte de « démocratie locale » au sein de l'État bourgeois. Ce choix du PKK consiste non pas à donner une direction à la lutte historique du peuple kurde mais à lui imposer un frein, à le maintenir dans le cadre de l'ordre établi et à le canaliser vers une « solution » se situant dans le cadre des équations impérialistes – colonialistes.

Désormais, alors que la décision de la direction du PKK de se désarmer commence à s'appliquer, le fait d'essayer de présenter le projet du gouvernement turc comme une victoire n'est rien d'autre qu'une tentative de dissimulation de cette fracture idéologique. Il n'y a pas de position de gagnée. L'État bourgeois turc n'a ni reconnu les revendications fondamentales du peuple kurde, ni fait un pas quelconque au sujet d'une solution politique. Au contraire, la région kurde est toujours dirigée par des administrateurs nommés pour remplacer les maires élus, les maires kurdes sont placés en garde à vue, la langue et l'identité kurdes sont systématiquement étouffées dans l'espace public. Le pacifisme dégénéré est l'expression de la soumission du PKK aux revendications de la bourgeoisie turque, de l'intégration à l'OTAN et de l'intention de réduire la question kurde à un sous-paragraphe de l'expansion de la bourgeoisie turque et de l'ordre impérialiste au Levant.

### **Que promet « l'enterrement des armes » et à qui ?**

Le désarmement du PKK représente la mutation de l'indépendantisme de la petit-bourgeoisie kurde à l'autonomisme de la bourgeoisie kurde. Elle vise à soumettre le peuple kurde à l'État bourgeois turc oppresseur. « Enterrer les armes » n'est pas une déclaration de paix, mais la recherche de conciliation de la part de la bourgeoisie kurde avec le système étatique capitaliste national et régional (incluant Israël). Cette cérémonie vise non seulement à enterrer les armes, mais également les possibilités de toute rupture révolutionnaire qui mette en cause les propriétaires fonciers et les capitalistes kurdes, leurs maîtres d'Ankara ou de Washington.

L'interlocuteur de cette orientation n'est pas le peuple kurde mais directement les États de la région, et en particulier l'État bourgeois turc. Le PKK essaye désormais de se positionner non plus en tant qu'appareil d'autodéfense du peuple kurde mais comme « partenaire de stabilité » des régimes de la région. Le message adressé aux centres impérialistes et aux puissances de la région est on ne peut plus clair : « Désormais, vous pouvez compter sur nous. Nous avons clos le chapitre de la lutte armée ». C'est une lettre de capitulation présentée à la table de négociations de la paix capitaliste et impérialiste.

Le plan « Turquie sans terreur » est la dernière pièce qui vient s'ajouter au processus de transformation politique qui a commencé suite à la capture d'Öcalan en 1999. Ce jour-là, il avait parlé de « retraite stratégique » ; aujourd'hui, le baratin sur « la période de la lutte armée s'est achevée » camoufle une liquidation stratégique. PKK vise une « autonomie kurde » de type espagnol ou irakien. Ce n'est pas une ligne révolutionnaire nationale mais une soumission analogue à celle, bien antérieure, des cliques kurdes du PDK et de l'UKP d'Irak et des partis nationalistes bourgeois irlandais, écossais ou catalans.

Cependant, l'histoire a démontré maintes fois que la libération des peuples opprimés ne peut être obtenue ni par la paix capitaliste, ni au sein d'États bourgeois. La voie du PKK sert non pas l'émancipation des ouvriers, des paysans pauvres kurdes et des femmes travailleuses, mais la reproduction du système capitaliste en Turquie, en Asie de l'ouest. Alors qu'elle promet « la paix » à sa base, la direction du PKK sait pertinemment que celle-ci n'apportera l'égalité ni en termes nationaux, ni en termes de classe. Le capitalisme de Turquie impose au peuple kurde non la paix mais la reddition.

La construction de la voie indépendante de la classe ouvrière : l'alternative communiste internationaliste  
Si l'on tient compte de refonte du Proche-Orient visée par les États-Unis et Israël, l'intégration de ce type de

mouvements nationaux à l'ordre établi est d'une importance vitale. Avec sa « lutte démocratique et légale », le PKK a juré de rester dans le cadre des limites du système capitaliste.

Sur ce point, la tâche historique est de construire une ligne ouvrière indépendante sur les ruines du mouvement national petit-bourgeois et bourgeois. La lutte du peuple kurde pour la liberté ne peut remporter la victoire que si, et seulement si, elle s'unit avec le mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière qui opère une rupture avec le capitalisme non seulement au sein des frontières de la Turquie et du Kurdistan, mais dans l'ensemble du Proche-Orient et dans les centres impérialistes. La liquidation du PKK par Öcalan ne représente pas seulement la faillite d'une organisation mais aussi celle du réformisme, du nationalisme, du stalinisme et de la politique identitaire. Plus que jamais, les peuples opprimés et les travailleurs ont besoin d'un nouveau programme international, d'une stratégie de révolution socialiste visant le pouvoir ouvrier. Cela n'arrivera pas spontanément ; il doit être organisé par une avant-garde révolutionnaire.

Pour cette raison, notre tâche est claire :

- reprendre le drapeau de l'internationalisme prolétarien qui apportera une solution révolutionnaire à la question nationale, reconstruire une internationale communiste,
- prôner l'unité de tous les peuples opprimés avec la classe ouvrière,
- défendre, face aux guerres impérialistes, aux conflits ethniques et à la diplomatie bourgeoise l'unité révolutionnaire des travailleurs,
- démanteler la police et l'armée bourgeoises de la Turquie, les bandes islamistes paraétatique en Syrie,
- remplir le vide laissé par le PKK non pas par un nouveau réformisme ou un nouveau nationalisme petit-bourgeois, mais avec un parti ouvrier révolutionnaire, avec les conseils ouvriers révolutionnaires, les assemblées de quartier et les milices ouvrières, ouvrant la perspective du gouvernement des travailleuses et des travailleurs, de la fédération socialiste du Levant.

Actuellement, la guerre et l'oppression, l'exploitation et la misère ravagent au Proche-Orient, en particulier à Gaza. L'unique force qui peut faire disparaître cet enfer est la classe ouvrière qui portera son arme non au service d'une fraction nationale ou politique de la bourgeoisie mais pour sa propre prise de pouvoir. Son parti, face aux partis qui promettent la paix, la liberté et l'égalité aux peuples mais qui, en réalité, s'intègrent à l'ordre impérialiste, doit être le parti ouvrier communiste internationaliste du type du Parti bolchevik.



Le culte du chef, un des héritages staliniens du PKK

### **Soit révolution permanente, soit capitulation permanente**

Le processus de prétendue « Turquie sans terreur » qui a commencé avec la cérémonie d'abandon des armes du PKK veut dire liquidation de la lutte pour la liberté du peuple kurde et réorganisation des intérêts impérialistes dans la région. Ce n'est pas seulement une retraite militaire ; c'est l'enterrement conscient des perspectives révolutionnaires et des revendications démocratiques nationales. Le discours d'Erdoğan sur « l'alliance entre Turcs, Kurdes et Arabes » porte les codes de la réaction régionale et des appétits impérialistes au Proche-Orient de l'État capitaliste turc. La liquidation du PKK avec l'approbation tacite des États-Unis et d'Israël fait partie d'un plan élaboré pour isoler le peuple kurde et la classe ouvrière de la région, pour étouffer les potentiels révolutionnaires.

La lutte pour la liberté des peuples opprimés ne peut être victorieuse qu'avec la direction révolutionnaire internationaliste de la classe ouvrière. À la trahison du PKK, opposons une lutte unie, organisée et révolutionnaire. Cette lutte est la voie de la libération non seulement pour le peuple kurde, mais pour tous les travailleurs de Turquie et du Proche-Orient.

La liberté et l'égalité seront gagnées non avec des accommodements et des concessions au système capitaliste national et à l'ordre impérialiste mondial, mais avec les armes du pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Notre responsabilité historique, en tant que communistes internationalistes, est d'organiser cette lutte en renouant avec le programme de la Ligue des communistes, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky.

18 juillet 2025



Vous avez du sang sur les mains

## CoRep

# LE MOUVEMENT CONTRE LA CORRUPTION EN SERBIE

## 30 AOUT

La Serbie est secouée par une crise politique profonde créée par le régime autoritaire de Vucic. Le 1<sup>er</sup> novembre 2024, la chute d'un auvent de la gare de Novi Sad tue 14 passagers. Le 3 novembre, une manifestation a lieu pour défendre les équipements publics et dénoncer la corruption. Depuis, les protestations n'ont pas cessé et se sont étendues à tout le pays.

Vucic et le Parti progressiste serbe (SNS) qui sont au pouvoir depuis 2012 ont entraîné le pays dans un régime de plus en plus autoritaire et sévère : la manipulation systématique des élections, la monopolisation des médias, la politisation du système judiciaire, la transformation de la corruption en un mécanisme du régime sont les causes de cette crise.

### L'émiettement de l'ex-Yougoslavie a favorisé la domination étrangère

Cependant, il serait trompeur de réduire la crise politique actuelle uniquement à l'autoritarisme de Vucic. Cette crise est le produit de la dislocation de la Yougoslavie et de la restauration des relations capitalistes dans les Balkans. La restauration capitaliste qui a détruit les acquis sociaux des États ouvriers (Yougoslavie, Albanie, Bulgarie, Roumanie) a traumatisé la mémoire collective des peuples de la région. Les « réformes de marché » et les privatisations des années 1990 ont apporté non pas la prospérité, mais le chômage, la pauvreté et l'effondrement de l'économie collectivisée. Le processus de passage au capitalisme a également préparé le terrain à la montée des bourgeois nationalistes, aux guerres ethniques et à la dislocation de l'État fédéral yougoslave qui avait constitué en 1945 un progrès historique. De 1991 à 2001, les guerres ont affecté principalement la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et le Kosovo.

Chacun à son compte, l'Allemagne, la France, l'Italie, les États-Unis divisent et opposent les cliques nationalistes et restaurationnistes (dont l'UÇK des mafieux albanais du Kosovo, financés par les États-Unis, formés par l'Allemagne et ayant des liens avec Al-Qaïda).

Les bourgeoisies des pays européens visent, lors de cette régression historique, à transformer les Balkans en arrière-cour : une réserve de main d'œuvre bon marché, un corridor logistique et un tampon géopolitique. En 1994-1995, l'alliance des impérialismes occidentaux sous hégémonie américaine OTAN a bombardé l'armée serbe en Bosnie et Kosovo. En 1999, elle a bombardé directement la capitale de la Serbie, Belgrade, pendant 78 jours, détruisant une quantité énorme d'infrastructures civiles et faisant des milliers de morts.

Dans les Balkans, l'Union européenne comprenait déjà la Grèce. Après la restauration du capitalisme, elle a intégré la Roumanie, la Bulgarie et deux États issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie : la Slovénie et la Croatie. Le Kosovo héberge depuis 1999 le Camp Bondsteel, une gigantesque base militaire américaine, la deuxième d'Europe, qui est aussi un centre de détention et de torture de la CIA, du type de Guantanamo.

Aujourd'hui, bien que le taux de chômage officiel de la Serbie soit autour de 9 à 10 %, le chômage des jeunes dépasse 25 %. Le salaire moyen est inférieur au tiers du salaire moyen de l'UE, des dizaines de milliers de jeunes quittent chaque année le pays. Le fait que la population qui était d'environ 8 millions de personnes dans les années 1990 soit tombée à 6,6 millions aujourd'hui est l'une des indications les plus frappantes du passage au capitalisme : la Serbie s'est pratiquement transformée en une semi-colonie qui « exporte de la main d'oeuvre » vers l'UE et les entreprises occidentales.

Le régime de Vucic a mené une politique hypocrite qui a d'un côté assuré l'entrée des capitaux en apparaissant compatible avec l'UE et de l'autre, a fait chanter les États-Unis et l'Union européenne en utilisant ses liens avec la Russie impérialiste et a transformé la région en une table de négociations pour son pouvoir. Les centaines de milliers de manifestants qui remplissent actuellement les rues de Belgrade hurlent leur colère non seulement contre les résultats falsifiés des

élections, mais également contre la destruction capitaliste des 30 dernières années et au manque d'avenir imposé par la Russie, l'UE et l'OTAN.

L'aspect le plus original du mouvement actuel est que la direction est en grande partie entre les mains des étudiants. Les occupations d'universités, les forums de facultés et les assemblées étudiantes ont constitué le moteur de la résistance contre le régime. Cela n'est pas seulement une révolte contre le régime actuel, mais aussi l'explosion par les jeunes générations du mécontentement qui s'est accumulé dans les Balkans depuis l'éclatement de la Yougoslavie.

### La composition sociale du mouvement

Les étudiants forment la force motrice des manifestations. Les boycotts de facultés, les occupations d'universités et les assemblées sont organisés à l'université de Belgrade et dans les villes comme Novi Sad ou Niš. Les étudiants, en appliquant les pratiques de la démocratie directe -assemblées générales, processus de décision collective, créent le centre vivant de la lutte contre le régime.

Le mouvement dans lequel les étudiants sont au premier plan a pu attirer de façon limitée la participation organisée de la classe ouvrière. Il est possible d'observer la participation dans certains secteurs :

- Les travailleurs de l'éducation publique : les syndicats d'enseignants et les travailleurs des universités ont fait des déclarations de solidarité avec les actions étudiantes, a participé de manière massive aux marches à certains endroits.

- Les travailleurs de la santé publique : un mécontentement sérieux existe parmi les médecins et les infirmiers, surtout en raison des conditions d'après la pandémie et des rémunérations faibles. Certains travailleurs des hôpitaux de Belgrade ont participé aux manifestations.
- Les travailleurs des autres services publics : la majorité des syndicats bureaucratisés sont proches du régime, mais à la base, en particulier en raison des faibles salaires et de la précarité, le mécontentement augmente.
- Les ouvriers de l'industrie : dans les secteurs de l'automobile (l'usine Fiat de Kragujevac) et minier, des réactions montent de la base, mais pour l'instant, il n'y a pas de participation massive.

Les manifestations ont débordé au-delà des grandes villes. La colère monte également parmi les paysans travailleurs en raison du cercle vicieux de l'endettement et de la pression des importations. Les petits commerçants et les secteurs de production indépendante peuvent devenir des alliés du mouvement en raison de la paupérisation et du manque d'avenir.

Mais les bureaucraties syndicales officielles s'opposent à la grève générale. Par contre, parmi les jeunes ouvriers et les enseignants, l'idée de « l'irruption de la classe ouvrière qui renversera le régime » est exprimée de plus en plus. Cette situation montre que dans l'étape suivante du mouvement, la grève générale avec occupation des locaux de travail, l'auto organisation et l'autodéfense peuvent être à l'ordre du jour.



## La réponse du régime : la violence d'État et la répression

Le régime de Vucic refuse de convoquer des élections. Il a préféré la voie de la calomnie (les troubles sont attribués à l'étranger) et de la répression. La police est intervenue de manière dure dans les manifestations, elle a utilisé des bâtons, des bombes lacrymogènes et des véhicules d'intervention dans les grandes villes, à commencer par Belgrade. Les organisations des droits de l'Homme ont fait état de centaines d'arrestations et de dizaines de blessés seulement dans les premières semaines. Certaines sources soulignent que les forces de l'ordre utilisent une force disproportionnée contre les jeunes manifestants et que cette situation renforce la colère dans les masses.

Le régime a aussi payé des voyous et de criminels dirigés par Andrej Vucic et Djordje Prelic afin de provoquer les manifestants et effrayer l'opinion. Les visuels diffusés sur les réseaux sociaux montrent que ces bandes du lumpen agissent clairement de façon coordonnée avec la police.

Face à la violence policière et mafieuse, il est possible d'observer une démoralisation et des fissures, faute d'un parti de type bolchevik.

Les organisations des droits de l'Homme et les médias indépendants ont condamné la répression. Le silence des puissances impérialistes, y compris celles qui se réclament de la démocratie, est accablant. Mais cela ne les empêche pas de travailler, en coulisses, pour essayer de résoudre la crise politique en faveur de leurs intérêts dans la région.

## Grève générale, milice étudiante et ouvrière !

Vucic et le SNS ne peuvent être supplantés par un gouvernement ouvrier et paysan par de simples manifestations étudiantes. Pour commencer il faut que toutes les organisations du mouvement ouvrier (politiques et syndicales) réalisent un front unique ouvrier pour protéger les manifestations et s'opposer au régime bourgeois et corrompu.

Bien que la classe ouvrière ne soit pas encore apparue sur scène de manière massive, la colère et le mécontentement grandissent à la base. Les faibles rémunérations et la précarité professionnelle dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et dans le secteur public créent un mécontentement sérieux contre le régime parmi les jeunes ouvriers et les autres travailleurs.

Cependant, les directions syndicales sont si liées au capitalisme serbe et à l'État bourgeois, qu'elles refusent d'appeler à la grève générale qui permettrait à la classe ouvrière de prendre la tête du mouvement et aussi de protéger les étudiants contre la police et les nervis.

L'intensité de la violence policière met à l'ordre du jour le droit à l'autodéfense des masses. Mais le point

critique est la nécessité de l'organisation de l'autodéfense sous des formes massives et démocratiques par le biais de comités élus et centralisés.

## Gouvernement ouvrier et paysan !

Ces comités doivent fonctionner de manière planifiée, coordonnée et sur une base démocratique ; ainsi à la fois la sécurité sera assurée et la légitimité du mouvement sera protégée. Leur représentation centrale peut servir d'alternative au gouvernement de la bourgeoisie.

Les assemblées étudiantes constituent actuellement la colonne vertébrale du mouvement ; mais tant que cette énergie ne rencontrera pas la classe ouvrière, elle sera insuffisante à renverser le régime. Les comités de quartiers et les conseils ouvriers peuvent étendre le mouvement en appliquant la démocratie à la base. Ces formes d'organisation garantiront à la fois la pérennité et formeront en même temps le terrain pour formuler les revendications sociales et politiques de façon ouverte et collective.

Démocratie ouvrière ! La transparence doit être totale dans les assemblées générales des lieux de vie, de formation et de travail, leurs discussions, les votes, l'élection de délégués, la centralisation des comités. Par ailleurs, ils prépareront le terrain à la formation d'un organe de pouvoir national qui pourra se poser en alternative à l'ordre établi et exproprier le grand capital.

## Fédération socialiste des Balkans !

Face à l'effondrement de l'Empire ottoman, les partis de l'Internationale ouvrière ont commencé à parler de la fédération des Balkans en 1910. Les partis socialistes opposés à la 1<sup>re</sup> guerre mondiale ont avancé le mot d'ordre de fédération socialiste des Balkans en 1915. L'Internationale communiste l'a repris à son compte, jusqu'à ce que Staline en fasse un instrument de la diplomatie de la bureaucratie de l'URSS et assassine de nombreux cadres des partis yougoslave et bulgare.

Les protestations en Serbie font partie d'une vague de mécontentement dans l'ensemble des Balkans, au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Grèce face aux régressions sociales et aux tendances autoritaires. Cela met en évidence un besoin de solidarité et de coordination régionale.

Le mouvement étudiant et populaire met en évidence la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire en Serbie ainsi que d'une internationale communiste dans les Balkans et le monde entier. L'organisation des masses en lutte, la stratégie de la révolution permanente et la solidarité internationale sont les outils fondamentaux qui renforceront la lutte contre les régimes autoritaires et capitalistes, pas seulement en Serbie mais dans les Balkans, en Europe, au Proche-Orient.

30 août 2025



CoREP

## TRUMP ACCUEILLE POUTINE QUI POURSUIT L'INVASION DE L'UKRAINE

31 AOUT

Le 22 février 2022, la Russie envahit l'Ukraine. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre deux puissances impérialistes. Le but ouvertement affiché de Poutine est d'en finir avec une Ukraine indépendante, de la rattacher par la force à la Russie. Une puissance impérialiste convoite une ancienne colonie. La majorité de la population ukrainienne, clairement, ne veut pas rejoindre la Russie.

Poutine invoque la « guerre patriotique » quand le 3e Reich voulait détruire l'État ouvrier, coloniser l'Ukraine et la Russie. Il invente que l'Ukraine est un régime fasciste.

La nature prédatrice de l'invasion menée par la Russie en 2022 explique que l'Église orthodoxe s'y associe comme au temps du tsarisme, que l'armée russe recoure systématiquement à la torture des soldats et civils ukrainiens (ce qui est étrange pour une guerre de libération et antifasciste), qu'elle recrute massivement des criminels au sein des prisons russes en échange de leur libération (et d'une solde substantielle). L'armée russe est en fait une armée de mercenaires.

### Le capitalisme de guerre de la Russie s'essouffle tandis que la priorité des États-Unis est désormais de contrer la Chine

La disproportion des forces militaires en présence et la présence d'une minorité russophone (elle-même opprimée par la bourgeoisie ukrainienne) font que l'armée russe a pu s'emparer d'une partie du territoire de l'Ukraine ; le caractère national opprimé du côté ukrainien fait que la Russie n'a pu le faire qu'au prix de lourdes pertes et que le projet de renversement du gouvernement ukrainien a vite échoué.

Le capitalisme de guerre de la Russie (40 % du budget est affecté à la guerre) s'essouffle : ralentissement de la croissance (prévision de 0,9 % pour 2025), inflation

(9,3 %), déficit budgétaire, etc.

*L'économie de la Russie se dirige vers la récession.*  
(*The Economist*, 23 aout)

Les États impérialistes européens, surtout l'Allemagne, aident financièrement et militairement l'Ukraine. Mais l'Union européenne n'a pas d'armée et ses groupes de l'armement sont concurrents. L'invasion de l'Ukraine sert d'alibi aux États de l'UE pour :

- augmenter leurs dépenses militaires (et donc tailler dans les dépenses « sociales »),
- reconfigurer le capitalisme national (assurer la sécurité des approvisionnements, développer l'industrie des forces destructives, réorienter la recherche...),
- nourrir la xénophobie et encadrer plus étroitement la population au nom de la lutte contre le terrorisme et des immixtions étrangères)
- commencer à embrigader la jeunesse pour la préparer à servir de chair à canon.

Il ne s'agit pas pour les bourgeoisies européennes de défendre les peuples opprimés, mais de tenter de préserver leur part du gâteau impérialiste mondial et de préparer des forces contrerévolutionnaires en interne.

*Le gouvernement fédéral fournira toutes les ressources financières dont l'armée allemande a besoin pour devenir la plus puissante d'Europe en termes conventionnels.* (Friedrich Merz, *Discours au Bundestag*, 14 mai)

Depuis la présidence d'Obama, les États-Unis se préparent à un affrontement avec la Chine, le seul impérialisme qui soit capable de le défier. Biden fournissait des armes à l'Ukraine pour lui permettre de résister mais pas de vaincre. Il refusait d'envoyer des troupes. Il imposait des « sanctions » internationales,



*après un accord de paix avec la Russie... Questionné [le 18 aout] à la Maison blanche sur la poursuite de l'aide militaire des États-Unis à l'Ukraine, Trump a dit : « Nous ne faisons pas de cadeau. Nous vendons des armes ». (Financial Times, 18 aout)*

L'armée russe poursuit son offensive, bombardant sciemment la population civile. L'attitude actuelle de l'État américain confirme que, contrairement à ce qu'inventaient des défenseurs honteux de l'impérialisme russe (que certains font encore passer pour un État ouvrier, trente ans après la décision de la majorité de la bureaucratie stalinienne de restaurer le capitalisme), la guerre d'Ukraine n'est pas un conflit entre l'impérialisme dominant et la faible Russie. Si cela avait été le cas, la Russie aurait été battue depuis longtemps.

### **Droit à l'indépendance de l'Ukraine !**

Il faut en même temps dénoncer l'incapacité de la bourgeoisie ukrainienne, qui n'est pas en mesure d'organiser une lutte efficace contre l'impérialisme russe.

Zelensky est le représentant du grand capital ukrainien, il a restreint les droits des travailleurs, il a poussé les citoyens russophones dans les bras de la Russie par ses persécutions et son culte des chefs fascistes du passé. Comme il est incapable de s'adresser aux travailleurs et aux soldats de Russie, il est contraint de vendre le pays aux puissances impérialistes occidentales contre des approvisionnements en armements et des « garanties de sécurité ». Il vient même de tenter de dissoudre les organismes anticorruption du pays, même s'il a reculé le 30 aout.

Quelle que soit leur direction actuelle, le mouvement ouvrier international doit se prononcer pour les droits des peuples opprimés (Palestiniens, Kurdes, Kanaks, Ukrainiens, Cachemiris, Rohingyas...), contre le militarisme des États impérialistes, contre les menaces d'annexion territoriale de toutes les grandes puissances (Panama, Groenland, Ukraine, Taiwan...), pour le démantèlement des armées professionnelles au service des exploités...

Il est de la responsabilité de toute organisation ouvrière (parti ou syndicat) et d'opprimés de se prononcer contre l'invasion et l'occupation de l'Ukraine, pour le retrait des troupes impérialistes russes de tout le territoire de l'Ukraine, pour que les armes et les munitions arrivent sans condition aux soldats ukrainiens. Pour obtenir la paix et la liberté pour les peuples d'Ukraine (incluant les russophones), il faut la mobilisation des exploités pour annuler les mesures anti-ouvrières de Zelensky, restaurer les libertés démocratiques (y compris dans l'armée) et organiser la guerre et les négociations sous le contrôle des organisations ouvrières et paysannes. En Russie, une telle campagne aiderait la classe ouvrière à faire échouer la guerre coloniale et à fragiliser l'État bourgeois russe.

Évacuation sans condition des troupes russes de l'Ukraine ! Libération des militants antiguerre emprisonnés en Russie ! Rupture des syndicats avec le régime des oligarques et formation de comités de soldats russes pour précipiter le retrait !

Levée des sanctions des États impérialistes occidentaux contre la Russie !

Autodétermination des populations du Donbass et de Crimée !

Libertés démocratiques aux États-Unis, en Ukraine, en Biélorussie et en Russie !

Suppression de l'OTAN ! Fermeture de toutes les bases militaires étrangères en Europe et ailleurs !

Partout dans le monde, opposition des syndicats au militarisme ! Refus des partis ouvriers de voter les budgets militaires de la bourgeoisie !

Licenciement des armées permanentes au profit de l'armement du peuple !

Renversement des cliques bourgeoises qui conduisent à la catastrophe !

Gouvernement ouvrier en Ukraine et en Russie ! États-Unis socialistes d'Europe !

Les travailleuses et les travailleurs conscients doivent, en Russie et en Ukraine, construire leur parti, opposé à tous les partis bourgeois, délimité des sociaux-patriotes. Pour y aider, il faut partout construire une internationale ouvrière révolutionnaire comme l'Internationale communiste du temps de l'Ukrainien Trotsky et du Russe Lénine !

31 aout 2025

Autre résolution de 2025 sur l'Ukraine :

<https://www.revolucionpermanente.com/francais/2025/02/24/les-imperialismes-americaain-et-russe-sentendent-sur-le-dos-des-peuples-dukraïne/>





## CoREP

# HALTE AU GÉNOCIDE À GAZA ! SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE AVEC LA PALESTINE !

## 28 SEPTEMBRE

### La nature de la nouvelle offensive

L'escalade de l'armée israélienne constitue une aggravation qualitative de la guerre menée depuis deux ans dans la bande de Gaza avec la complicité du gouvernement égyptien qui bloque sa frontière.

Dans les six premiers jours suivant le début de l'assaut terrestre sur la ville de Gaza, l'armée israélienne a déjà mobilisé deux divisions (chacune comptant entre 10 000 et 15 000 soldats). Par des bombardements massifs et des opérations terrestres, la population civile est systématiquement terrorisée ; des centaines de milliers de personnes ont de nouveau été contraintes de fuir. La destruction systématique d'hôpitaux, d'écoles, de quartiers résidentiels et d'infrastructures élémentaires fait partie d'une épuration ethnique. Ce scénario génocidaire s'accompagne d'une asphyxie alimentaire systématique de la population palestinienne.

Parallèlement, des ministres fascistes du gouvernement Nétanyahou —le ministre des finances Smotrich et le ministre de la sécurité Ben-Gvir— réclament ouvertement l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie et l'expulsion des Palestiniens qui y vivent. Ce qui est la réalité depuis des décennies —la politique continue de colonies, la privation de droits et l'accaparement systématique des terres— est désormais assumé et formulé sans complexe comme programme : un État défini ethniquement, doit être érigé sur l'entièreté du territoire de la Palestine.

### Le rôle criminel des États-Unis

Le soutien décisif à la politique sioniste provient des États-Unis. Le gouvernement américain fournit des milliards en aide militaire, des systèmes d'armement et des informations de renseignement à l'État sioniste. Washington considère Israël comme son principal avant-poste au Proche-Orient, qui s'en prend au Yémen et à l'Iran, qui fait pression sur la Syrie, etc. Ainsi, l'administration Trump met tout son poids dans les institutions diplomatiques de l'ordre impérialiste pour dégager le chemin à Nétanyahou.

### Les manoeuvres des autres puissances impérialistes

Devant le risque pour l'ordre impérialiste mondial que fait courir l'épuration ethnique à Gaza, de nouveaux États bourgeois (France, Grande-Bretagne, Canada, Australie...) rejoignent ceux qui avaient déjà reconnu officiellement la fiction juridique d'un « État palestinien » désarmé (Chine, Russie, Espagne, Mexique, Brésil, Afrique du sud...).

Mais ces gestes diplomatiques ne sont pas l'expression d'une condamnation du projet colonial sioniste ni d'une solidarité authentique avec le peuple palestinien : ce sont des manoeuvres d'une fraction de la bourgeoisie mondiale destinées à sauver les régimes bourgeois arabes du Proche-Orient et à maintenir l'illusion de l'ONU, de sa partition de la Palestine depuis 1947 et de sa « solution à deux États ».

*Le peuple israélien a subi la pire attaque terroriste de son histoire... La reconnaissance de l'État palestinien est une défaite pour tous ceux qui nourrissent des obsessions antisionistes et veulent la destruction de l'État d'Israël. (Emmanuel Macron, Discours à l'ONU, 22 septembre)*

Les monarchies salafistes du Golfe, le gouvernement basé sur les communautés religieuses du Liban, le gouvernement islamiste de Syrie, la monarchie de Jordanie, la dictature militaire d'Égypte interdisent les manifestations pour la cause nationale palestinienne. L'hypocrisie de la direction du Parti travailliste britannique se révèle une fois de plus. Starmer, arrivé à la tête du parti gouvernemental après une purge contre ceux qu'il qualifie d'« antisémites » (une purge devant laquelle avait capitulé Corbyn), criminalise le mouvement de solidarité avec la Palestine. Aux États-Unis, l'administration Trump a aggravé cette politique déjà menée par Biden ; en France, en Allemagne, en Autriche et dans de nombreux autres pays, des militant·e·s de la solidarité font face à des poursuites judiciaires.

### Aucune confiance dans les institutions impérialistes

Face à cette situation, les Palestiniens ne peuvent ni compter sur les institutions communes de l'impérialisme ni sur le « bon vouloir » de certains gouvernements bourgeois. Ni l'ONU ni les juridictions pénales internationales n'apporteront justice aux masses palestiniennes.

Nombre d'actions de solidarité trans-classes avec la Palestine pâtissent du fait que des illusions sont nourries à l'égard des gouvernements bourgeois (qu'ils incluent ou non des sociaux-démocrates et des faux communistes) lorsqu'on les appelle à « faire quelque chose pour la paix ». La paix de la bourgeoisie signifie la stabilisation de l'ordre impérialiste mondial.

Les Frères musulmans et les partis réformistes qui en appellent à l'ONU font diversion avec des boycotts par les consommateurs. Ce ne sont pas les artistes israéliens, ni les sportifs israéliens, ni les acteurs qualifiés de « sionistes » (dont beaucoup, soit dit en passant, ne sont ni citoyens israéliens ni juifs !) qui détruisent Gaza et qui tuent les Palestiniens, mais l'armée coloniale et les armes fournies par les puissances impérialistes. Seule la classe ouvrière internationale organisée peut opposer une force réelle à la politique guerrière sioniste.

### Front unique ouvrier en défense du peuple opprimé !

La flamme de la solidarité n'a pas pu être étouffée malgré toutes les tentatives de démoralisation : des secteurs de la classe ouvrière en Tunisie, en Italie et en France ont, à travers des mesures de boycott des livraisons d'armes à Israël, constaté concrètement le pouvoir qu'ils peuvent exercer.

Les travailleuses et les travailleurs conscients de tous les pays doivent se battre pour :

- La rupture avec tous les gouvernements bourgeois qui soutiennent Israël,
- L'ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens,
- La fin de toute coopération scientifique et technologique profitant à l'armée israélienne, qu'elle passe par des universités, des instituts de recherche ou des entreprises,
- Le retrait des marines de guerre de la mer Méditerranée, de la mer Rouge et de l'Océan indien, la fermeture de toutes les bases impérialistes (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine) en Asie de l'Ouest et en Afrique de l'Est,
- Partout, le boycott prolétarien des livraisons d'armes.



Cahier révolution communiste n° 4, n° 33

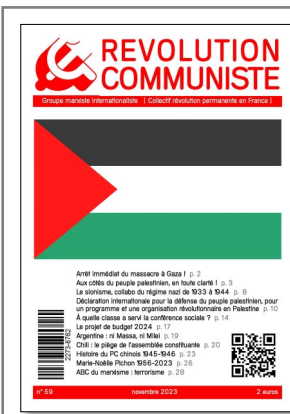
Nous communistes appelons les syndicats, les partis et les organisations de la classe ouvrière à organiser des actions communes contre le soutien au sionisme, manifestations de masse, motions dans les entreprises et les universités, grèves contre les livraisons d'armes, blocages dans les ports...

### Pour une Palestine unie et socialiste

La solution à deux États ne fait que légitimer la colonisation depuis 150 ans, l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948, la persécution des Palestiniens dans les bantoustans créés par les accords d'Oslo de 1993. La bourgeoisie sioniste n'a qu'un objectif : expulser tous les Palestiniens, liquider ceux qui résistent.

La lutte contre le sionisme est indissociable de la lutte contre l'impérialisme. Une véritable libération ne peut naître que du combat conjoint de la classe ouvrière arabe, juive, turque, perse, kurde contre leur propre bourgeoisie, pour instaurer la paix dans une Palestine unie, démocratique, laïque, multiethnique, plurilingue et jeter les bases de la fédération socialiste du Proche-Orient, où le peuple palestinien pourra réaliser son droit au retour et à l'autodétermination, et où les travailleuses et travailleurs juifs vivront aux côtés des masses arabes en allant vers le communisme, une société sans classes.

28 septembre 2025



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale : ARTP / AGECA service BP 177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville.....

Pays.....

Adresse électronique .....@.....



## GMI/FRANCE

### SHOAH, GAULLISME ET SIONISME

27 JANVIER

L'extermination de 6 millions de Juifs d'Europe (sur 9,5) n'est pas un évènement inexplicable, mais l'expression de la barbarie que porte en lui le capitalisme, à laquelle la bourgeoisie recourt sans vergogne quand elle se sent menacée. Les cibles étaient, outre les adversaires politiques du nazisme, les handicapés, les homosexuels, les Tziganes et les Juifs. Le niveau de répression et de barbarie montre que les libéraux et les réformistes ont tort de travestir Orban, Modi, Poutine, Trump, Meloni, etc. en fascistes.

Le fascisme allemand avait exacerbé des tendances déjà présentes au sein de la société bourgeoise.

*Le capitalisme en déclin a opéré un brusque tournant vers un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect.* (Lev Trotsky, « Entrevue au journal Der Weg », 18 janvier 1937, *Oeuvres*, t. 12, p. 111)

Avec l'annexion de l'Autriche, la conquête de la Pologne, la victoire sur la France, l'invasion de l'URSS, l'occupation de la Hongrie, les Juifs d'Europe, sauf les plus célèbres et les plus riches, se retrouvèrent à la merci des fascistes. En janvier 1942, devant les premières difficultés militaires de l'impérialisme allemand, Hitler décida la « solution finale », l'extermination des Juifs de toute l'Europe.

L'État américain refusa d'ouvrir ses frontières aux réfugiés, malgré la campagne de la section américaine de la 4<sup>e</sup> Internationale, le SWP. La République française avait à partir de 1937 interné dans des camps les militants ouvriers d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne. Elle les livra aux bourreaux nazis, avec presque tous les Juifs réfugiés en France et 28 % des Juifs de nationalité française.

Après-guerre, secondé par le PS-SFIO et le PCF, le général de Gaulle entreprit de désarmer les travailleurs, de stabiliser l'État bourgeois, de reconstruire le capitalisme français. Dans ce cadre, bien des hauts fonctionnaires de Vichy, dont François Mitterrand, poursuivirent une brillante carrière dans la 4<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> Républiques. Un cas bien connu est celui de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde de 1942 à 1944, qui avait organisé dix convois de Juifs à destination de Birkenau-Auschwitz. On le retrouve quelques années plus tard nommé en 1958

préfet de police de Paris par de Gaulle. Sous leurs ordres, le 17 octobre 1961, 7 000 policiers de la République arrêtèrent plus de 10 000 travailleurs arabes et kabyles, les parquèrent dans des stades et en assassinèrent au moins plusieurs dizaines. Le haut fonctionnaire René Bousquet, à la tête de la police française de 1942 à 1943, organisa la majeure partie des déportations de Juifs français, dont la rafle du Vélodrome d'Hiver, incluant les enfants que Berlin ne réclamait pas, ainsi que les Juifs réfugiés en France. Bousquet fut intégré à la direction de la Banque d'Indochine. En 1958, il fut candidat à la députation dans la Marne, sous l'étiquette UDSR, un parti bourgeois colonialiste et anticommuniste dirigé par Mitterrand. Bousquet était un de ses intimes.

L'ignominie fasciste a servi, après-guerre, aux sionistes de justification à leur projet bien antérieur d'édification d'un État juif en Palestine. Malgré tout, les survivants de l'Holocauste choisirent à 60 % de rester en Europe ou d'émigrer ailleurs qu'en Israël, principalement aux États-Unis (*The Economist*, 25 janvier 2020).

La construction d'un État basé sur l'ethnie et la religion, approuvée par l'ONU en 1947, a forcément un caractère réactionnaire. Israël a été fondé en 1948 par le terrorisme, par l'assassinat des Arabes de Palestine, la destruction de villages entiers, l'épuration ethnique par la terre, avec le soutien de tous les partisans de l'ordre mondial dont l'impérialisme français. En 1956, quand le colonel Nasser nationalisa le canal de Suez, Israël s'allia aux anciens colonisateurs britannique et français pour envahir l'Égypte, opération qui fut bloquée par l'impérialisme américain. Les années suivantes, l'État français aida Israël à se doter de l'arme atomique, ce qu'il veut interdire aujourd'hui à l'Iran. Dans les années 1970, Israël s'entendait fort bien avec le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Pourtant, le PS, le PCF, LFI, LO se plient à « la solution » de la bourgeoisie française « de deux États » et reconnaissent la légitimité d'Israël.

27 janvier 2025



## GMI/FRANCE D'OU VIENT L'ICR ? 28 MARS

### Le grantisme, une variante du révisionisme qui ravage la 4<sup>e</sup> Internationale en 1949-1953

En 1949, le secrétariat de la 4<sup>e</sup> Internationale (Pablo, Frank, Mandel) commence à se rallier à Mao en Chine et à Tito en Yougoslavie. Au congrès de 1951, Pablo prédit une guerre mondiale à court terme qui poussera irrésistiblement la bureaucratie de l'URSS, des partis ouvriers réformistes et des partis nationalistes petits-bourgeois vers la révolution. Le « trotskysme » se mue en groupe de pression pour parachever cette évolution et conseiller les directions. Le SI préconise donc un « entrisme sui generis », c'est-à-dire prolongé, tant dans les partis ouvriers traditionnels que dans les mouvements nationalistes bourgeois d'Amérique latine.

Au sein de la 4<sup>e</sup> Internationale, il y a résistance contre l'adaptation au stalinisme, d'abord en 1951 dans les sections française (PCI) et suisse (MAS), puis en 1953 dans les sections américaine (SWP) et britannique (Club). La 4<sup>e</sup> Internationale vole en éclats en 1952-1953. Les « orthodoxes » constituent en 1953 le CIQI. En Grande-Bretagne, on trouve alors 3 groupes « trotskystes » qui font tous de l'entrisme au sein du Parti travailliste : le Club de Gerry Healy (section du CIQI), la RSL de Ted Grant et le SRG de Tony Cliff (qui a refusé de soutenir la Chine face aux États-Unis lors de la guerre de Corée).

La QI révisionniste se retrouve sans représentation dans un des principaux pays européens. Pablo se tourne vers la RSL de Grant, tout en stimulant un groupe plus petit mais plus docile, l'International Group (IG) de Purdie. En 1956, la RSL (Grant, Bornstein) devient la « section de la 4<sup>e</sup> Internationale » (SI pabliste). Il n'y a aucune divergence stratégique. Grant converge avec Pablo (qui deviendra même conseiller du gouvernement bourgeois algérien) pour attribuer à des gouvernements nationalistes d'anciennes colonies ou semi-colonies (Mozambique, Birmanie, Irak, Syrie, Angola, Bénin...) la capacité d'aller vers le socialisme parce qu'il leur arrive de nationaliser des secteurs de l'économie et de parler de « socialisme » pour duper les masses. Grant baptise cette illusion « bonapartisme prolétarien ». En 1958, la direction du Parti travailliste (LP) lance une offensive contre la

SLL (ex-Club). En 1964, elle expulse son organisation jeune, les Young Socialists que dirige la SLL. La bureaucratie lance une nouvelle organisation de jeunesse, les LPYS, dans lesquels elle tolère les IS (ex-SRG) de Cliff et Kidron et la RSL de Grant qui lance le journal *Militant*.

En 1959, la révolution cubaine commence. L'adaptation commune au castrisme permet au SWP américain (Hansen), au SLATO d'Amérique latine (Moreno) et à la majorité du SI (Mandel, Maitan) sans Pablo de scissionner le CIQI et de se retrouver dans le SUQI en 1963 (telle est l'origine des actuels NPA-AC et RP). En 1965, le SUQI décide que l'IG (futur IMG) sera la section britannique et que la RSL deviendra une organisation sympathisante.

Alors, Grant quitte le SUQI sans combat programmatique (et pour cause !) et fonde son propre courant international qui prendra en 1974 le nom de Committee for a Workers International (Comité pour l'internationale ouvrière, CWI-CIO, animé par Roger Silverman, Alan Woods, Rob Sewell...).

### Les caractéristiques du grantisme

Sur le plan de l'organisation, le grantisme ressemble au hardysme français. Sur le plan politique, il s'apparente au lambertisme français.

#### 1/ Un fonctionnement antidémocratique

En France, personne ne parle d'UC, mais tout le monde a entendu parler de LO. Dans les années 1960-1980, tout le monde en Grande-Bretagne connaissait *Militant*, personne la RSL qui n'apparaissait jamais.

Comme VO-LO de France, *Militant* présente de forts traits de secte. À cause des statuts et de l'attitude de la direction réformiste, l'entrisme de la RSL est forcément clandestin. Cela facilite un fonctionnement secret, de cercles d'initiation successifs où la sympathisante ou le sympathisant qui apprend à obéir, pas à prendre des initiatives, pense qu'elle ou il a rejoint une élite. L'activisme décervelant est forcé.

*Les sympathisants doivent être séchés au vent, ensevelis dans la neige, cuits sur le grill, puis séchés au vent et ensevelis dans la neige de nouveau, et alors, seulement, nous pouvons les accepter.* (Peter Taaffe, cité dans Michael Crick, *Militant*, 2016, p. 178)

Pas de débat de fraction ou de tendance qui concerne la base. En 1981, le CC de la RSL est composé uniquement de permanents (un phénomène inédit dans l'IC et la QI).

Le courant Militant du LP et le CWI-CIO se nomment alors « marxistes », jamais communistes, une appellation pas très populaire dans le Parti travailliste. C'est un bien curieux marxisme, peu dialectique, qui ne comprend pas que le capitalisme obéit à des cycles, qui néglige l'oppression nationale, qui prétend transformer l'État bourgeois, etc.

Certes, comme chez LO et son clone NPA-R, l'autorité de la direction (Grant, Taaffe) est renforcée de la lecture de certains classiques du marxisme. Mais Marx, Engels, Lénine et Trotsky, comme dans la tradition hardyste (VO-LO), ne sont guère appliqués dans l'orientation réelle de Militant.

## 2/ L'entrisme de longue durée

Son entrisme est très différent de celui pratiqué par la 4<sup>e</sup> Internationale dans les années 1930 en Belgique, en France, aux États-Unis, qui était de court terme, s'appuyait sur un tournant du parti réformiste, misait sur une aile gauche qui cherchait la voie de la révolution.

L'activité de la RSL au sein du Parti travailliste repose sur les mêmes prémisses que celles des pablistes dans les partis staliniens et des lambertistes dans les partis socialistes du continent.

*Toute l'histoire montre que, aux premières étapes de la vague révolutionnaire, les masses se tournent vers les organisations de masse pour essayer de trouver une solution à leurs problèmes, surtout la jeune génération. (Ted Grant, Problems of Entrism, mars 1959)*

La RSL table sur des hypothèses, pas forcément absurdes, mais transformées en lois fatales, en pronostics certains :

- le capitalisme est dans une crise qui ne fait que s'approfondir,
- les masses en lutte se tournent forcément vers leurs partis politiques traditionnels (le LP réformiste en Grande-Bretagne, l'ANC bourgeoise en Afrique du Sud, etc.)
- l'aile droite du Parti travailliste est définitivement morte, les organisations traditionnelles sont irrésistiblement et irréversiblement poussées à gauche.

L'entrisme prolongé de Militant est dès lors justifié : il faut tout faire pour s'inscrire dans ce processus inéluctable, rester à tout prix dans le parti de masse ; l'organisation des « marxistes », ainsi, ne peut que grossir.

Les résultats semblent lui donner raison. À la fin des années 1970, Militant contrôle les LPYS, la mairie de Liverpool et ont 3 députés.

Les opportunistes oublient la dialectique, négligent que, parfois, la bourgeoisie reprend la main, que, parfois, les luttes de masse débordent les vieux partis, que ces partis servent, toujours, de tampon contre une poussée révolutionnaire. En fait, c'est tourner le dos à la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

## 3/ La capitulation devant son propre impérialisme

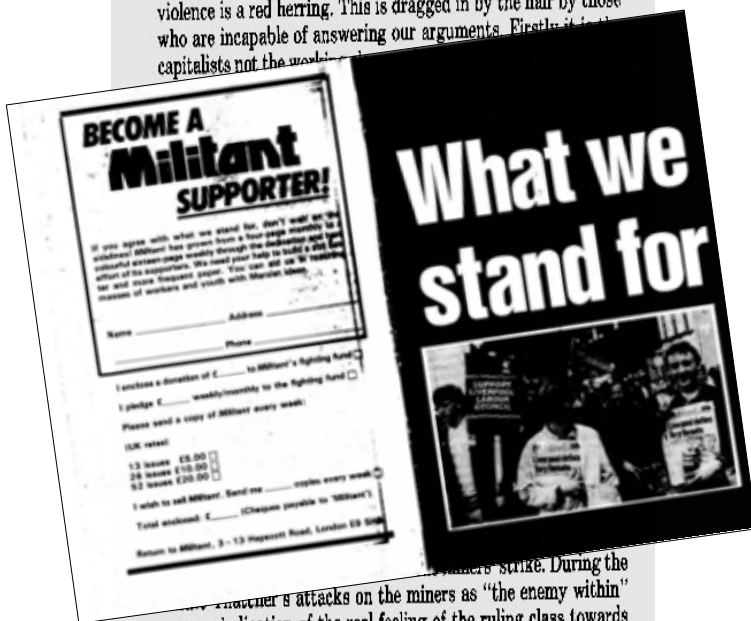
Cette adaptation au Parti travailliste les amène à un opportunisme prononcé.

- En 1972, Militant, au nom de l'unité des travailleurs protestants et catholiques d'Irlande du Nord, refuse d'appeler au retrait des troupes anglaises d'Irlande.
- En 1982, lors de la guerre des Malouines, Militant explique que l'Argentine est une dictature militaire, ce qui est vrai, pour justifier là encore ne pas faire campagne contre l'armée britannique.

*Un gouvernement travailliste ne pourrait pas abandonner les habitants [britanniques] des Malouines et les laisser aux mains de Galtieri [le général à la tête alors de l'Argentine]. Mais il poursuivrait la*

### Peaceful transformation

The cry that *Militant* would establish a socialist Britain by violence is a red herring. This is dragged in by the hair by those who are incapable of answering our arguments. Firstly it is the capitalists not the workers who are the enemy.



Miners strike. During the... another's attacks on the miners as "the enemy within" was an indication of the real feeling of the ruling class towards the labour movement.

However, all the scheming and conspiracies of the capitalists can come to nothing on the basis of a bold socialist policy backed by mass mobilisation of the labour movement. An entirely peaceful transformation of society is possible in Britain, but only on condition that the full power of the labour movement is boldly used to effect this change.

*guerre sur une ligne socialiste. (Militant International Review, juin 1982)*

Mais la tâche d'une organisation ouvrière révolutionnaire en Grande-Bretagne était justement d'appeler au retrait des troupes et à la défaite de l'armée britannique, car c'est un État impérialiste qui maintient par la force un territoire d'un pays dominé.

4/ La révision de la conception communiste de l'État  
L'abandon de la théorie marxiste sur l'État se révèle sous deux angles :

- Pour les pays dominés, le « bonapartisme prolétarien » qui fonderait des États ouvriers parce qu'un chef suprême (généralement issu de la nouvelle armée bourgeoise) mise sur l'État pour développer le capitalisme national.

L'adjoint de de Grant, Woods, devient au début du 20<sup>e</sup> siècle conseiller du colonel Chavez, à la tête du Venezuela resté capitaliste, comme Pablo était devenu conseiller du président Ben Bella en Algérie en 1962.

- Au Royaume-Uni, l'adoption de la conception réformiste selon laquelle une transition pacifique au socialisme est possible si le gouvernement du Parti travailliste nationalise suffisamment et s'appuie sur les masses,  
*C'est ne pas être un socialiste que d'espérer la réalisation du socialisme en dehors de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. (Vladimir Lénine, À propos du mot d'ordre de désarmement, octobre 1916)*

Ce n'est pas le Parti travailliste qui devient révolutionnaire sous l'influence des « marxistes », mais la RSL qui devient réformiste au fil des ans, Militant n'avance jamais les conseils de travailleurs et son programme d'action prétend même que la Grande-Bretagne de la fin du 20<sup>e</sup> siècle peut passer pacifiquement au socialisme.

*Une transformation entièrement pacifique de la société est possible en Grande-Bretagne. (Militant, What we stand for, 1981, p. 25)*

Par conséquent, les flics seraient des travailleurs comme les autres. La « tendance marxiste » (sic) rejoint la bureaucratie syndicale pour les syndiquer.

Par conséquent, le courant Militant se garde de participer aux mobilisations de front unique ouvrier contre le BNP fasciste puisque le Parti travailliste condamne toute violence et s'en remet à la police et à la justice bourgeoises.

## L'expulsion du Parti travailliste et l'explosion du grantisme

Même si Militant fournit des militants infatigables aux campagnes électorales de tous les candidats réformistes, la bureaucratie du Parti travailliste trouve

qu'il se développe trop (4 300 militants à son zénith en 1982), d'autant qu'elle ne peut plus fournir de miettes à la classe ouvrière.

Confronté au dénigrement anticommuniste et aux exclusions menés par la bureaucratie réformiste, Militant ne combat pas frontalement, ne défend pas le programme communiste, essaie de ruser, saisit la justice bourgeoise. La direction travailliste dissout les LPYS (10 000 membres, dont très peu restent avec Militant) et fonde une nouvelle organisation de jeunesse. Tous les membres identifiés (grâce aux bureaucrates locaux mais aussi aux services secrets et à la presse bourgeoise) sont peu à peu exclus entre 1982 et 1991.

L'expulsion provoque en 1991 une scission entre les partisans minoritaires de la poursuite de l'entrisme à tout prix, menés par Grant et Alan Woods, et la majorité qui proclame l'organisation indépendante Militant Labour dirigée par Peter Tafée.

La majorité (Sheridan, Taaffe, Sell...) garde l'organisation internationale CWI/CIO et fonde un « Parti socialiste » en Ecosse (SSP) et un autre dans le reste du Royaume-Uni (SPEW ou SP) qui publie *The Socialist*. Le CWI/CIO scissionnera en quatre ou cinq tronçons à partir de 2019.

La minorité exclue de Militant (Grant, Woods...) lance en 1992 le journal *Socialist Appeal* et une nouvelle franchise internationale, l'International Marxist Tendency (Tendance marxiste internationale, IMT/TMI).

En 2024, SA change son étiquette pour RCP et l'IMT se renomme Revolutionary Communist International (Internationale communiste révolutionnaire, RCI/ICR) dont toutes les sections se rebaptisent actuellement « Parti communiste révolutionnaire » quand le nom n'est pas déjà pris. Une telle mutation, si on prend au sérieux le communisme révolutionnaire, impose un bilan sérieux des décennies antérieures. On l'attend encore...

28 mars 2025



ALAN WOODS, FONDATEUR DU RCP DE GRANDE-BRETAGNE ET CHEF DE L'ICR, TRINQUE AVEC LE COLONEL CHAVEZ À CARACAS EN 2005

## GMI/FRANCE

# LA FONDATION DU PCR

### 28 MARS



Le Parti communiste révolutionnaire (PCR) a tenu son congrès fondateur en novembre 2024 avec « plus de 160 militants de la région parisienne, Toulouse, Marseille, Aix-en-Provence, Montpellier, Grenoble, Reims, Gap, Lyon, Rennes, Morlaix, Brest, Nantes, Lille, Bourges, Dax, Cherbourg et du Val d'Ajol ».

Comment justifier la création du PCR à côté des grands partis issus historiquement de la classe ouvrière mais qui prétendent changer le monde par des élections et des référendums ? Pourquoi ajouter le PCR à une multitude d'organisations qui se réclament aussi du « communisme révolutionnaire » mais capitulent souvent devant le front populaire, toujours devant les bureaucraties syndicales ?

#### De la « tendance marxiste » aux « partis communistes révolutionnaires »

C'est l'application en France d'un tournant décidé en Grande-Bretagne par un courant qui a appartenu au Parti travailliste (LP) pendant 70 ans. Militant, c'est son nom dans les années 1960-1970, renie l'étiquette du communisme révolutionnaire pour ne pas choquer les préjugés réformistes anglais. Militant et sa projection internationale (CIO/CWI) formée en 1973 se désignent comme « tendance marxiste ».

Le fonctionnement, peu démocratique, s'apparente à celui d'une secte. La ligne est imprégnée de réformisme. Militant explique que le socialisme sera instauré pacifiquement par un gouvernement du LP nationalisant les plus grandes entreprises. En 1970-1973, Militant veut pousser le front populaire du Chili (UP, une coalition du PS et du PCC avec des débris de la bourgeoisie tentant de s'appuyer sur le général Pinochet) à « prendre le contrôle de l'économie ».

Face à son propre État bourgeois, Militant refuse de se prononcer contre l'envoi de l'armée impérialiste en Irlande en 1971 et aux îles Malouines en 1982. En 1973-1974, Militant est absent du front unique ouvrier qui mobilise dans les syndicats et les quartiers populaires contre le BNF fasciste. En 1983, la bureaucratie travailliste expulse la direction de la tendance. En 1984-1985, Militant est tellement occupé à garder la mairie de Liverpool par tous les moyens qu'il néglige la grève des mineurs et ne combat pas la trahison du Parti travailliste, de la direction confédérale du TUC et de la direction syndicale de la NUM.

En 1992, Militant explose. La majorité garde le CIO/CWI et proclame un « Parti socialiste » en Ecosse (SSP) dirigé par Sheridan et un autre « Parti socialiste » en Angleterre et au Pays de Galles (SP) dirigé par Taaffe. La minorité menée par Ted Grant et Alan Woods reste dans le Parti travailliste et constitue sa propre internationale (TMI/IMT).

Comme LO en France, le SP et SA expriment à plusieurs reprises leur conviction, totalement réformiste, que les policiers sont des travailleurs capables comme les autres « d'élever leur conscience de classe » et qu'il faut leur ouvrir la porte des syndicats.

*Le mouvement ouvrier doit se réjouir de l'élévation de la conscience de classe et des campagnes pour les droits syndicaux au sein des policiers qui peuvent les rapprocher de la classe ouvrière... Surtout, incorporer les policiers de base au mouvement ouvrier affaiblit la capacité de l'État bourgeois à réprimer.* (Richard Baywood, SA, 14 août 2013)

Le mot d'ordre du communisme révolutionnaire est clairement différent.

*Ne pas laisser rétablir la police ! Créer une milice véritablement populaire embrassant le peuple tout entier et dirigée par le prolétariat ! Telle est la tâche pressante, tel est le mot d'ordre de l'heure, qui répond pareillement aux intérêts bien compris de la lutte de classe ultérieure, du mouvement révolutionnaire ultérieur, et à l'instinct démocratique de tout ouvrier, de tout paysan, de tout travailleur et de tout exploité, lequel ne peut pas ne pas haïr la police, ses gardes, ses sous-officiers, tous ces hommes armés qui, sous le commandement des gros propriétaires et des capitalistes, exercent le pouvoir sur le peuple.* (Vladimir Lénine, 11 mars 1917, Œuvres t. 23, p. 356)

*Licenciement de la police !* (Ligue communiste, Programme d'action, juin 1934)

La Tendance marxiste internationale se donne pour but de conseiller et de pousser en avant des partis ouvriers bourgeois (Die Linke en Allemagne, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, BE au Portugal...) et des formations politiques bourgeoises (PPP au Pakistan, PSUV au Venezuela).

*Le grand mérite de la révolution bolivarienne est d'avoir montré aux peuples d'Amérique latine que les masses peuvent changer le cours des choses par de puissantes mobilisations venues des profondeurs de la so-*

*ciété. Les travailleurs ont montré qu'ils peuvent prendre le contrôle des usines et les administrer eux-mêmes, sous contrôle ouvrier.* (Alan Woods, 8 février 2010, site *La Riposte*)

Ainsi, en France, le groupe TMI milite longtemps au sein du PCF (sous le nom de La Riposte) puis dans le mouvement de l'ancien ministre Mélenchon (sous le nom de Révolution). LFI, chauvine et dépourvue de démocratie interne, est présentée comme allant dans la bonne direction. Son programme serait seulement insuffisant. Il aurait donc besoin d'être « complété » par la « tendance marxiste » de LFI.

*Le programme officiel de la FI, « L'Avenir en commun », contient une longue série de mesures économiques et sociales très progressistes. Leur mise en oeuvre se traduirait par une très nette amélioration du niveau de vie de l'écrasante majorité de la population. Mais pas de toute la population : la petite minorité de gros capitalistes qui contrôlent l'économie y perdrait quelque chose... Il faut compléter le programme de la FI avec des mesures qui s'attaquent de façon décisive à la grande propriété capitaliste.* (Révolution n° 18, septembre 2018)

Soudain, en 2024, SA/Grande-Bretagne se convertit au mot « communisme » quand sa direction perd tout espoir dans Corbyn et découvre, à sa grande surprise, que toute une couche de la jeunesse britannique n'a pas peur de ce terme. SA s'attribue même le nom de la section britannique de feu la 4<sup>e</sup> Internationale (RCP, 1944-1949) qui avait incontestablement un programme révolutionnaire. À l'échelle internationale, la TMI/IMT change la marque pour ICR/RCI.

## Le mouvement ouvrier, soluble dans « la gauche » ?

Le PCR a le mérite de présenter dès son apparition un programme, contrairement au NPA-R qui a vécu deux ans sans congrès et sans programme. Le nouveau « parti » se positionne par rapport à « la gauche réformiste » dont une seule composante est citée (LFI).

*Les programmes officiels des organisations réformistes, comme celui de la FI, consistent en un ensemble de mesures très détaillées, pour la plupart progressistes, mais inapplicables faute d'être liées à l'objectif de rompre avec le capitalisme. Il s'agit de programmes électoraux... Les dirigeants de la gauche réformiste cèdent aux pressions de la classe dirigeante.* (PCR, Programme, 2024)

S'il y a une « gauche réformiste », c'est qu'il y a une « gauche révolutionnaire ». C'est d'ailleurs le nom choisi en France par les représentants d'une autre branche du grantisme (la GR, affiliée au CIO/CWI). Or, l'appellation « gauche révolutionnaire » renvoie non au communisme révolutionnaire mais au réformisme : la GR était le nom d'une tendance du PS-SFIO fondée en 1935 par Pivert, franc-maçon et membre en 1936 du gouvernement bourgeois de Front populaire. En fait,

les termes mystificateurs « la gauche » et « la droite » proviennent du réformisme et non du communisme révolutionnaire.

*Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telle ou telle classe.* (Vladimir Lénine, 22 mars 1913, t. 19, p. 18)

*Les dénominations politiques sont à remplacer par des dénominations de classe.* (Vladimir Lénine, 20 juillet 1917, t. 25, p. 184)

Le programme ne dit pas un mot sur des organisations de la même taille que le PCR, voire nettement plus grosse (LO, RP, NPA-R, NPA-AC, PT, POI...), comme si elles n'existaient pas. Pourtant, plusieurs se réclament depuis plus longtemps du communisme révolutionnaire et, dans la vraie vie, toute militante ou militant du PCR les rencontre. En outre, il existe un groupe communiste révolutionnaire qui a en 2017 adopté un programme d'action pour la France qui ne souffre pas des manques et des confusions du programme du PCR, le Groupe marxiste internationaliste.

## Le réformisme, un programme insuffisant ou des agents de la bourgeoisie ?

Les « mesures progressistes » promises par « la gauche réformiste » qui ont toujours fasciné les grantistes ne servent qu'à motiver les militants de base et à attraper des voix.

*Flatteries, mensonges, escroqueries, jongleries, promesse de toutes sortes de réformes et de bienfaits pour que les ouvriers renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie.* (Vladimir Lénine, octobre 1916, Œuvres t. 23, p. 129)

*Les réformistes n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.* (Internationale communiste, juin 1921, Quatre premiers congrès de l'IC, p. 99)

En outre, le « programme affiché » de LFI ne contient pas que des « mesures progressistes ». Avant même que les partis sociaux-impérialistes accèdent au gouvernement, des mesures réactionnaires de leur propagande électorale annoncent leur servilité envers la classe dominante : maintien de subventions aux patrons et aux établissements de l'Église catholique, besoin pour « la France » d'une politique migratoire, mesures protectionnistes, des moyens pour l'armée, renforcement de la police, maintien de la Kanaky dans l'État français, confiance dans l'ONU, deux États en Palestine....

Ce qui manque dans le programme du PCR (et qui l'essentiel pour des communistes révolutionnaires) est que les partis et les directions syndicales qui se disent réformistes trahissent la classe ouvrière. Depuis 1914, pour le travaillisme, la social-démocratie (et les appareils syndi-

caux comme la CGT) ; depuis 1934, pour le stalinisme déguisé en national-communisme. Or, les deux citations de Lénine sur le réformisme qui figurent dans le programme du PCR datent justement *d'avant* 1914.

Contrairement à la tradition communiste révolutionnaire (Gauche du mouvement de Zimmerwald 1915-1916, Internationale communiste 1919-1923, Opposition de gauche de l'IC 1929-1933, 4<sup>e</sup> Internationale 1933-1940), les chapelles grantistes de toutes les obédiences (CWI, ICR, ISA...) ne disent pas que les bureaucraties syndicales et les partis « réformistes » mentent aux travailleuses et aux travailleurs. Ils ne disent jamais que leur véritable programme est la défense acharnée de leur capitalisme, de leur bourgeoisie, de leur État bourgeois.

*Ouvrir les yeux à tous les travailleurs sur l'œuvre de trahison des sociaux-chauvins, voilà une des tâches les plus importantes de la révolution prolétarienne internationale.* (Internationale communiste, mars 1919, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 14-15)

*La victoire de la révolution espagnole aurait pu ouvrir une ère de renversements révolutionnaires dans toute l'Europe et empêcher ainsi la guerre actuelle. Mais cette héroïque révolution, qui contenait en elle toutes les possibilités de vaincre, a été étouffée avec la coopération active des anarchistes... La bourgeoisie s'est convaincue qu'avec de tels dirigeants ouvriers à sa disposition, elle pouvait faire ce qu'elle voulait, y compris un nouveau massacre des peuples.* (4<sup>e</sup> Internationale, mai 1940, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, p. 23-24)

Le programme du PCR n'explique jamais les racines de l'opportunisme contemporain.

*Les institutions politiques du capitalisme moderne (la presse, le parlement, les syndicats, etc.) ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de solides journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obéissance bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste.* (Vladimir Lénine, octobre 1916, *Œuvres* t. 23, p. 130)

*Bien que la classe ouvrière, par sa structure sociale, soit à coup sûr la moins hétérogène de toutes les classes de la société capitaliste, l'existence d'une couche sociale comme l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière qui s'y rattache aboutit à la formation de partis réformistes qui deviennent fatalement une des armes de la domination bourgeoise.* (Lev Trotsky, 16 avril 1936, *Œuvres* t. 9, p. 194)

## Des lunettes roses pour voir le monde ?

Si les formations politiques réformistes et les directions syndicales sont simplement insuffisantes, les grantistes peuvent s'en remettre à un mouvement objectif, qui semble inéluctable.

*La lutte des classes réelle consiste essentiellement – à ce stade – en luttes pour obtenir des « réformes » (au sens large : augmentations des salaires, etc.) et plus encore pour repousser des attaques de la bourgeoisie (contre-réformes, coupes budgétaires, licenciements, etc.). C'est à travers cette expérience quotidienne que la masse des travailleurs s'organise, murit, élève son niveau de conscience et, finalement, tire la conclusion que la lutte pour des réformes ne suffit pas, qu'il faut un changement radical : une révolution.* (PCR, *Programme*, 2024)

Cette pensée mécanique, cet optimisme à bon marché n'envisage pas qu'il puisse y avoir des retournements défavorables, des coups réactionnaires, des défaites de la classe ouvrière. La myopie est patente quant à la victoire électorale de Trump ou au génocide en cours des Palestiniens.

*Dans tout le Proche-Orient, le cours des événements peut facilement déboucher dans des explosions révolutionnaires dans un pays après l'autre, renversant un régime arabe pourri après l'autre... Trump sera probablement porté au pouvoir à la prochaine élection... Les masses doivent passer par cette expérience pour démasquer cette démagogie pour ce qu'elle est, de la démagogie. Et cela préparera le terrain pour une nouvelle radicalisation et une renaissance de la lutte des classes, qui commence déjà aux Etats-Unis.* (Alan Woods *on world perspectives: crisis, class struggle and the tasks of the communists*, 9 février 2024)

Le principal dirigeant de l'ICR présente sans rire l'élection de Trump comme un « coup dans les dents de l'élite », alors qu'il n'y a jamais eu autant de capitalistes dans un gouvernement américain.

*Une fois que les masses auront pleinement exploré le potentiel du trumpisme et réalisé ses limites, elles se tourneront dans une autre direction. La voie sera préparée pour un mouvement massif du pendule vers la gauche. Un nouveau chapitre turbulent de l'histoire américaine est sur le point de s'écrire.* (Alan Woods, *Trump victory: a kick in the teeth for the establishment*, 7 novembre 2024)

La chute des régimes arabes les uns après les autres, le regain immédiat de la lutte des classes aux EU sont des hypothèses, pas des certitudes. Que ces pronostics se réalisent dépend aussi de la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire. Et la plupart des prédictions de ce type faites auparavant, avec autant d'assurance, par les gourous Pablo, Moreno, Lambert, Hardy, Cliff, Grant... pour faire courir leurs militants se sont révélées complètement fausses.

Selon le fondateur de l'ICR, la guerre qui ravage l'Ukraine depuis 2022 n'est pas un signe de l'inévitable catastrophe vers laquelle le système impérialiste mondial conduit l'humanité si le prolétariat ne le renverse pas. La guerre en Europe n'est pas un avertissement à la classe ouvrière mondiale. Il s'agirait d'un simple accident qui aurait pu être « aisément évité ».

*Les Américains ont délibérément poussé l'Ukraine dans un conflit absurde avec la Russie, qui aurait pu aisément être évité. (Alan Woods on world perspectives: crisis, class struggle and the tasks of the communists, 9 février 2024)*

En Ukraine, il n'y a pas une guerre entre les États-Unis et la Russie, ce qui justifierait le défaitisme dans les deux camps. Il y a invasion par une puissance impérialiste d'une ancienne colonie pour l'annihiler, la recoloniser.

Le prolétariat n'a pas besoin de consolations, ni d'illusions pacifistes.

*Il faut dire aux masses l'amère vérité, clairement, sans ambage. (Vladimir Lénine, 5 mai 1918, Œuvres t. 27, p. 345)*

*La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers. (Lev Trotsky, 5 août 1939, Le Mouvement communiste en France, p. 341)*

La question brûlante, aux États-Unis, en Ukraine et en Palestine est : assez de barbarie ! Il y a urgence à affronter les anciennes directions du mouvement ouvrier et des directions bourgeoises du mouvement national des peuples opprimés, à « saper leur pouvoir », à les supplanter.

## Un plan d'action sans grève générale

Par exemple, en France, la défaite en 2023 du mouvement de défense des retraites démoralise la classe ouvrière et facilite la montée du parti fascisant (RN). Or, le PCR est incapable d'en tirer réellement le bilan. Sa ligne ne se distingue en rien du marais centriste qui aide en pratique les agents de la bourgeoisie tout en bavardant sur la révolution :

- Aucune mention de la grève générale qui, seule, pouvait vaincre et qui pose, elle, la question de qui dirige la société, porte en germe la possibilité d'une révolution ;
- Approbation à deux reprises des « grèves reconductibles » qui complétaient le dispositif des « journées d'action » ;
- Silence sur la participation des bureaucrates syndicaux à la mise au point de la contreréforme avec

Macron et Borne tout au long de 2022 et au Conseil d'orientation des retraites (ils y sont toujours) ;

- Mutisme sur les manœuvres du NFP qui ont complété le dispositif de l'Intersyndicale et désorienté le prolétariat : confiance dans le Conseil constitutionnel, votes avec LIOT et RN...

*Il faut que les syndicats deviennent des instruments de lutte et non de compromissions avec le patronat et l'État bourgeois français. Nous n'imposerons les mesures comme l'échelle mobile des heures de travail qu'en préparant une nouvelle offensive contre le patronat, par la grève et l'occupation en masse des usines, chantiers, bureaux... (Parti ouvrier internationaliste, avril 1937, Que veut le POI ?, p. 16)*

## Un internationalisme inconséquent

Le programme du PCR ne défend pas l'ouverture des frontières de son État impérialiste aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants étrangers. Le programme ne relie pas la politique contre les immigrés au militarisme et au protectionnisme. Il ne réclame pas la fermeture des centres de rétention et, comme le caudillo de LFI, il se contente d'un « accueil digne des migrants ».

Concernant « l'outre-mer », il reste ambigu.

*Dans les TOM-DOM, partout où la question se pose, nous défendons le droit à l'autodétermination pour les peuples occupés et opprimés par l'impérialisme français – notamment pour le peuple kanak, sur lequel les « forces de l'ordre » françaises et des milices locales tirent à balles réelles. (PCR, Programme, 2024)*

Il serait plus correct de dire que :

- Dans tous les confettis qui restent de l'empire colonial français, les communistes sont pour le droit à l'autodétermination.
- Plus précisément, en Nouvelle-Calédonie, le « peuple kanak » a tranché : donc, indépendance de la Kanaky !

Le programme du PCR n'a rien à dire sur l'Union européenne, dont l'État bourgeois français est un des piliers. À la servilité du PS envers l'UE capitaliste, au repli réactionnaire vers les frontières françaises du PCF et de LFI, à l'OTAN et à l'invasion de l'Ukraine, les communistes révolutionnaires opposent les États-Unis socialistes d'Europe.

*États-Unis soviétiques d'Europe, voici le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe. (Lev Trotsky, 26 septembre 1930, Contre le fascisme, p. 129)*

*Contre la guerre, pour les États-Unis socialistes d'Europe ! (Ligue communiste/France, Programme d'action, juin 1934)*

*Pour le renversement du capitalisme et les États-Unis socialistes d'Europe. (RCP/Grande-Bretagne, Revolutionary Communist Program, septembre 1945)*

## Passage pacifique au socialisme ou destruction de l'État bourgeois ?

Pour établir le pouvoir des travailleurs, la « dictature du prolétariat » (une expression que les anciens de LFI furent alors que le programme de 1938 la revendiqua à plusieurs reprises), il faudra une insurrection. La bourgeoisie a plus d'une fois, dans l'histoire, recouru à l'insurrection contre les anciennes classes dominantes. C'est le droit et le devoir de la classe ouvrière d'y procéder à son tour pour renverser la bourgeoisie, empêcher une nouvelle guerre mondiale, sauver la planète et l'humanité.

*Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée... La lutte des masses constitue tout un système d'actions qui s'avivent par leur forme même et mènent logiquement à l'insurrection contre l'État capitaliste* (Internationale communiste, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 50-51)

*L'Internationale communiste, c'est le parti mondial du soulèvement du prolétariat et de la dictature du prolétariat.* (IC, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 80)

*La propagande par le fait dans les pays capitalistes tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes.* (IC, juin 1921, *Quatre premiers congrès de l'IC*, p. 148)

Pour la préparer, un mot d'ordre central est la dissolution de la police ainsi que de l'armée de métier, l'armement du peuple.

*Substitution d'une milice populaire à l'armée permanente.* (SDAP/Allemagne, *Programme d'Eisenach*, 1868)

*Abolition des armées permanentes et armement général du peuple.* (Parti ouvrier/France, *Programme du Havre*, 1880)

*Aux menaces de la contrerévolution, il faut opposer l'armement du peuple et le désarmement des classes dominantes.* (KPD/Allemagne, *Ce que veut la Ligue Spartacus*, 1920)

*Ce programme d'action pose avec vigueur, pour la légitime défense des travailleurs, la nécessité de la création de milices antifascistes et de l'armement du prolétariat et des paysans pauvres. C'est un des points décisifs de la politique révolutionnaire.* (Ligue communiste/France, *Programme d'action*, juin 1934)

*Devant la résistance du patronat et des fascistes, nous demandons l'organisation des milices ouvrières et l'armement du prolétariat.* (Parti ouvrier internationaliste/France, avril 1937, *Que veut le POI ?*)

*L'armement du prolétariat est un élément indispensable de sa lutte émancipatrice.* (4<sup>e</sup> Internationale, *Programme*, 1938)

*Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers eux-mêmes soient armés.* (4<sup>e</sup> Internationale, *Programme*, 1938)

La dissolution des corps de répression et l'armement des travailleurs sont absents du programme du PCR.

## « La politique malhonnête et pourrie des fronts populaires » (Trotsky, 10 octobre 1938)

Le programme du PCR évoque deux fois le programme de 1938 de la 4<sup>e</sup> Internationale. Mais ses rédacteurs semblent en avoir sauté des pages entières. Par exemple, depuis 1850, les communistes s'opposent dans les pays capitalistes à toute alliance politique avec les partis bourgeois.

*À la coalition ouverte ou masquée avec la bourgeoisie, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier.* (Internationale communiste, *Résolution sur la tactique*, 1922)

*Le front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit le meilleur critère pour différencier le bolchevisme du menchevisme.* (Lev Trotsky, 16 juillet 1936, *Œuvres* t. 10, p. 248)

*La 4<sup>e</sup> Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun front populaire.* (4<sup>e</sup> Internationale, *Programme*, 1938)

Comme les chefs du NPA-AC et du POI, les fondateurs du PCR étaient des soutiens enthousiastes du Nouveau Front populaire (un bloc des partis « réformistes » avec EELV et PP). Quel bilan en tirent-ils ?

## Ouvrons la discussion !

Camarades du PCR, votre programme converge souvent avec le nôtre. Mais les communistes révolutionnaires qui n'ont jamais renié le communisme révolutionnaire sont inquiets de graves omissions du programme ainsi que de l'absence de bilan approfondi de décennies de pratique opportuniste, après une activité toute récente au compte d'un front populaire.

Camarades du PCR, nous vous soumettons, ainsi qu'à l'ICR, la lettre ouverte de fin 2024 du Collectif révolutionnaire permanente à toutes les organisations révolutionnaires du monde. En France, le Groupe marxiste internationaliste est prêt à discuter du programme avec le PCR et à examiner toutes les possibilités d'action en commun pour mettre en oeuvre un programme communiste révolutionnaire, pour construire un parti ouvrier révolutionnaire de masse.

28 mars 2025



## GMI

# L'ORIGINE DE LO ET DU NPA-R

### 10 MAI

#### « LO, la plus sérieuse des organisations révolutionnaires » (NPA-R, 2023)

LO est fondée en 1956 sous le nom de VO. Sur le papier, il s'agit de « reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale », ce qui présente l'avantage de se placer sous le patronage de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. En réalité, VO n'a pas le moindre lien avec la 4<sup>e</sup> Internationale (1933-1953). Aucun de ses fondateurs n'a appartenu à la section française, ni à une autre.

En 1933, après la prise du pouvoir par Hitler, l'Opposition de gauche internationale de l'Internationale communiste abandonne la perspective de redresser la 3<sup>e</sup> Internationale. Cette défaite historique du prolétariat allemand est causée tant par la politique du SPD qui a déjà trahi en 1914 et en 1919 (s'allier à la bourgeoisie « démocratique » face à la menace fasciste) que par celle du KPD stalinisé (minimiser le danger nazi, diviser le prolétariat en désignant comme principal danger le SPD). Hardy, au contraire, camoufle la responsabilité de l'IC et du KPD dans cette défaite historique.

Le stalinisme devient aussi contrerévolutionnaire que le travaillisme et la sociale-démocratie avec les procès de Moscou (où les anciens dirigeants du Parti bolchevik sont accusés de complot avec Hitler) et le tournant de l'IC vers les fronts populaires (l'alliance avec la bourgeoisie rejetée par la Ligue des communistes en Europe en 1851, par le Parti bolchevik en Russie en 1905 et en 1917). La 4<sup>e</sup> Internationale s'oppose totalement aux fronts populaires. Hardy n'a pas d'opinion sur les fronts populaires, il bavarde, comme le PCF, sur « la gauche ».

Le rôle contrerévolutionnaire des partis « communistes » staliniens et de leurs fronts populaires est confirmé lors de la grève générale de 1936 en France et de la révolution de 1936 en Espagne. Pour sa part, Hardy camoufle le rôle consciemment réactionnaire de l'IC et du PCE en Espagne.

Ainsi s'expliquent : la ligne économiste de LO, quasi-syndicaliste, son indifférence aux coalitions avec la bourgeoisie (front populaire), l'absence de mots d'ordre politiques transitoires (front unique ouvrier, milice ouvrière, gouvernement ouvrier, États-Unis socialistes d'Europe, etc. adoptés par l'Internationale communiste et par la 4<sup>e</sup> Internationale).

*Tout rabaissement au niveau de la politique trade-unioniste équivaut justement à préparer le terrain pour faire du mouvement ouvrier un instrument de la démocratie bourgeoise. Par lui-même, le mouvement ouvrier spontané ne peut engendrer que le trade-unionisme ; or la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la politique bourgeoise de la classe ouvrière. (Lénine, Que faire ?, 1902)*

En pratique, VO-LO adopte toute une série de positions opportunistes qui découlent de son adaptation au stalinisme :

- refuser l'indépendance de l'Algérie jusqu'à ce que le PCF l'admette (lors de la guerre coloniale, VO, contrairement aux deux fractions du PCI, ne sera pas poursuivie par la justice française),
- reconnaître l'État d'Israël, voire le présenter comme un progrès,

*Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (Hardy, juillet 1967)*

- reprocher au PCF de s'allier au PS,
- taire la cogestion pratiquée par la bureaucratie de la CGT comme par toutes les autres,
- voter à plusieurs reprises pour des partis bourgeois (et même participer à des listes avec des partis bourgeois en mars 2008),
- ne jamais affronter la bureaucratie de la CGT dans les assemblées générales, les sections et les congrès syndicaux,
- attribuer la responsabilité des défaites aux travailleurs,
- omettre la nécessité de l'autodéfense et de l'insurrection,
- demander plus de flics.

*Je suis pour l'augmentation du nombre de policiers. (Laguiller, porte-parole de LO, 30 mars 1981)*

#### « Toute secte est religieuse » (Marx, 1868)

Les communistes procèdent toujours du programme international au programme national, du programme à la forme d'organisation. Celle-ci est toujours démocratique, même dans la clandestinité.

Hardy justifiait sa prétention à fonder son propre groupe (et à vaguement « reconstruire la 4<sup>e</sup> Internationale ») en revendiquant non la défense d'un programme, mais un « type original » de recrutement et de fonctionnement.

*Notre type de discipline est notre seule justification en tant que groupe original.* (Hardy, *Rapport politique*, 5 décembre 1992)

Hardy pensait avoir découvert la pierre philosophale, une recette magique, à laquelle le mouvement ouvrier international n'avait pas pensé durant 150 ans : ni la Ligue des communistes, ni l'Association internationale des travailleurs, ni l'Internationale ouvrière, ni l'Internationale communiste, ni la 4<sup>e</sup> Internationale.

*Pour former un jeune et le transformer, il faut quasiment vivre avec.* (Hardy, *Rapport politique*, 12 octobre 1991)

*Il faut lui proposer de le voir tous les jours, il faut être son père, sa mère, son frère, sa soeur, etc... Il faut être aimé.* (Hardy, *Rapport politique*, 5 décembre 1992)

Hardy et ses héritiers façonnent en fait des disciples, pris le plus jeune possible, au lycée, en les coupant de leur milieu familial. L'initiation inculque la foi et la soumission, en commençant par la lecture de romans sociaux et en exigeant d'emblée l'obéissance aveugle.

Plus tard, on passe à des ouvrages marxistes, rarement appliqués par la direction à la conjoncture. Leur invocation sert à légitimer les exigences par l'appareil de sacrifices en argent et en temps.

*Toute secte est religieuse... La secte cherche sa raison d'être et son point d'honneur, non pas dans ce qu'il y a de commun au sein du mouvement ouvrier, mais dans sa recette particulière qui l'en distingue.* (Karl Marx, *Lettre à Schweitzer*, 13 octobre 1868)

Certes, chez LO, la révolution remplace le dieu ou les dieux. Mais, comme la divinité de la plupart des sectes, la révolution de Hardy est hors d'atteinte, elle n'est pas de ce monde. Même en mai-juin 1968, Hardy, qui méprise au fond le prolétariat, ne voit dans la crise révolutionnaire que des grèves revendicatives. Autrement dit, il n'y aura jamais de révolution en France, ni ailleurs.

Certes, la lutte pour la révolution exige du dévouement. Mais VO-LO est hostile à toute organisation de jeunesse (à l'opposé de l'Internationale communiste et de la 4<sup>e</sup> Internationale). Elle fonctionne en fait comme une secte morose. Les recrues sont invitées à ne pas faire d'enfant. Durant les congés d'été, au lieu de jouir de vacances bien méritées, les disciples sont maintenus sous la coupe, dans des « caravanes » ineptes qui ont survécu à la mort du gourou. Les adeptes se pensent infiniment supérieurs à tous les autres militants de ce qu'ils appellent, comme le PCF, « la gauche » et « l'extrême-gauche ». Ils se sentent sélectionnés, élus. Quand ils sont embarrassés dans une discussion, ils

s'en tirent en rétorquant : « faites comme vous voulez de votre côté ».

En réalité, Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky étaient souvent joyeux. Surtout, ils ne doutaient ni de la capacité de la classe ouvrière à renverser l'ordre existant, ni de l'aptitude des militants communistes à penser par eux-mêmes, à débattre librement et à trancher démocratiquement.

Quant à la démocratie ouvrière, voici un aperçu d'un congrès de LO. En décembre 1987, un envoyé de la LCR a 10 minutes pour parler alors que Hardy lui répond pendant... 120 minutes.

*J'étais le seul invité extérieur. Arlette à 13 h 01 annonça l'ordre du jour : de 13 h 03 à 13 h 10, l'état des adhésions, de 13 h 11 à 13 h 17, l'état des ventes du journal... De 14 h 05 jusqu'à 14 h 15, le camarade de la LCR... Quand j'eus fini, le dirigeant principal me répondit pendant deux heures pleines... Après il y eut une pause d'un quart d'heure, puis, quelques interventions très générales, où aucun fait localisé n'était cité, pendant un peu plus d'une heure. Quand ce fut fini, il y eut une longue réponse du rapporteur qui me critiqua encore, puis un vote à mains levées, à 99 % des délégués.* (Gérard Filoche, 68-98, *histoire sans fin*, 1998)

Trotsky avait donné le conseil suivant à la section française de l'Opposition de gauche de l'Internationale (la Ligue communiste).

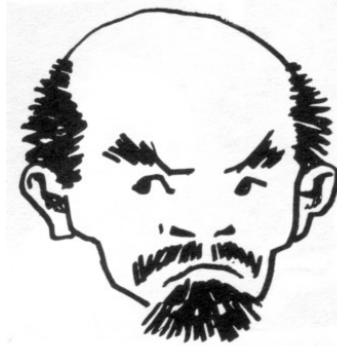
*La masse ouvrière n'est pas composée de nourrissons. L'ouvrier ne demande pas d'ordres, mais de l'aide pour son orientation politique. Pour cela il faut lui dire avant tout ce qui est... La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers...* (*Lettre à La Vérité*, 5 août 1929)

Le journal *Lutte ouvrière* ne dit pas la vérité sur la bureaucratie réformiste. La direction de LO prend la masse ouvrière pour des nourrissons, lui ment quand elle signe « Arlette Laguiller » puis « Nathalie Arthaud » les éditoriaux qui sont écrits par d'autres.

« L'implantation » qui est censée distinguer VO-LO ne bénéficie pas à la classe ouvrière, elle ne prépare pas la révolution.

Jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991 et à la crise finale du stalinisme mondial qui suit, VO-LO fonctionne comme une fraction externe du PCF. LO s'est depuis largement intégrée à la bureaucratie corrompue de la CGT. « L'implantation » hardyste est en fait au service des Séguy, Krasucki, Viannet, Thibault, Martinez, Binet... De ce point de vue, il n'y a que des nuances, secondaires, entre LO, les NPA, RP, etc.

10 mai 2025



## GMI/FRANCE

# NPA-R : UN CONGRÈS SANS BILAN ET SANS PROGRAMME

10 MAI

*Le programme d'abord !* (Trotsky, 16 décembre 1935)

### Le NPA-R ne répond pas au GMI et exclut le courant SoB

Le premier congrès du NPA-R s'est tenu du 31 janvier au 2 février. Lors de sa préparation, avec une participation de 84 %, les votes donnent :

- 89,46 % à Convergences révolutionnaires (CR) et Anticapitalisme & révolution (AR),
- 8,33 % à Démocratie révolutionnaire (DR),
- 2,21 % à Socialisme ou barbarie (SoB).

Après la scission du NPA, le Groupe marxiste internationaliste demande en 2023 à adhérer à celui des deux NPA qui refuse de se subordonner au front populaire, avec les mêmes droits et devoirs que les autres courants, pour y militer au coude à coude et pour confronter son orientation à celle de la direction, démocratiquement, devant tous les militants.

Si le but des chefs CR et AR était vraiment de construire « *un parti des travailleuses et des travailleurs, communiste et internationaliste* » (l'internationale viendra plus tard, quand ce sera fait ?), ils auraient immédiatement ouvert les portes du NPA-R. Mais la demande les met plutôt mal à l'aise.

Sans se décourager devant leurs atermoiements, les militants du GMI participent aux deux « rencontres d'été » du NPA-R à Barbaste en 2023 et en 2024. Comme chez LO, les exposés des « RER » se terminent sans véritable conclusion, sans perspective, sans programme.

On retrouve souvent la même impuissance propagandiste dans la plupart des articles de *Révolutionnaires*. Le modèle du bimensuel est le « journal d'Arlette Laguiller », pas la presse du Parti bolchevik qui incarnait sa stratégie, qui était tendu vers des mots d'ordre.

Fin 2024, notre organisation internationale (le Collectif révolution permanente fondé en 2002 en Argentine) s'adresse à toutes les organisations révolutionnaires du monde pour se regrouper sur la base du programme communiste.

Toujours pas de réaction. Le GMI écrit donc au congrès pour pouvoir lui présenter sa demande.

Pas de réponse, ce qui prouve le mépris de la direction pour la démocratie ouvrière et sa méfiance envers le congrès et les délégués.

Cela n'empêche pas l'appareil du NPA-R, une fois reconduit, de vanter « *une ambiance démocratique et fraternelle* » alors qu'il vient d'exclure bureaucratiquement SoB. C'est typiquement ce que l'écrivain George Orwell appelait « double pensée » et « novlangue ».

### CR, un vieux sous-produit de LO qui met les jeunes du NPA-R au service de LO

D'où vient CR qui dirige le NPA-R ? En 1996, quelques militants de LO comprennent, enfin, que la Russie est devenue capitaliste en 1991. Par contre, le chef dissimulé au prolétariat, Robert Barcia (Hardy), pense que la Russie est toujours un État ouvrier. Et il ne tolère pas qu'on défie son autorité.

Il met sur le banc de touche les dissidents. Pour pouvoir rester dans l'organisation, les minoritaires devront publier leurs bulletins d'entreprise sous un autre nom (*L'Étincelle*). La « fraction » disposera d'une demi-page dans l'hebdomadaire. Ses recrues n'auront jamais le droit de vote dans l'organisation secrète.

*Pour ceux qui trouvent que l'esprit moine-soldat de LO est stupide, il y a la fraction.* (Hardy, Texte interne, 23 novembre 1996)

Il semble que personne, alors que les professeurs d'histoire ne manquent pas à LO, n'a osé dire à Hardy que le « moine soldat » était un idéal des fascistes espagnols. Toujours est-il que les militants de CR-L'Étincelle servent toujours de troupes aux activités de la bureaucratie de LO (campagnes électorales, etc.). CR accepte plus d'une décennie ces conditions antidémocratiques, étrangères au bolchevisme et à la 4<sup>e</sup> Internationale.

Cependant, en 2008, CR, sans avoir jamais tiré le bilan de LO ni avoir retrouvé le programme communiste, voit l'opportunité d'échapper à l'étouffement quand la LCR (une organisation pseudo-trotskyiste aussi pro stali-

nienne que LO, mais plus sensible à l'air du temps) décide de lancer un parti sans programme, fédérant écologistes, féministes, staliniens détroqués, anarchistes, régionalistes, etc. C'en est trop pour LO qui se débarrasse de CR.

Mais, fin 2022, la direction du NPA se sépare à son tour de toutes les fractions minoritaires qui gênent son rapprochement avec la France insoumise (LFI), le parti social-impérialiste qui semble l'emporter sur le PS et sur le PCF. Le NPA Jeunes bascule du côté des minorités.

Par conséquent, CR se retrouve début 2023 à la tête d'une organisation de taille significative, alors que les franchises étrangères de LO ne dépassent pas un effectif de quelques dizaines, parfois moins que le Groupe marxiste internationaliste.

CR, dont le fonctionnement et l'orientation restent ceux de LO, caporalise « son » NPA et tente d'imposer à sa maison-mère de renégocier.

*Nous menons une politique prioritairement tournée vers l'organisation révolutionnaire qui est à la fois la plus proche politiquement et la plus grande numériquement, à savoir Lutte ouvrière... (CR-AR, Texte 3, 12 décembre 2024)*

### Aucun bilan de plus d'une décennie de pratique réformiste au sein du NPA

En 2017, le NPA mène une campagne réformiste au premier tour de la présidentielle puis il appelle à « battre Le Pen » au second tour. Autrement dit, le NPA appelle à voter pour le principal candidat de la bourgeoisie. Tout cela ne gêne guère les courants minoritaire (RP, CR, AR, CLAIRE, DR...).

En 2018, le NPA, comme LO et LFI, s'enthousiasme pour les Gilets jaunes, un mouvement à base populaire mais qui reste aux mains de la petite bourgeoisie (travailleurs indépendants et petits patrons réactionnaires), ce dont témoignent les drapeaux tricolores et leur axe : pour les référendums et contre les impôts. Cela ne trouble pas les minorités du NPA.

Lors de l'épidémie de covid, ce qui reste du NPA et RP (qui vient de le quitter sans divergence stratégique) applaudissent, comme LFI et LO, le mouvement « antivax » dirigé par des complotistes et des fascistes.

Au premier tour de la présidentielle de 2022, le NPA mène de nouveau une campagne réformiste puis appelle, dans les mêmes termes que LFI, à battre Le Pen au second tour. Autrement dit, avec le PS, le PCF, la plupart des bureaucraties syndicales, à reconduire le président bourgeois.

La première chose qu'auraient faite des communistes après la scission opérée par Poutou (ex-LO), Besancenot et compagnie aurait été de convoquer immédiatement un congrès démocratique quelques mois après pour tirer le bilan de 14 ans d'opportunisme et adopter un programme clair. Mais les hardystes de CR s'arrogent le droit de diriger sans congrès, sans bilan, sans présenter leur programme.

### Rien d'essentiel ne différencie le NPA-R de LO

Tout au long de 2022, ni LO, ni le NPA, ni RP, ne se battent au sein des syndicats, des lieux de travail et d'étude contre la négociation par toutes les bureaucraties syndicales de la nouvelle attaque que le gouvernement Macron-Borne prépare contre les retraites.

Au printemps 2023, jamais les deux NPA, RP, LO, le POI, le PT ne se battent dans les assemblées générales et dans les syndicats pour la grève générale. Tous soutiennent les « journées d'action » de l'Intersyndicale qui visent à empêcher la grève de tous en même temps, jusqu'à satisfaction, seul moyen d'arracher le retrait du projet de loi.

Durant la mobilisation de centaines de milliers de travailleurs, LO ne fait aucun cas de la grève générale. Le NPA-R se contente d'une affiche. Les morénistes de RP, plus rusés que les hardystes, lancent un « réseau » qui s'affiche pour « la grève générale ». En réalité, LO, les deux NPA et RP appuient les « grèves reconductibles » des bureaucraties de la CGT et de SUD. S'il n'y a pas « généralisation », disent tous les larbins des bureaucraties CGT, SUD et FSU, c'est la faute aux travailleurs. Les deux NPA cautionnent même la diversion pitoyable des casserolades de LFI.

L'été 2023, au lieu de tirer les leçons de cette défaite, le NPA-R fait croire, comme les chefs syndicaux et les partis ouvriers bourgeois, que le mouvement se poursuit et peut vaincre. Le NPA-R envoie une délégation



à la conférence « antiimpérialiste » de Milan. Elle capitule honteusement devant Lotta Comunista qui attaque ouvertement l'héritage antistalinien de l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste et de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui refuse de condamner l'invasion de l'Ukraine, qui ne se prononce jamais pour la destruction de l'État sioniste.

Ce n'est pas l'orientation politique de LC qui séduit la direction du NPA-R. Peu lui importe le programme de LC. Elle est fascinée par la découverte d'une secte sachant, aussi bien sinon mieux que LO, lobotomiser et pressurer ses adeptes.

Fin 2023, le NPA-R participe aux manifestations contre le génocide à Gaza sans aucun programme pour la Palestine et le Proche-Orient. Le NPA-R, pas plus que le NPA-AC, ne combat dans les syndicats pour le boycott des armements français à destination d'Israël et la rupture de toute collaboration militaire.

En 2024, la mini bureaucratie consolidée du NPA-R envoie les militants de base se démenner pour les élections européennes et législatives de 2024, sans programme distinct de RP ou de LO.

## Une absence de programme bien confortable

Le bloc de direction CR-AR ne repose sur aucune base programmatique, comme le voient bien les tendances minoritaires.

*Une fusion par en haut telle qu'elle se déroule depuis deux ans sans discussion ouverte à tous. Les militant.es, publique, sans qu'il soit possible de comprendre les divergences qu'ils auraient surmontées et de partager l'expérience qu'ils qualifient d'inédite, ne porte aucune dynamique pour le mouvement révolutionnaire. (DR, 12 décembre 2024)*

*La situation est quand même un peu inédite, parce que nous ne retrouvons pas d'autres cas de fusions opérées sur la base d'unification des instances organisationnelles sans aucun accord sur le programme et la stratégie. (SoB, 20 décembre 2024)*

La plateforme de la direction échoue à expliquer le NFP à la lumière des analyses de Trotsky sur les fronts populaires. Elle titube sur la qualification à appliquer aux directions syndicales qui sont présentées comme « en deçà », ou comme « corps intermédiaires », corporatistes ou nationalistes mais jamais comme des agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Cette absence de programme explique quelques hésitations comme sur le capitalisme chinois qui n'est jamais clairement qualifié d'impérialiste.

À rebours de ce que doit être une organisation prolétarienne révolutionnaire, le programme est repoussé aux calendes grecques, alors que la direction a déjà différé de deux années.

*Nombre de vérifications et de débats sont encore devant nous avant de pouvoir synthétiser ce programme dans un document, ce qui pourrait être un objectif pour le prochain congrès. (CR-AR, Texte 3, 12 décembre 2024)*

Si un programme est facultatif pour la petite bureaucratie du NPA-R, il est indispensable pour la classe ouvrière, pour toute organisation révolutionnaire.

*Le programme, c'est un obstacle sérieux pour la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels, des pessimistes, des sceptiques et des aventuriers, et nous autres croyons que le programme détermine tout. (Lev Trotsky, Lettre au comité central du GBL, 4 décembre 1935)*

L'objectif, le vrai programme de CR, qui ne peut pas être dit aux militants, est de conserver son propre appareil dans le cadre du capitalisme pourrissant, de ne pas être tenu d'affronter les bureaucraties syndicales.

De là découle l'importance accordée aux compatibilités dans les « pratiques militantes et organisationnelles ».

*Nous sommes ouverts aux discussions avec les courants et organisations dont les positions et les pratiques peuvent nourrir notre compréhension des situations, et qui sollicitent comme nous des échanges. Nous ne souhaitons pas opérer de rapprochements sur la base de seuls textes. Les références programmatiques doivent être éclairées par les pratiques militantes et organisationnelles, mises à l'épreuve des implantations et interventions dans la classe ouvrière, et aussi la jeunesse. (CR-AR, Texte 1, 12 décembre 2024)*



La direction du NPA-R, composée majoritairement de permanents syndicaux et politiques, ne daigne pas répondre aux communistes du Groupe marxiste internationaliste.

La discussion d'un programme, tous les militants et, au-delà, tous les travailleurs intéressés peuvent s'en faire une opinion. Par contre, la « compatibilité des pratiques » est décidée, en secret, sans que la base s'en mêle. Ces tartufes doucereux redoutent par-dessus tout de débattre honnêtement de l'orientation, du programme. En sous-main, ils répandent, en interne, des calomnies contre SoB et contre le GMI qui serait ni plus ni moins qu'un briseur de grève.

Les militants communistes, parce qu'ils s'efforcent d'être une avant-garde et non une arrière-garde, se concertent toujours avec les travailleurs de leur site. Par conséquent, ils n'obéissent pas forcément aux décrets des appareils syndicaux. À l'opposé, la petite bureaucratie de LO et son clone du NPA-R exigent que leurs militants obéissent toujours aux bonzes syndicaux, même pour des simulacres de grève, quand 95 ou 98 % des travailleurs vont travailler. Quitte à les faire passer pour des zombies.

*Les centristes ont beau bavarder sur les masses, c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. (Trotsky, Pour les comités d'action, pas le Front populaire, novembre 1935)*

### Un « pôle des révolutionnaires » triés selon les besoins du moment

Avancé depuis plusieurs mois dans le bimensuel, consacré dans la plateforme de la direction et ratifié par le congrès, le mot d'ordre du « pôle des révolutionnaires » (un recyclage de « l'unité des gauchistes » de 1968 de LO) semble sonner comme l'unité des organisations ouvrières se réclamant de la révolution.

*Le regroupement dans l'action militante et dans l'apparition publique des forces des révolutionnaires constituerait un atout essentiel. (CR-AR, Texte 3, 12 décembre 2024)*

La classe ouvrière a besoin pour vaincre d'un parti ouvrier révolutionnaire, basé sur un programme communiste. La classe ouvrière a besoin pour se défendre du front unique de ses organisations de toutes ses organisations, contre les attaques de la bourgeoisie.

Le « pôle des révolutionnaires » des chefs du NPA-R n'est ni l'un, ni l'autre. La classe ouvrière n'a pas besoin d'un bloc électoral prolongé d'organisations centristes qui se disputent en permanence sur des questions secondaires (comme le FIT-U en Argentine).

Le « pôle des révolutionnaires » tombe déjà dans les mêmes travers : le NPA-R propose un meeting commun le 1<sup>er</sup> mai 2024 au PT et à LO, mais pas à RP. Qui décrète que le PT et LO sont plus « révolutionnaires »

que RP ? Qui fait le tri parmi les « révolutionnaires » ? Sur quel critère quand on n'a pas de programme ?

Le seul « pôle des révolutionnaires » qui constituerait une avancée serait de rassembler pour agir ensemble toutes les forces qui s'opposent au protectionnisme et au militarisme, qui luttent contre le génocide des Palestiniens et pour l'indépendance de la Kanaky, qui veulent se défendre contre les flics et les fachos, qui combattent la collaboration de classes (cogestion, négociation des attaques étatiques, fronts populaires...). Bref, si c'était un pas vers un parti ouvrier révolutionnaire en mesure de combattre les anciennes directions de collaboration de classes.

*Dans les syndicats d'Occident, une aristocratie ouvrière corporative, étroite, égoïste, sans entrailles, cupide, philistine, d'esprit impérialiste, soudoyée et corrompue par l'impérialisme, y est apparue bien plus puissante que chez nous. Cela est indiscutable. La lutte... en Europe occidentale, est beaucoup plus difficile... Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré. (Lénine, La Maladie infantile du communisme, le gauchisme, 1920)*

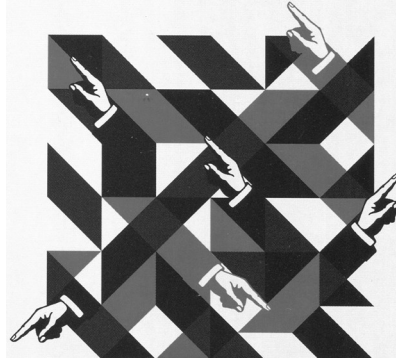
### À quoi bon un LO supplémentaire en plus petit et moins connu ?

Le communiqué du congrès semble sortir tout droit du « journal d'Arlette Laguiller, » il y est question du « camp des travailleurs », de se « faire entendre » sans jamais dire qui doit écouter, affirmer que « les travailleuses arracheront leurs revendications par leurs grèves et par leurs luttes »... donc sans s'armer, sans la révolution, sans la prise du pouvoir, sans la dictature du prolétariat.

*Nulle part ailleurs que dans le mouvement ouvrier français, n'existait un tel réseau de sectes... Chaque petit groupement, surtout sa bureaucratie, regardait son existence comme une fin en soi... Le Parti communiste est né pour secouer ce conservatisme jusqu'à ses racines, pour rassembler toutes les fractions du prolétariat par le front unique contre la bourgeoisie et son État. (Trotsky, Lettre du CEI de l'Internationale communiste au congrès du PC-SFIC, 13 septembre 1923)*

Ce qu'il faut aux travailleuses et aux travailleurs, c'est un Parti bolchevik. Pas dans 100 ans, le temps presse !

10 mai 2025



## CoReP

# LA « RENCONTRE INTERNATIONALISTE » DE PARIS DU NPA-R ET DE LC/ITALIE, UN PÉTARD MOUILLÉ

19 MAI

### La nature de la 3<sup>e</sup> rencontre

L'organisation initiatrice en 2023 était Lotta Comunista d'Italie, qui appartient à la direction réformatrice du syndicat majoritaire CGIL. Elle refuse de défendre la cause palestinienne, considérant que le conflit avec Israël est un « conflit entre bourgeoisies ». Le NPA-R s'y est greffé et recevait en 2025 les délégations (2 par organisation) dans son local national. [...]

Un mélange hétéroclite où l'on pouvait trouver aussi bien des organisations ouvertement réformatrices que d'autres qui ne défendent pas le droit à l'autodétermination de l'Ukraine, ni de quiconque ; d'autres encore qui croient que la Chine est toujours un État ouvrier.

Beaucoup des organisations présentes ne considèrent pas la construction de l'internationale comme une nécessité immédiate. D'autres l'affirment, mais il est évident qu'elles n'y croient pas, vu leur refus de transformer le format de la réunion, passant d'un débat stérile à une discussion prolétarienne pour se regrouper et construire.

### La participation du CoReP

L'axe central de la contribution du CoReP en 2025 comme en 2023 était d'expliquer que ce dont la classe ouvrière mondiale a besoin, ce n'est pas de réunir des organisations qui se disent révolutionnaires pour débattre pour le plaisir de débattre, mais de regrouper les forces autour d'un programme révolutionnaire, afin de construire une internationale révolutionnaire.

Le CoReP a présenté sur place, en demandant leur vote immédiat, trois propositions de résolution :

- le développement d'une campagne commune au niveau international contre le militarisme et le réarmement mondial,
- la défense de la Palestine et la destruction d'Israël,
- la nécessité de tendances classistes dans les syndicats de masse, de la grève générale et des conseils ouvriers.

Ces propositions ont été distribuées en trois langues par nos délégués. Le bureau LC-NPA a publiquement refusé de les soumettre au vote, arguant que ce n'était pas la « nature de cette réunion », conçue exclusivement « pour le débat ». Les organisateurs ont déclaré à plusieurs reprises que la réunion avait pour seul objectif la discussion et qu'aucun vote ne serait accepté sur aucune motion proposée.

Toutes les organisations présentes, y compris la L5I, la LIS, la RCIT, ont accepté sans discussion le cadre bureaucratique et opportuniste de la rencontre. Aucune n'a soumis de projet de résolution. Aucune n'a protesté contre le refus des organisateurs de soumettre les nôtres au vote.

### Notre évaluation

Comme nous l'avons déjà expliqué dans notre bilan de la rencontre de 2023, ces réunions sont conçues comme une sorte de « salon » ou de « bazar » d'organisations ravies de se consacrer aux « relations publiques » entre dirigeants. Non seulement elles n'ont servi à rien, mais elles n'ont pas non plus permis de discuter sérieusement de quoi que ce soit. Elles sont une fête petite-bourgeoise, complaisante et frivole, alors que la gravité de la situation politique mondiale exige le regroupement urgent des révolutionnaires, la construction d'organisations nationales et internationales qui devront mener la destruction de la barbarie capitaliste et la construction d'un nouveau monde libre de l'exploitation, de l'oppression et des guerres.

Le CoReP a profité de cette tribune et de cette occasion pour exposer son analyse de la situation et son programme, pour expliquer que la stérilité de la réunion est la conséquence directe du refus de lutter véritablement pour construire une internationale révolutionnaire. Si une organisation ou un militant doté d'un esprit critique se trouvait dans la salle, il nous a entendus. Nous avons semé notre graine.

19 mai 2025



## GMI/FRANCE

### LO, SIONISTE DE GAUCHE

#### 10 JUIN 2025

#### Adepte de « la solution à deux États »

Dans l'éditorial de son hebdomadaire n° 2963, diffusé également en tract daté du 12 mai 2025, LO affirme son soutien à ladite solution à deux États. Elle estime que « l'objectif [de Nétanyahou] est de réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie ».

À Gaza ou en Cisjordanie, l'un ou l'autre, ici ou là... peu importe à Nathalie Arthaud qui signe tous les éditos qu'elle n'écrit pas. Donc un « État » sur 41 km de long et 6 à 12 de large pour ce qui est de Gaza ? un « État » en Cisjordanie dont Israël administre les 60 % depuis les accords d'Oslo (1993) auxquels il faut retrancher les 230 colonies de peuplement actuelles, les 148 « avant-postes » (colonies non officielles mais tout aussi réelles et protégées par l'armée), les 645 obstacles fixes à la circulation (OCHA 2023), la barrière de 712 km construite à 65 % à l'intérieur de la Cisjordanie ? Et tout cela, avant la guerre génocidaire. Alors, Arthaud, de quel État tu parles ? D'un mirage au mieux, mais plus sûrement d'une capitulation qui couvre la Nakba et la partition de la Palestine, qui nie le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, qui oublie les Arabes de Jérusalem. LO calque comme toujours sa position sur celle du PCF qui défilait avec le PS et EELV le 26 mai dernier au Trocadéro. Elle est partagée par les bureaucraties syndicales, les réformistes de toute obédience.

147 des 193 pays qui siègent à l'ONU ont « reconnu l'État de Palestine » et c'est aussi la ligne de la majorité de la bourgeoisie française. LO dit la même chose que Macron. Elle ne mentionne même pas qu'il continue à armer l'État d'Israël, bourreau des Palestiniens. Il ne reste à Arthaud pour se démarquer que le procès ridi-

cule en sincérité du président de la 5<sup>e</sup> république et le reproche d'avoir trop tardé.

*Macron a, bien sûr, joint sa voix à ce concert d'hypocrisie : il envisage de reconnaître un État palestinien au moment même où la possibilité d'un tel État est en train de disparaître sous nos yeux.*

Faire croire aux travailleurs que la possibilité d'un État palestinien existait avant cette guerre est une supercherie. Le gouvernement Nétanyahou nie le droit à l'existence des Palestiniens comme l'ont fait tous les gouvernements précédents qui ont étendu la colonisation, emprisonné un million d'hommes, de femmes et d'enfants depuis 1948, mené d'incessantes opérations militaires meurtrières contre la population palestinienne, en Palestine occupée et dans les camps d'exilés dans les pays voisins. Gaza a subi pas moins de 15 guerres depuis la création d'Israël. LO dénonce le cabinet Nétanyahou et les « organisations sionistes d'extrême droite » dans son édito mais omet sciemment que c'est la gauche du sionisme (le Parti travailliste et la centrale syndicale Histadrout réservée aux Juifs) qui était à la manœuvre lors de la Nakba, la première épuration ethnique.

L'obstacle à la reconnaissance et à l'application de tous les droits des Palestiniens a un nom, Israël, et ce depuis 1948, quelle que soit l'aile de la bourgeoisie coloniale qui gouverne, bien avant que Nétanyahou accède au pouvoir avec son parti Likoud (1996), bien avant sa coalition actuelle avec des fascistes et des suprémacistes (2022). Dès l'origine, le projet sioniste, du même type que celui des colons européens en Australie, en Amérique du Nord ou en Argentine, exige le vol des terres et la disparition des populations locales, l'appropriation de ce que le sionisme

## LA 4<sup>E</sup> INTERNATIONALE CONTRE LA PARTITION

*L'État juif ne comporte pas un seul élément de progrès ou de libération. (Quatrième Internationale n° 6, mars 1938)*

*Le mouvement ouvrier révolutionnaire a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sioniste... C'est la partition qui fait la force de l'impérialisme, c'est l'unité de classe au plan international qui fait la nôtre ! (Ligue communiste révolutionnaire, section palestinienne de l'Internationale, septembre 1947)*

appelle depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle « *une terre sans peuple* », de la Méditerranée au Jourdain. LO n'en dit pas un mot.

Est-ce parce qu'elle rejoint Macron aussi sur l'assimilation crapuleuse de l'antisémitisme à l'antisémitisme ? En tout cas, pas une ligne dans cet édito pour dénoncer les attaques contre les soutiens aux Palestiniens, militants ou associations, que les Macron Retailleau persécutent ; jamais le sionisme comme responsable de la spoliation, de l'oppression et des massacres de la population palestinienne n'est nommé ni condamné. Arthaud préfère accuser « on ».

*Gaza : Silence, on extermine un peuple.* (titre de l'édito)

LO masque aussi la responsabilité du sionisme en expliquant que ce sont les impérialistes qui ont découpé les frontières dans la région, ce qui globalement est vrai, mais en laissant croire que c'est aussi le cas des frontières d'Israël, ce qui est faux.

*Les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite.*

Les frontières actuelles de la Turquie n'ont pas été tracées par les États impérialistes britannique et français, mais résultent de la guerre victorieuse de la Turquie à la Grèce (1919-1922), en dépit du soutien des puissances occidentales à cette dernière. Les « États impérialistes » ont dû s'incliner. Le génocide des Arméniens (1915-1916) n'a pas non plus été décidé par les « États impérialistes » mais par l'État bourgeois turc.

Sous le protectorat de la Palestine confié par la SdN (ONU) en 1920 au Royaume-Uni, les sionistes ont organisé des attentats contre les représentants de l'impérialisme britannique. Ni ce dernier, ni l'impérialisme français, ni l'impérialisme américain n'ont pris l'initiative de la colonisation mais bien les organisations sionistes de « gauche » comme de « droite ».

Le dépeçage en 1947 de la Palestine par l'ONU a eu aussi l'aval de la bureaucratie alors au pouvoir en URSS, ce que LO ne mentionne pas. Et certainement pas parce qu'elle l'englobe dans les « États impérialistes », puisqu'elle ne qualifie toujours pas comme capitaliste, en 2025, la Russie de Poutine ! Les sionistes

tracent les frontières d'Israël par la guerre permanente, soutenus, financés, surarmés par les impérialismes occidentaux, voilà la vérité. L'État actuel s'est étendu de 57 % depuis novembre 1947. Tant que l'entité sioniste ne sera pas démantelée, la population palestinienne sera menacée.

## La balance foireuse de LO

*La politique de Nétanyahou est criminelle pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens... En fait tous les Israéliens sont otages de ce jusqu'au-boutisme guerrier. Il les condamne à vivre dans un camp retranché, en guerre contre tous leurs voisins.*

La fausse symétrie tracée entre le sort des Palestiniens et des Israéliens relève de l'indécence. Qui vit dans des camps, c'est-à-dire dans le dénuement, la dépendance à l'aide internationale, la menace armée ? 4,7 millions de Palestiniens selon l'agence de l'ONU en charge des réfugiés (Unrwa) qui administrait en 2023 58 camps officiels, 19 en Cisjordanie, 8 dans la bande de Gaza, 12 au Liban, 10 en Jordanie, 9 en Syrie. Oser utiliser l'expression « camp retranché » pour parler des lieux de vie de tous les Israéliens, c'est reprendre la propagande sioniste qui clame qu'ils doivent se protéger des Arabes. En réalité, le « camp retranché » signifie pour la vie quotidienne des opprimés, les Palestiniens, expulsions, déplacements forcés, interdiction de circuler librement, détours systématiques pour atteindre son travail ou sa maison, destructions d'habitations et de cultures, vol de l'eau, de récoltes, de bétail, présence permanente de l'armée qui assure l'impunité des colons, qui harcèle, terrorise, frappe, embarque et aussi assassine les Palestiniens.

Le « camp retranché » fait non seulement la guerre à l'extérieur (bombardements sur la Syrie, le Liban, le Yémen, attentats et assassinats ciblés dans ces mêmes pays, plus en Iran, en Tunisie pour ne parler que des derniers) mais sans cesse à l'intérieur. Le conjoint palestinien d'un citoyen israélien n'a pas le droit de vivre en Israël ni d'y obtenir la nationalité. La loi Israël, *État-nation du peuple juif*, promulguée le 19 juillet 2018 proclame sa suprématie ethnique et religieuse, officialise les discriminations contre les Arabes de citoyenneté israélienne.

Parmi les 200 000 travailleurs immigrés présents dans le « camp retranché » pour remplacer les Palestiniens expulsés ou interdits de travail, la moitié est

## VO-LO POUR LA PARTITION

*Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient... (« Le problème palestinien », Lutte de de classe n° 6, juillet 1967)*

*Les grandes lignes d'un règlement un peu durable sont connues : celui-ci impliquerait l'évacuation de la plus grande partie des territoires occupés depuis 1967 par Israël et une normalisation progressive des relations avec ses voisins. (« La guerre de Gaza et l'impasse politique israélienne », Lutte de de classe n° 118, février 2009)*

réduite à la clandestinité. Le contrat de travail nécessaire pour obtenir un visa d'arrivée en Israël attache le salarié à un patron, puisque tout changement d'employeur implique d'en perdre le bénéficiaire. Aux ouvriers de l'agriculture venus principalement de Thaïlande et du Sri Lanka, à ceux du bâtiment originaires de Chine, de Moldavie, d'Ukraine, aux travailleuses domestiques venues des Philippines, d'Inde, du Népal s'ajoutent des milliers de demandeurs d'asile (Érythrée, Soudan, Russie) qui vivent dans la précarité. Il y a une lutte de classe en Israël aussi, mais LO ne la voit pas. Elle n'identifie pas la bourgeoisie israélienne derrière le travaillisme comme derrière Nétanyahou, la bourgeoisie palestinienne derrière le Fatah comme derrière le Hamas.

### Les peuples, jamais les classes

LO utilise le même vocabulaire (« les peuples ») que LFI et le PCF parce qu'elle pense comme eux, pas comme les communistes. Il n'est jamais question des classes sociales puisque LO ne croit pas un instant que seule la révolution socialiste libèrera la Palestine et tout le Proche-Orient. Elle ne formule aucun mot d'ordre d'unification des rangs du prolétariat, la classe sociale capable de la mener, en luttant pour ses propres intérêts, en prenant la tête des masses opprimées quelle que soit leur ethnie ou leur religion. Sa vision bornée est nationale (chacun les siens) et idéologique (« la volonté », pas la propriété, l'armée...).

*Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs.*

S'adresser aux « travailleuses, travailleurs », c'est bon pour les élections. Dans l'édito cité, Arthaud prêche plutôt en direction de Nétanyahou et ses sbires racistes, au nom, toujours, des « peuples ».

*Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !*

La perspective que LO appelle de ses vœux (pieux), « la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins » s'entend sans révolution détruisant les États bourgeois à commencer par le plus artificiel, l'État sioniste. Avec un peu de bon sens et de bonne volonté, bras dessus, bras dessous, donneurs de visas et demandeurs d'asile, membres de l'armée permanente ou des services secrets et prisonniers politiques, colons et expropriés, propriétaires terriens et ouvriers agricoles, capitalistes et prolétaires, pour faire court... Pas besoin de lutte de classe victorieuse, voilà ce que signifie « la fédération des peuples du Moyen-Orient » qui est le mot d'ordre de LO, en lieu et place des États unis

socialistes du Proche-Orient qui est le mot d'ordre des marxistes internationalistes.

LO est horrifiée par le génocide (Macron et le pape aussi) mais pas une fois l'édito n'exprime son soutien à la cause palestinienne, ne proclame que la lutte de libération de la Palestine est légitime, que c'est un combat antiimpérialiste, partie intégrante de la lutte du prolétariat mondial. LO ne sait pas non plus distinguer puissance impérialiste et peuple opprimé dans l'invasion par la Russie impérialiste de l'Ukraine dont le but explicite est de la recoloniser, comme avant la révolution d'Octobre 1917. Et, quand il s'agit de sa propre bourgeoisie, LO ne se prononce pas pour l'indépendance de la Kanaky.

Cette prose de petits curés tente de rabaisser la résistance palestinienne à de bas instincts.

*Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. De nouvelles générations de Palestiniens grossiront les rangs des combattants à Gaza, au Liban, au Yémen, en Syrie.*

LO déplore que les rangs des combattants palestiniens puissent grossir ? Pas les communistes ! Ils entendent disputer ces combattants à l'influence des directions bourgeoises qui les conduisent à la défaite, qu'elles soient cléricales ou nationalistes arabes. Pour cela, les communistes s'efforcent de présenter leur programme et non de le cacher, pour la Palestine comme pour la France.

Et leur internationalisme se traduit concrètement, en commençant par relayer l'appel des syndicats palestiniens aux travailleurs et aux organisations syndicales pour empêcher les livraisons d'armes venant de France ou transitant par les aéroports et les ports français à destination de l'armée sioniste. Est-ce que les permanents syndicaux LO, semi-permanents et délégués dans la CGT mènent ce combat contre la direction de la confédération qui est pour « la paix » mais ne bloque pas les moyens de faire la guerre aux Palestiniens ? L'édito n'en dit rien non plus et termine en étant incapable de formuler le moindre axe concret de combat communiste : « nous, ici » (difficile de trouver moins prolétarien, moins politique !) devons « porter cette perspective » (ça se porte comment ?) « contre nos dirigeants » (les tiens, peut-être, Arthaud, pas les nôtres !) « complices de ce nouveau génocide ». Il manque que le gouvernement français arme et renseigne Israël, interdit des associations et des réunions de soutien aux Palestiniens, poursuite des militants, maintient en prison Georges Ibrahim Abdallah.

Aucune livraison d'arme à Israël ! Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Fédération socialiste du Proche-Orient !

10 juin 2025



GMI/FRANCE

## LFI : APOLOGIE DE L'ÉTAT BOURGEOIS ET SOUTIEN AUX MARCHANDS D'ARMES FRANÇAIS

10 OCTOBRE

### « La révolution citoyenne »

La France insoumise ne veut pas renverser le capitalisme mais évincer une « oligarchie ». Elle ne prépare pas une révolution sociale internationale menée par la classe ouvrière pour renverser le capitalisme mondial, mais propose une « révolution citoyenne » du « peuple » français contre un vague « système ».

Notre mouvement a été pensé pour être l'outil du peuple et de sa révolution citoyenne. À l'aune de la situation politique et loin des tentatives de résurrection des formes dépassées, c'est plus que jamais ce qu'il doit être. (LFI, La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne, 22 juin 2019)

La France insoumise ne veut pas renverser le capitalisme mais évincer une « oligarchie ».

*C'est la finance qui menace de mort le système mondial... Mon ennemi, c'est l'oligarchie.* (Jean-Luc Mélenchon, *L'Obs*, 28 avril 2016)

LFI ne prépare pas une révolution sociale internationale menée par la classe ouvrière pour renverser le capitalisme mondial, mais propose une « révolution citoyenne » du « peuple » français contre un vague « système » qui serait aux mains d'une « oligarchie », une « caste » de la « finance ».

Mélenchon ne fait que reprendre le vieux mélange de républicanisme et de chauvinisme qui servait d'idéologie au Parti radical et à la franc-maçonnerie durant la 3<sup>e</sup> république.

*Les ouvriers français ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792... Ils n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir.* (Karl Marx, *Adresse de l'Association internationale des travailleurs*, 9 septembre 1870)

Le terme « citoyens » avait un sens révolutionnaire... voici 230 ans. Mélenchon se prend pour Robespierre, mais les Jacobins avaient changé la face du monde en s'appuyant sur le peuple en armes, alors que l'ancien sénateur PS et ancien ministre de Jospin ne propose que des bulletins de vote dans le cadre de la 5<sup>e</sup> république gaulliste.

### « Le peuple », « le pays », « la France », « la Nation »

Le patriotisme présentait un aspect progressiste quand il se dressait contre la dynastie des Bourbons et contre les armées contrerévolutionnaires des monarchies européennes. Aujourd'hui, alors que le capitalisme décadent ravive les frontières (politiques contre les migrations, mesures protectionnistes), le patriotisme français est totalement réactionnaire. Le mythe de la patrie sert à masquer la réalité de la lutte des classes.

*Vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes.* (Lev Trotsky, *La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940)

Comme le RN, jamais LFI ne parle des classes. Elles sont dissoutes dans « le peuple » et rien n'est plus haut que « le pays », « la France ».

*L'urgence de travailler avec un pouvoir légitime à la lutte contre le déclassement de la France.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre 2025)

Depuis 1914 pour le PS, 1934 pour le PCF, sa naissance pour LFI, les partis « réformistes » embrassent le chauvinisme et tendent la main aux partis bourgeois (« union nationale », « front populaire », « union de la gauche », « front républicain », etc.).

### « L'accord de Nouméa ratifié par tous les Français »

Comme les partis politiques de la bourgeoisie, les partis sociaux-impérialistes reconnaissent Israël et la légitimité de la colonisation sioniste de la Palestine. Comme les partis politiques de la bourgeoisie, ils veulent conserver les miettes de l'empire colonial français.

*La France est présente sur cinq continents et dans tous les océans. Elle possède ainsi le deuxième domaine maritime mondial. Ces territoires ont tous les atouts pour être des avant-postes de la bifurcation écologique et du progrès humain. Ils pourraient être les points d'appui d'une diplomatie altermondialiste et de l'influence française. (LFI, Faire des Outre-mer des avant-postes du progrès humain, 2017)*

Ainsi s'explique que LFI, tout en bavardant sur la « décolonisation de la Nouvelle-Calédonie » toujours remise à plus tard, soutient à fond les accords entre nationalistes bourgeois kanaks et partis colonialistes français sous Mitterrand-Rocard (Matignon, 1988) et sous Chirac-Jospin (Nouméa, 1998).

*Les accords de Matignon signés en juin 1988 ont manifesté la volonté des habitants de Nouvelle-Calédonie de tourner la page de la violence et du mépris pour écrire ensemble des pages de paix, de solidarité et de prospérité. Dix ans plus tard, il convient d'ouvrir une nouvelle étape, marquée par la pleine reconnaissance de l'identité kanake, préalable à la refondation d'un contrat social entre toutes les communautés qui vivent en Nouvelle-Calédonie, et par un partage de souveraineté avec la France, sur la voie de la pleine souveraineté. (Accord sur la Nouvelle-Calédonie, 5 mai 1998)*

En réalité, tout en ménageant une place aux chefs tribaux et aux capitalistes kanaks, l'accord de Nouméa permettait de maintenir la Kanaky dans l'orbite de l'impérialisme français, en éclatant le territoire en trois provinces. LFI participe à cette escroquerie.

*Peuple kanak... Européens et Magrébins victimes de l'histoire... Wallisiens présents en nombre, doivent trouver leur code de vie commune ensemble autour des deux composantes fondamentales de l'accord de Nouméa ratifié par tous les Français. (Jean-Luc Mélenchon, Le Blog, 14 mai 2024)*

« Tous les Français » seraient d'accord pour conserver à la bourgeoisie française une position stratégique en Océanie ? Depuis quand le sort d'une colonie doit-il dépendre d'un consensus avec les partis bourgeois de l'État colonial ?



Mélenchon et le PDG de Dassault, salon du Bourget, 23 juin 2017

De même que le PS et le PCF, LFI se garde de se prononcer pour l'indépendance pure et simple de la Kanaky. Par contre, elle défend « l'indépendance de la France » puisque le seul impérialisme qu'elle dénonce est celui des États-Unis ou de l'Allemagne.

### « Soutien à Dassault »

Si l'État impérialiste français veut peser dans le monde, il doit forcément augmenter ses dépenses militaires, sinon il ne sera plus en capacité de défendre les intérêts de sa bourgeoisie, sa place d'impérialisme. Cela implique de réduire les autres dépenses publiques, de tailler dans les dépenses sociales, tout en défendant les groupes français de l'armement. Là-dessus, il y a unanimité des partis représentés au parlement (du RN à LFI).

*Soutien à Dassault dans le refus de se mettre à disposition de l'Allemagne pour produire l'avion du futur. Aucun accord industriel avec ce voisin ne fonctionne jamais. Priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre. (Jean-Luc Mélenchon, X, 25 septembre 2025)*

Le même, alors sénateur du PS, manifestait déjà pas mal d'indulgence pour Dassault père en novembre 2004.

*Quand se pose au Sénat la question de la compatibilité du mandat sénatorial de Dassault avec ses fonctions d'industriel bénéficiant des commandes de l'État... qui s'est abstenu ? Jean-Luc Mélenchon ! (Lilian Alemagna & Stéphane Allières, Mélenchon le plébéïen, Laffont, 2012, p. 174)*

Ni le PS, ni le PCF, ni LFI ne veulent supprimer les dépenses militaires, pas plus qu'ils n'entendent annuler la dette publique envers « l'oligarchie ».

La raison pour laquelle les États bourgeois préfèrent la police à la santé, l'armée à l'éducation, les prisons à l'environnement reste un mystère pour tous les partis « réformistes ». Pour les communistes, la réponse est simple : l'appareil armé est le cœur de l'État bourgeois, car il sert à la fois au maintien de l'ordre à l'intérieur et d'atout de dissuasion ou de persuasion à l'extérieur.

### « La présidentielle », « expression de la volonté du peuple »

*Assez de la monarchie présidentielle, passons à la 6<sup>e</sup> république ! (Jean-Luc Mélenchon, France 2, 11 septembre)*

Le diagnostic n'est pas faux. En effet, le président de la 5<sup>e</sup> république bourgeoise a presque autant de pouvoir que celui de la 2<sup>e</sup>.

*Le président a tous les attributs de la puissance royale, le droit de nommer ses ministres... le commandement de toutes les forces armées du pays... Il a l'initiative et la direction de toutes les négociations avec l'étranger. (Karl Marx, Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, 1852, ch. 2)*

Par contre, la solution de LFI est douteuse car il faut successivement obtenir la démission de Macron, élire à sa place Mélenchon, modifier la constitution. Le défaut de la 5<sup>e</sup> république, selon Mélenchon, est qu'elle était respectée par l'admirable général de Gaulle mais que le méprisable Macron, au contraire, fait mauvais usage des « pouvoirs du président ».

*L'importance des pouvoirs qu'il a, interdit à un président de les exercer sans limite comme l'a montré le départ du Général de Gaulle... Mais la cinquième république ne donne aucun recours contre un président qui bloque sciemment la démocratie.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre 2025)

Le même pouvoir présidentiel, dans les mains de Mélenchon, redeviendrait miraculeusement démocratique.

*La présidentielle permettrait l'expression de la volonté du peuple de la façon la moins déformée dans le cadre actuel puisque qu'elle a la France entière pour circonscription unique au lieu de 577 duels.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre 2025)

Si l'élection d'un président est « l'expression du peuple la moins déformée », Mélenchon donne raison au coup de Louis Bonaparte, le président de la 2<sup>e</sup> république qui fit disperser l'Assemblée nationale par l'armée.

*L'Assemblée a essayé d'attenter à l'autorité que je tiens de la nation entière.* (Louis-Napoléon Bonaparte, *Proclamation du président de la république à l'armée*, 2 décembre 1851)

Par essence, dans toute constitution, la fonction d'un « chef d'État » est conservatrice. Une présidence sert toujours à contrebalancer le pouvoir parlementaire.

*La division du pouvoir américain permet au pouvoir de l'exécutif présidentiel, qui assure certaines prérogatives d'un monarque, de l'emporter sur le pouvoir législatif.* (George Novack, *Democracy and Revolution*, 1971, ch. 7)

La nature antidémocratique persiste, que la charge soit héréditaire (Espagne), que le chef d'État ou la cheffe d'État soit élue au suffrage universel indirect (Etats-Unis) ou bien au suffrage direct (France).

*La constitution se détruit elle-même en faisant élire le président au suffrage direct par tous les Français. Tandis que les suffrages de la France se dispersent sur les 750 membres de l'Assemblée nationale, ils se concentrent ici, par contre, sur un seul individu. Alors que chaque député ne représente que tel ou tel parti, telle ou telle ville... il est, lui, l' élu de la nation... Il détient, face à elle, une sorte de droit divin.* (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 2)

Le meilleur moyen d'en finir avec la « monarchie présidentielle » est de supprimer la présidence elle-même et tous ses pouvoirs, au lieu de se fier à un sauveur suprême qui les exercerait pour le plus grand bien du « peuple » (promis, juré !).

## « La victoire est à portée de main »

L'axe de la politique de LFI, comme celle du RN, est « Macron démission ! ».

*Il faut que Macron s'en aille pour que le peuple et le pays soit libéré de l'entrave qu'il représente à sa dignité.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre 2025)

Comment ? Par le jeu parlementaire, les « motions de destitution » qu'il sait inopérantes. Quand Mélenchon a avancé « grève générale », à l'occasion du 10 septembre initié par un petit patron xénophobe proche du RN, il entendait des grèves de 24 heures au maximum. Le but était de faire pression sur le parlement, sans pour autant handicaper l'économie capitaliste française.

*La phase démagogique semble engagée.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 18 septembre)

*Dans 10 jours, l'Assemblée nationale pourra faire tomber Lecornu... puis ce sera le tour de Macron. La victoire est à portée de main.* (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 22 septembre 2025)

Mélenchon vise une élection présidentielle à laquelle il se présenterait et qu'il gagnerait. Le « front républicain » fonctionnerait à son avantage : les partis réformistes concurrents ne pouvant faire autrement que de se regrouper derrière lui au premier tour avec les partis bourgeois « républicains » au second tour pour battre le RN. Enfin, le sauveur suprême, comme ses modèles (le colonel Chavez et le général de Gaulle), octroierait au « peuple » une nouvelle république (bourgeoise).

Tous ces pronostics sont hasardeux. Mélenchon a-t-il tiré les leçons de son précédent duel avec Le Pen ? Il est plus probable que, en cas de présidentielle anticipée, c'est Bardella ou Le Pen qui l'emporterait, comme à Hénin-Beaumont en 2012.

C'est une manoeuvre tout aussi opportuniste, mais différente que poursuit Faure qui veut repositionner le PS comme un parti responsable aux yeux de la bourgeoisie française, un « parti de gouvernement ». Il lui faut donc obtenir des promesses de Lecornu, pour justifier de ne pas censurer le gouvernement, voire de voter son budget. Ses chances de succès sont aussi limitées que le pari invraisemblable de Mélenchon.

*Le crétinisme parlementaire relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence.* (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 5)

L'alternative à Macron, à la 5<sup>e</sup> république, à l'État bourgeois, c'est la Commune de Paris de 1871, les soviets russes de 1917 : l'armement des exploités et des opprimés permet d'exproprier le grand capital, d'établir la démocratie des travailleuses et des travailleurs.

10 octobre 2025



CoReP

## LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS ET ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES SUR LA QUESTION ARGENTINE

2 DÉCEMBRE

Depuis la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, le PS d'Argentine joue tantôt une aile de la bourgeoisie, tantôt une autre. Le PCA fait de même depuis le milieu des années 1930. En 1942, la direction de la CGT, le PS et le PCA condamnent les grèves et s'activent pour que l'Argentine entre en guerre aux côtés des États-Unis (alliés alors de l'URSS) alors que la majorité de la bourgeoisie et de l'état-major de l'armée joue la carte de la neutralité.

En 1943, l'armée prend le pouvoir. En 1945, le PS et le PCA forment un bloc (Union démocratique) avec le parti bourgeois UCR contre le colonel Juan Perón qui l'emporte à la présidentielle. Le Parti justicialiste conquiert une base de masse et prend même le contrôle de la CGT [voir Catherine Tavernier & Étienne Laurent (François Chesnais), *Argentine, pour un bilan du péronisme*, septembre 1976].

### 1951, le mouvement « trotskyste » victime de la maladie sénile du front uni antiimpérialiste

La 4<sup>e</sup> Internationale avait été lancée en 1933 contre ce genre de trahisons des partis socialistes et communistes dégénérés, contre toute subordination à la bourgeoisie, y compris dans les pays dominés.

*Nous sommes perpétuellement en compétition avec la bourgeoisie nationale... Dans tous les cas où elle affronte directement les impérialistes étrangers ou leurs agents fascistes, nous lui donnons notre plein soutien révolutionnaire, tout en conservant l'entière indépendance de notre organisation... Notre organisation ne participe pas à l'APRA [Pérou], au GMD [Chine] ou au PRM [Mexique]. (Lev Trotsky, *Discussion sur l'Amérique latine*, 4 novembre 1938)*

Pourtant, après la seconde guerre mondiale, les partisans argentins de la 4<sup>e</sup> Internationale capitulent à leur tour devant une fraction « nationale », « antiimpérialiste » de leur bourgeoisie. Dans un premier temps, l'impulsion vient de la direction pabliste de l'Internationale (Pablo, Mandel, Frank, Maitan...) qui révisé de 1949 à 1951 son programme, avec la caution du SWP américain, sous deux angles : redresser la bureaucratie stalinienne et entrer dans les mouvements nationalistes bourgeois en particulier en Amé-

rique latine où il s'agit de rejoindre l'APRA au Pérou, le MNR de Bolivie, l'AD du Venezuela, le PTB au Brésil, « les ouvriers péronistes » en Argentine... (*Les Congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale*, t. 4, La Brèche, 1989, p. 184-185, p. 288-289).

Puis, en retour, l'Amérique latine a elle-même fourni des chefs révisionnistes qui répandirent leur opportunisme et leur révisionnisme à l'échelle continentale voire mondiale : en Bolivie, Guillermo Lora (1922-2009) ; en Argentine, Juan Posadas (1912-1981) et Nahuel Moreno (1924-1987).

Le posadisme (le Bureau latino-américain de la « 4<sup>e</sup> Internationale » puis la « 4<sup>e</sup> Internationale » de Posadas) et le morénisme (le Secrétariat latino-américain du « trotskysme orthodoxe », puis la FB au sein de la « 4<sup>e</sup> Internationale » de Mandel, Hansen et Moreno, et pour finir la LIT « 4<sup>e</sup> Internationale » de Moreno) furent des caméléons, tour à tour maoïste, péroniste, castriste, socialiste... Du PRT-PST-MAS argentin de feu Moreno sont issus le PTS, le MST, le NMAS, l'IS, le NPST, la COR, la LOI-DO, le PCO, etc.

Le POR bolivien de Lora influence en 1966 la naissance en Argentine du groupe Política Obrera de Jorge Altamira qui s'oppose positivement aux procastristes du PRT de Moreno (alors membres de la « 4<sup>e</sup> Internationale » pabliste de Mandel et Hansen). Política Obrera (POa) se lie, dans les années 1970, comme son mentor le POR de Lora, à l'OCI lambertiste française, qui mélangeait orthodoxie formelle et réformisme pratique. Dans les années 1980, le Partido Obrero (le PO, nouveau nom de POa) sombre dans l'opportunisme et rien de décisif ne le distingue du morénisme. Telle est l'origine du PO, de POa, du POR argentins actuels.

Un héritage empoisonné des révisionnistes est la réhabilitation d'une étape démocratique de la révolution (d'où le recours au slogan d'assemblée constituante, même dans des pays de démocratie bourgeoise, où il devient totalement réactionnaire). Un autre est l'incapacité à distinguer le mouvement ouvrier du nationalisme bourgeois.

*Nous reconstruirons l'unité du mouvement ouvrier... Nous socialistes reconnaissons que le soutien généralisé et organique à Perón a donné forme, pendant des années, à l'unité politique des travailleurs*

*contre les gorilles [réactionnaires partisans des coups d'État contre Perón, son PJ et ses gouvernements]. La crise du péronisme a entraîné la disparition de cette unité des travailleurs... C'est pourquoi le MAS appelle les travailleurs, les militants et les dirigeants ouvriers du péronisme... à établir l'unité politique de notre classe en créant le grand Parti des travailleurs. (MAS, Programa, juillet 1985, p. 25)*

Le centrisme est incapable d'analyser concrètement la situation concrète. Il cherche à justifier ses errements et ses revirements au fil des événements. Cela va de la variante sophistiquée qui remplace Moreno par Gramsci (PTS) jusqu'au tiers-mondisme hystérique d'un gourou manipulateur (LOI-DO), en passant par la dispute de l'héritage de Moreno qui a pris tant de positions diverses et opposées qu'on a que l'embarras du choix pour justifier son propre opportunisme ou fustiger celui des rivaux (NMAS, IS, MST...).

La plupart des chefs opportunistes recourent, pour camoufler aux yeux de leur base leur réformisme pratique, à une phraséologie révolutionnaire, inventent un monde imaginaire où la crise économique mondiale s'approfondit depuis... 1929.

*Des crises permanentes, ça n'existe pas. (Karl Marx, Théories sur la plus-value, 1861-1863, ch. 17)*

Dans ce radicalisme de façade, toute crise politique est « sans précédent » et « sans issue ». Pour la plupart des organisations à prétention « trotskyste », la Chine est toujours un État ouvrier, les islamistes mènent des révolutions, Trump et Milei n'ont aucune base populaire... Les problèmes à résoudre pour le prolétariat disparaissent par la magie du verbe.

*Des révolutionnaires s'efforcent parfois de démontrer que cette crise est absolument sans issue. C'est une erreur. Il n'existe pas de situation absolument sans issue... Il faut « démontrer » maintenant, par l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils possèdent suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de décision et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse. (Vladimir Lénine, Rapport sur la situation internationale et les tâches fondamentales de l'Internationale communiste, 19 juillet 1920)*

Sauf le PRS-PCO, aucune organisation n'a tiré les leçons de l'expérience de 2001-2002. Mais il est resté à mi-chemin en rompant avec le Collectif révolution permanente.

## 2001, une crise révolutionnaire laissée sans programme

En 2001, une crise économique se transformant en crise révolutionnaire a ébranlé le capitalisme argentin. Aucune solution révolutionnaire n'a émergé. Les partis réformistes (PS, PCA, PCR...) et prétendent « trotskystes » (PTS, PO...) sont restés dans le cadre du populisme (« Qu'ils s'en aillent tous » et cassero-

lades) et de l'État bourgeois (mot d'ordre d'assemblée constituante).

Comme les péronistes bourgeois, le PCA poststalinien, les maoïstes, les guévaristes et les bakouninistes, plusieurs organisations « trotskystes » ont depuis la crise révolutionnaire de 2001 leur propre organisation de « piqueteros » qui est financée par l'État bourgeois et qui redistribue l'aide sociale à ses membres.

Autre conséquence de la crise révolutionnaire de 2001, le PO et le PTS, les deux principales organisations issues de la dégénérescence de la 4<sup>e</sup> Internationale, se renforcent et obtiennent de bons résultats électoraux. À cause des contraintes juridiques introduites par l'État, elles constituent en 2011 un front électoral, le Front de la gauche (sic) et des travailleurs (FIT) qui comporte aujourd'hui le PTS, le PO, le MST et l'IS.

Loin de résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, ces partis se divisent en permanence sur des questions secondaires. Aucun n'est de type du Parti bolchevik de 1907-1921. Sur l'essentiel, le PTS, le PO, le MST et l'IS partagent avec les partis traîtres issu de la sociale-démocratie (PS) ou du stalinisme (PCA, PCR) le légalisme, le pacifisme, le parlementarisme et le suivisme envers un secteur de la bourgeoisie présenté comme « un moindre mal ».

Tout cela implique l'acceptation des lois du capitalisme dans leur ensemble. C'est pourquoi, dans un pays où la sous-nutrition et la malnutrition chroniques chez les enfants existent depuis des décennies – bien qu'il soit l'un des plus grands exportateurs mondiaux de céréales et de viande – le FIT ne remet en question la propriété privée des grands domaines agricoles, ni n'envisage le désarmement des propriétaires fonciers et des forces de police répressives qui les défendent. Pourtant, ceci, combiné au monopole du commerce extérieur, permettrait aux travailleurs de contrôler la production, les prix et la distribution des produits alimentaires de base en fonction des besoins sociaux.



Les communistes sont le parti de l'armement du prolétariat et des paysans pauvres, le parti de l'insurrection quand le moment est venu. Le FIT, dont toutes les composantes se réclament frauduleusement du fondateur de l'Armée rouge, refuse de se prononcer pour l'autodéfense. Le NMAS ne fait pas mieux. Malgré plus d'un million de voix, des manifestations et des meetings de milliers de personnes, on cherche en vain la tendance syndicale du FIT-U contre les bureaucraties corrompues.

## 2002, la remise en selle du péronisme

Le Partido Justicialista Nacional de la República Argentina (Parti justicialiste, PJ), principal parti traditionnel de la bourgeoisie, qui a hérité d'une base populaire, réussit à reprendre les rênes, en s'appuyant sur la bureaucratie syndicale, en émiettant et en intégrant le puissant mouvement de chômeurs (piqueteros) qui avait surgi.

Les gouvernements successifs de Duhalde (coalition PJ-UCR) et des Kirchner (coalitions autour du PJ), en raison de leurs étroits liens de subordination économique et politique avec les pays impérialistes, ils ne veulent ni ne peuvent sortir le pays de la dépendance économique, ce qui n'est possible que par la mobilisation du prolétariat et l'extension continentale de la révolution. Comme la plupart des pays d'Amérique latine, l'Argentine s'enfoncé dans la spécialisation dans l'exportation minière, énergétique et agricole. Le seul changement est que la Chine commence à y prendre pied au détriment des États-Unis, avec la complaisance des gouvernements péronistes.

### Legisladores porteños repudiaron el intento de asesinato a la Vicepresidenta



Legisladores porteños votaron hoy, en una sesión especial, una declaración que expresa su «máxima preocupación y enérgico repudio por el intento de magnicidio perpetrado contra la vicepresidenta Cristina Fernández de Kirchner» y exige el «oportuno esclarecimiento» de ese hecho.

El pronunciamiento se formalizó a instancias de un proyecto presentado por el Frente de Todos (FdT) y fue acompañado, a mano alzada, por los legisladores de los bloques presentes, a excepción de los legisladores de La Libertad Avanza que se abstuvieron.

En tanto, la sesión amaneció con un quórum de 49 diputados, de los 60 que componen el recinto, dado que estuvieron ausentes los dos legisladores del bloque Republicanos Unidos y los tres referenciados en la presidenta del PRO, Patricia Bullrich.

La declaración, de autoría del presidente del bloque del FdT, Claudio Ferreiro, expresa la «máxima preocupación y enérgico repudio por el intento de magnicidio perpetrado contra la vida de la vicepresidenta de la Nación, la Dra. Cristina Fernández de Kirchner».

«Desde el retorno a la democracia, nuestro pueblo no ha sido testigo de un hecho tan aberrante como el sucedido en la noche de ayer», señala el texto presentado, que sostiene que el ataque «reviste un hecho de extrema gravedad institucional, constituyéndose quizás en el peor atentado contra la vida democrática de nuestro país en cuatro décadas ininterrumpidas desde su recuperación».

Por ello, resulta que «la hora nos exige estar a la altura de este momento histórico, en el que todos los partidos políticos debemos sin distinciones expresar nuestro más enérgico repudio».

«La democracia fue desafiada y todos los ciudadanos y ciudadanas debemos expresarnos decididamente contra este horrible hecho y contra cualquier tipo de acciones y discursos que hagan peligrar nuestra convivencia y nuestra paz social», concluye.

3 septembre 2022, le PO et le PTS votent avec le parti bourgeois PJ à l'assemblée régionale de Buenos-Aires

Quand une nouvelle crise économique frappe en 2023 (le PIB baisse de 1,6 % en 2023 et de 1,7 % en 2024), accompagnée d'une inflation galopante (l'indice des prix augmente de 135,4 % en 2023 et de 219 % en 2024), l'élection présidentielle rebat les cartes, mais pour une solution bourgeoise qui s'inscrit dans la vague réactionnaire mondiale. Il n'y a pas de projet socialiste porté par un parti ouvrier du type du Parti bolchevik pour tracer une alternative au capitalisme et au péronisme discrédité.

## 2022, l'attentat contre Kirchner et l'opportunisme du PTS et du PO

Face à l'attentat en 2022 d'un désaxé contre Kirchner (alors vice-présidente), les députés FIT-U du parlement de la province de Buenos Aires (des dirigeants nationaux du PTS et le principal dirigeant du PO, Solano) votent la motion des partis bourgeois péronistes.

Cette abjection est camouflée par RP, l'organisation soeur du PTS qui scissionne au même moment du NPA en expliquant que les Gilets jaunes marquent le début d'une « nouvelle période », évidemment de montée des luttes.

## 2023, le candidat « anticaste » l'emporte

En 2023, au premier tour de l'élection présidentielle, la candidate du FIT-U (Bregman, PTS) n'a rien à dire sur le remplacement de l'armée de métier par l'armement du peuple (qui faisait partie du programme minimum de tous les partis soutenus par Marx et Engels à la fin du 19<sup>e</sup> siècle), ni sur la destruction de l'État bourgeois (une partie décisive du programme de l'Internationale communiste), ni sur l'autodéfense des masses contre la police et les bandes fascistes (qui constitue l'axe du programme transitoire de la 4<sup>e</sup> Internationale).

*Les réformistes inculquent systématiquement aux travailleurs l'idée que la sacrosainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les travailleurs désarmés. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1938)*

Par contre, la candidate du FIT-U revendique une assemblée constituante qui n'avait de sens, pour la 4<sup>e</sup> Internationale que dans des pays comme l'Inde et la Chine des années 1930 et qui vient de montrer sa nocivité dans les pays où il y a déjà des élections comme la Tunisie ou le Chili.

Le second tour de la présidentielle oppose deux candidats bourgeois (Milei de LLA et Massa du PJ). Ni le NMAS, ni le FIT-U ne se prononcent pour le boycott. Le PO appelle à un vote en blanc. Le PTS appelle à « ne pas voter pour Milei », « sans cautionner Massa ». L'IS, le MST et NMAS appellent à « voter contre Milei », donc pour Massa.

## 2024, attaques de Milei contre les masses, soutien au génocide sioniste, ouverture au capital étranger

Milei est largement élu au second tour en novembre 2023 malgré le soutien ouvert du mouvement ouvrier (directions confédérales, PS, PCR, PCE, IS) au candidat bourgeois concurrent (PJ). C'est un démagogue bourgeois resté jusque-là en marge du jeu des grands partis bourgeois, Javier Milei, se présentait comme candidat de LLA (son parti « libertarien ». Milei est un économiste de l'aile la plus réactionnaire de la « science économique » bourgeoisie (les néoclassiques de l'école de Menger et Hayek) qui prône même l'abolition des banques centrales pour laisser libre cours à la concurrence des monnaies privées des banques privées.

En guise de liberté, Milei veut élargir celle du capital à exploiter, escroquer, empoisonner, polluer... Il veut restreindre celles des exploités. Milei et LLA sont opposés aux libertés démocratiques, nostalgiques de la dictature militaire. Le démagogue fait campagne contre « la caste » des gouvernements antérieurs (des Kirchner et de Macri).

Toutes ces organisations soutiennent en 2024 les cessations de travail limitées décrétées par la bureaucratie syndicale de la CGT et des CTA (qu'elles font passer, comme les bureaucrates péronistes eux-mêmes, pour une « grève générale »), au lieu de se battre pour la véritable grève générale jusqu'au retrait des attaques de Milei (coupes budgétaires, décret de nécessité d'urgence DNU, loi Omnibus...).

*Il s'agit d'organiser par en bas, en impulsant des assemblées dans les lieux de travail pour imposer à la CGT et aux CTA l'appel à une grève nationale active de 36 heures. (PTS, 22 mai 2025) ; Exiger de la CGT une grève de 36 heures et un plan de lutte national. (IS, 11 septembre 2025) ; L'exigence d'une grève de 36 heures et d'un plan de lutte. (PO, 1 octobre 2025)*

En quoi consiste le « plan de lutte » confié aux bureaucrates ? En tout cas, une grève bornée à l'avance à 36 heures n'a pas grand-chose à voir avec ce que Luxemburg appelait « grève de masse » et Trotsky « grève générale ».

*La grève générale est la réponse du prolétariat qui ne veut pas et ne peut pas accepter que la banqueroute du capitalisme... C'est en cela que consiste l'importance fondamentale de la grève générale : elle pose nettement la question du pouvoir. La véritable victoire de la grève générale ne peut se réaliser qu'au moyen de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de sa dictature. (Lev Trotsky, Préface à l'édition française de Où va l'Angleterre ?, 6 mai 1926)*

*Ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Lev Trotsky, La Révolution française a commencé, juin 1936)*

Le 11 avril, sous prétexte d'enquêter sur Milei, des députés du FIT-U (dont le principal dirigeant du PTS, Castillo) font un bloc avec des éléments de la coalition péroniste à la Chambre des députés. Cela est soigneusement dissimulé aux travailleuses et aux travailleurs français par RP, etc.

Le 10 juin, la Cour suprême confirme les jugements de 2022 (quand Milei n'était que député) et de 2024 contre Kirchner (dite « CFK ») : condamnation à 6 ans de prison et interdiction de toute candidature.

Les opportunistes assimilent l'affaire à la persécution d'une organisation ouvrière par un État bourgeois. Ce n'est même pas une nouvelle affaire Dreyfus. D'ailleurs, aucun ne met en cause les lois qui interdisent le vol des fonds publics par des dirigeants politiques, ni les faits établis par le tribunal, c'est-à-dire l'enrichissement personnel de Kirchner et de sa famille durant 12 ans sur le dos du peuple argentin.

*Nous avons là deux grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir d'État et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées. (Friedrich Engels, Introduction à La guerre civile en France, 1891)*

La justice accepte que Kirchner reste à son domicile. Pour le NMAS, cette concession ne suffit pas. Les lois ne doivent pas s'appliquer au PJ. Il presse le parti bourgeois corrompu de passer outre le jugement

*Le rejet de l'interdiction devait s'accompagner de l'exigence que le péronisme et CFK refusent de se plier à l'interdiction, slogan que le Nouveau MAS a seul défendu, au sein de la gauche. (Izquierda Web, 26 juin 2025)*

Le MST et le PTS envoient une délégation commune le 10 juin au siège du PJ. Les chefs du PTS se rendent même chez elle le 12 pour lui apporter leur réconfort. Le 18 juin, le PTS, le PO et le NMAS manifestent à Buenos Aires avec le parti bourgeois de Kirchner pour protester contre le jugement qui l'empêche d'être candidate.

Ces ralliements honteux à un parti bourgeois sont soigneusement cachés par le PCdL en Italie, la RIO en

**Contra los pactos a espaldas del pueblo para ajustar y entregar el país, luchamos por imponer la institución más democrática concebible dentro de este régimen político: una Asamblea Constituyente.** No como la de 1994, sino una Libre y Soberana, eaderamente la voluntad se debatan los grandes pro- s, desde las leyes e institu- obbiernan hasta los derechos nicos.

**PROPONEMOS**

- ▶ Basta de gatillo fácil.
- ▶ Anulación de toda legislación represiva contra la protesta social. Anulación de las causas judiciales contra luchadoras y luchadores.
- ▶ Cárcel común, perpetua y efectiva a los genocidas y sus cómplices civiles, a los responsables de los crímenes de la Triple A y a los asesinos del gatillo fácil.

31 juillet 2023, le programme du FIT-U pour l'élection présidentielle bavarde sur l'assemblée constituante et est muet sur l'autodéfense ouvrière

Allemagne, par LI et la CTR en Espagne, par RP et SoB en France, qui camouflent aussi que leurs homologues étatsuniens sont immergés dans l'aile de la social-démocratie américaine (Sanders, Ocasio-Cortez, Mamdani...) qui tente de ranimer le Parti démocrate.

## 2025, les élections partielles

Le parlement reste à 99 % aux mains des divers partis bourgeois. Le président et ses listes LLA (intégrant cette fois-ci la Pro) bénéficient d'une amélioration de la conjoncture économique (5,2 % de croissance attendue en 2025, ralentissement de l'inflation qui s'établirait à 36,6 %). Le gouvernement est conforté par la consultation électorale de mi-mandat pour renouveler la moitié des députés et le tiers des sénateurs.

Le PJ est déstabilisé. LLA obtient près de 41 % des voix aux législatives, soit 7 % de plus que la coalition bourgeoise FP dirigée par le PJ péroniste ; 42 % aux sénatoriales, soit presque 4,3 % de plus que la FP. Ainsi, le parti présidentiel obtient 55 sièges supplémentaires à la Chambre des députés (passant à 93) et 13 sénateurs de plus (passant à 19). Avec ses alliés de la Proposition républicaine (Pro) et de l'Union civique radicale (UCR), il peut désormais compter sur 110 députés (sur un total de 257) et 28 sénateurs (sur 72).

Lors des précédent scrutin, le FIT-U annonçait ses candidatures lors d'une conférence de presse et présentait un programme (de contenu quasi-réformiste). Cette fois-ci, le FIT-U a fait campagne sans se doter du moindre programme national. Il obtient 3,9 % des suffrages exprimés aux législatives et 2,7 % aux sénatoriales, il a perdu un siège de député.

Deux autres organisations opportunistes (POa, NMAS) ont aussi présenté quelques candidats sur une ligne convergente avec le FIT, combinant pacifisme à la Gandhi et illusions parlementaristes à la Boric.

*Assez de policiers dans les mobilisations. Quand il n'y a pas de police, il n'y a pas de répression, pas de blessés, pas d'emprisonnés ni d'emprisonnés. Défense inconditionnelle du droit de protester socialement et des droits de l'homme... Assemblée constituante souveraine pour proposer une Argentine*



10 juin 2025, siège du PJ, les dirigeants du PTS (à droite de la photo) et du MST (à gauche de la photo) apportent leur soutien au parti bourgeois

*anticapitaliste. (NMAS, Un manifeste anticapitaliste pour l'Argentine, 17 septembre 2025)*

La candidate du NMAS dans la province de Buenos Aires n'a obtenu que 0,56 % des voix tandis que les deux candidats du FIT-U totalisaient 5,04 %.

Bien que le vote soit formellement obligatoire, un tiers des inscrits n'a voté ni pour les partis bourgeois (LLA, FP, PU, IF...), ni pour la coalition « trotskyste » FIT-U. C'est le taux d'abstention le plus élevé depuis 1983. Cela montre le détachement conjoncturel d'une fraction importante des masses vis-à-vis des partis bourgeois et des élections. Mais cela n'a rien, en soi, de radical ou de progressiste.

## Avant tout, il faut un programme, une stratégie, un parti !

Assez de blocs purement électoralistes ! Assez de formules creuses (« la gauche », « plan de lutte », « assemblée constituante souveraine ») ! Assez de capitulation devant le péronisme ! En Argentine comme aux États-Unis, il faut saisir l'occasion de se démarquer du parti bourgeois pourri qui s'est discrédité, qui a servi de tremplin aux populistes réactionnaires. Il faut lancer le mot d'ordre de rupture des syndicats et des organisations d'opprimés, afin de former un parti ouvrier de masse sur un programme de lutte de classe.

Renforcé momentanément par les résultats des élections et par un soutien financier d'urgence très important reçu de Trump, le gouvernement Milei va essayer de redoubler les coups contre la classe ouvrière. En même temps, l'État impérialiste américain veut reprendre le contrôle colonial de Cuba qui s'oriente déjà vers le rétablissement complet du capitalisme sous l'égide de son propre gouvernement et soumettre toute l'Amérique (actuellement, il menace militairement le Venezuela, le Mexique et la Colombie, et fait pression sur le Canada pour le faire rentrer dans les EU et le Danemark pour s'emparer du Groenland) pour se renforcer et préparer la confrontation avec l'État impérialiste chinois.

Il est urgent que les militants révolutionnaires des organisations du trotskysme édulcoré, du post-maoïsme néo-réformiste, du guévarisme sans guérilla paysanne rompent avec l'opportunisme et le sectarisme, avec le pacifisme et la subordination au péronisme bourgeois, qu'ils s'engagent dans la construction d'un parti de type bolchevik sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers populaires et les campagnes, contre les bureaucrates péronistes des syndicats, des organisations de femmes et d'étudiants. Ce parti ne peut émerger que dans le cadre d'une nouvelle internationale communiste.

*L'internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun des fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. (QI, Programme, septembre 1938)*

2 décembre 2025





# RÉVOLUTION PERMANENTE

## DÉCLARATIONS DE 2025

**Communiqué sur la Palestine 3**

**Adresse du 8 mars 4**

**Résolution sur les syndicats 6**

**Adresse du 1<sup>er</sup> mai 9**

**Résolution sur les États-Unis 11**

**Communiqué sur l'Iran 15**

**Résolution sur le Panama 17**

**Résolution sur le Kurdistan 20**

**Résolution sur la Serbie 24**

**Résolution sur l'Ukraine 27**

**Communiqué sur la Palestine 30**

## CONTROVERSES DE 2025

**La Shoah, le gaullisme et le sionisme 32**

**L'origine de l'ICR 33**

**La fondation du PCR 36**

**L'origine de LO et du NPA-R 41**

**Le congrès du NPA-R 43**

**La 3<sup>e</sup> « rencontre internationaliste » 47**

**LO et le sionisme 48**

**LFI, social-impérialiste 51**

**Le FIT d'Argentine est-il trotskyste ? 54**

*Notre but est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en poursuivant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme.*

*(Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)*

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes fondé en 2002 qui se base sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1852, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs de 1864 à 1872, de l'aile marxiste de l'Internationale ouvrière de 1889 à 1914, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933, de la 4<sup>e</sup> Internationale de 1933 à 1940.

**revolucionpermanente.com**